

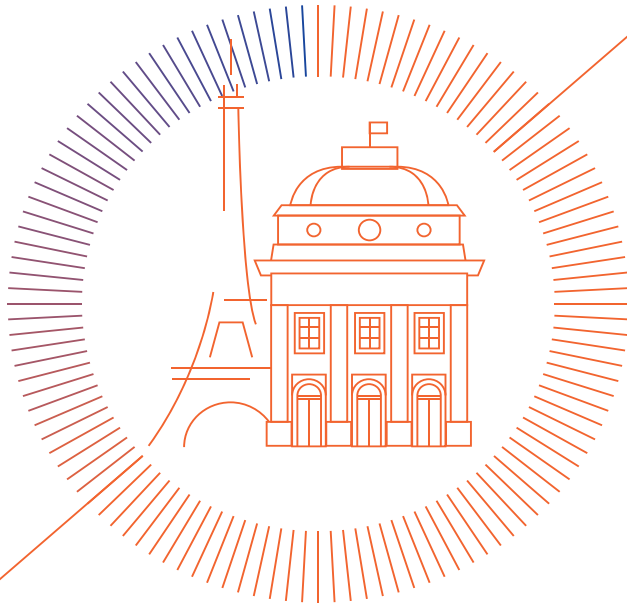


**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**GUIDE PRATIQUE DE PROCEDURE  
DEVANT  
LES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES  
DU TRIBUNAL DE COMMERCE  
ET DE LA COUR D'APPEL DE PARIS**

**PRACTICAL GUIDE  
TO PROCEEDINGS BEFORE THE  
INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS OF  
THE PARIS COMMERCIAL COURT  
AND  
THE PARIS COURT OF APPEAL**



COUR D'APPEL DE PARIS



## PREFACE

Le présent ouvrage constitue la première édition du guide pratique de procédure applicable devant les chambres commerciales internationales du tribunal de commerce de Paris (CCIP-TC) et de la cour d'appel de Paris (CCIP-CA), instituées par les deux Protocoles de procédure signés par les Chefs de Cour, le président du tribunal de commerce de Paris et le barreau de Paris, en présence de la ministre de la justice, garde des Sceaux, le 7 février 2018.

La création des chambres commerciales internationales a amélioré de façon significative le traitement des litiges du commerce international dans le ressort de la cour d'appel de Paris. Ce guide constitue une nouvelle étape pour contribuer au renforcement de l'attractivité des chambres commerciales internationales et, plus généralement, de la Place de Paris. Fruit d'un travail de réflexion mené en concertation avec l'association Droit et Procédure et la direction des affaires civiles et du sceau du Ministère de la justice, il a en effet pour objet d'informer et d'accompagner les praticiens en leur permettant de mieux connaître les spécificités du déroulement d'une procédure devant ces chambres internationales.

Il présente de façon claire et synthétique en un même document les règles du code de procédure civile et celles issues des Protocoles applicables pour le traitement de ces litiges, depuis l'introduction de l'instance jusqu'au jugement, que ce soit en procédure ordinaire ou en référé, mais aussi les règles spécifiques aux recours en matière d'arbitrage, sans oublier la procédure participative, la médiation et la conciliation. Guidé tant par la volonté d'associer davantage les avocats dans le déroulement des procédures que par celle de leur réserver un accueil adapté et une écoute attentive, cet ouvrage, rédigé en version bilingue (français-anglais) et accessible aussi en version dématérialisée sur les sites internet de la cour d'appel de Paris et du tribunal de commerce de Paris, contient nombre d'informations et d'outils pour faciliter l'émergence de pratiques innovantes et ce, dans l'intérêt des justiciables.

Il constitue ainsi un outil précieux pour tous les praticiens. Nous souhaitons que ceux-ci puissent désormais s'en emparer pour, ensemble, contribuer à l'amélioration de la qualité et à la célérité dans le traitement des litiges du commerce international et garantir devant ces chambres un traitement des affaires conforme aux plus hauts standards internationaux.

Le Bâtonnier de Paris

Le président du tribunal  
de commerce de Paris

Le premier président de  
la cour d'appel de Paris



Olivier COUSI



Paul-Louis NETTER



Jean-Michel HAYAT



# SOMMAIRE

<b>A CADRE PROCEDURAL</b>	p.10	<b>F. ROLE DU MINISTERE PUBLIC</b>	p.26
A.1 Les dispositions du code procédure civile	p.10	<b>G. ADMINISTRATION JUDICIAIRE DE LA PREUVE</b>	p.27
A.2 Les protocoles de procédure	p.11	G.1 Dispositions générales	p.27
<b>B. COMPETENCES DES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES</b>	p.12	G.2 Production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers	p.27
B.1 Compétences générales	p.12	G.3 Comparution personnelle des parties	p.29
B.2 Compétences spéciales en matière d'arbitrage international (CCIP-CA)	p.14	G.4 Déclaration écrite de tiers	p.30
<b>C. USAGE DES LANGUES ETRANGERES</b>	p.16	G.5 Audition de témoins	p.31
C.1 L'usage de la langue anglaise	p.16	G.6 Audition de techniciens	p.33
C.1.1 La production de pièces en langue anglaise	p.16	<b>H. LES DEBATS DEVANT LES CHAMBRES INTERNATIONALES</b>	p.34
C.1.2 Les auditions en langue anglaise	p.17	H.1 Organisation des débats	p.34
C.1.3 Le bilinguisme à l'audience (Français-Anglais)	p.17	H.2 Diligences des parties pour l'audience de plaidoiries	p.35
C.2 L'usage d'une langue étrangère autre que l'anglais	p.18	H.2.1 Devant la CCIP-TC	p.35
C. 2.1 Les pièces en langue étrangère autre que l'anglais	p.18	H.2.2 Devant la CCIP-CA	p.35
C.2.2 Audition dans une langue étrangère (autre que l'anglais)	p.18	H.3 Publicité des débats	p.35
C.3 L'usage impératif du français pour les actes de procédure	p.18	<b>I. DEROULEMENT D'UNE PROCEDURE DEVANT LA CCIP-TC</b>	p.37
<b>D. REPRESENTATION DEVANT LES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES</b>	p.20	I.1 La saisine de la CCIP-TC	p.37
D.1 Avocats ressortissants de l'Union européenne, de pays membres de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse	p.20	I.1.1. Saisine par assignation	p.37
D.1.1 La libre prestation de service	p.20	I.1.2 Saisine par requête conjointe	p.38
D.1.2 L'inscription au barreau	p.21	I.2 L'affectation de l'affaire à la CCIP-TC	p.38
D.2 Avocats étrangers (non européens)	p.21	I.3 L'instance devant la CCIP-TC	p.38
<b>E. LES ECRITURES DEVANT LES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES</b>	p.23	I. 3.1 La première audience devant la CCIP-TC	p.38
E.1 Dispositions communes aux écritures présentées devant les chambres commerciales internationales	p.23	I. 3.2 La première audience devant le juge chargé d'instruire l'affaire	p.39
E.2 Dispositions propres à chaque chambre	p.25	I. 3.3 La deuxième audience devant le juge chargé d'instruire l'affaire	p.40
E.2.1 Dispositions propres à la CCIP-TC	p.25	<b>J. LES VOIES DE RECOURS CONTRE LES DECISIONS DE LA CCIP-TC</b>	p.41
E.2.2 Dispositions propres à la CCIP-CA	p.25	J.1 L'appel des jugements du tribunal de commerce statuant sur la compétence	p.41
		J.1.1 Appel des jugements statuant sur la compétence uniquement: procédure accélérée de l'appel à jour fixe	p.41
		J.1.2 Recours contre le jugement statuant sur la compétence et le fond: l'appel ordinaire	p.43
		J.2 L'appel des jugements statuant sur le fond : appel ordinaire	p.43
		J.3 L'appel des ordonnances de référé	p.44
		J.4 L'appel des ordonnances du juge chargé d'instruire l'affaire	p.45

# CONTENTS

<b>A PROCEDURAL FRAMEWORK</b>	p.107	<b>F. ROLE OF THE PUBLIC PROSECUTOR</b>	p.122
A.1 Provisions of the French Code of Civil Procedure	p.107	<b>G. RULES ON JUDICIAL SUBMISSIONS OF EVIDENCE</b>	p.123
A.2 Protocols of Procedure	p.108	G.1 General provisions	p.123
<b>B. JURISDICTION OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS</b>	p.109	G.2 Compulsory production of documents held by a party or third party	p.123
B.1 General jurisdiction	p.109	G.3 Personal appearance of the parties	p.124
B.2 Special jurisdiction over international arbitration (ICCP-CA)	p.111	G.4 Third-party written statements	p.126
<b>C. USE OF FOREIGN LANGUAGES</b>	p.113	G.5 Witnesses examination	p.127
C.1 Use of the English language	p.113	G.6 Examination of technical experts	p.128
C. 1.1 Production of documentary evidence in English	p.113	<b>H. ORAL ARGUMENTS BEFORE THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS</b>	p.129
C.1.2 Hearings in English	p.113	H.1 Conduct of oral arguments	p.129
C.1.3 Dual language hearing (French-English)	p.114	H.2 Obligations of the parties for the oral arguments hearing	p.130
C.2 Use of a foreign language other than English	p.114	H.2.1 Before the ICCP-CC	p.130
C. 2.1 Exhibits in a foreign language other than English	p.114	H.2.2 Before the ICCP-CA	p.130
C.2.2 Examination in a foreign language other than English	p.114	H.3 Public access to oral arguments hearings	p.130
C.3 Mandatory use of the French language for procedural documents	p.115	<b>I. CONDUCT OF PROCEEDINGS BEFORE THE ICCP-CC</b>	p.132
<b>D. REPRESENTATION BEFORE THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS</b>	p.116	I.1 Bringing a case before the ICCP-CC	p.132
D.1 Lawyers who are nationals of the European Union, of member states of the European Economic Area or of the Swiss Confederation	p.116	I.1.1. Summons	p.132
D.1.1 Free provision of services	p.116	I.1.2 Joint application	p.133
D.1.2 Bar registration	p.117	I.2 Assignment of the case to the ICCP-CC	p.133
D.2 Foreign lawyers (non-European)	p.118	I.3 Proceedings before the ICCP-CC	p.133
<b>E. WRITTEN SUBMISSIONS BEFORE THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS</b>	p.119	I. 3.1 The first hearing before the ICCP-CC	p.133
E.1 Provisions governing written submissions before the International Commercial Chambers	p.119	I. 3.2 The first hearing before the judge assigned to the supervision of the case	p.134
E.2 Specific provisions applicable to each Chamber	p.121	I. 3.3 The second hearing before the judge assigned to the supervision of the case	p.134
E.2.1 Specific provisions applying before the ICCP-CC	p.121	<b>J. APPEALING ICCP-CC DECISIONS</b>	p.136
E.2.2 Specific provisions applying before the ICCP-CA	p.121	J.1 Appealing judgments of the Commercial Court ruling on jurisdiction	p.136
		J.1.1 Appealing judgments ruling on jurisdiction only: fast-track procedure for fixed-day appeals	p.136
		J.1.2 Appealing judgments ruling on both jurisdiction and the merits of the case: the ordinary appeal	p.138
		J.2 Appealing judgments ruling on the merits: the ordinary appeal	p.139
		J.3 Appealing interim relief orders	p.139
		J.4 Appealing orders issued by the judge assigned to the supervision of the case	p.140

# SOMMAIRE

## **K. DEROULEMENT D'UNE PROCEDURE DEVANT LA CCIP-CA**

K.1 La saisine de la CCIP-CA :	p.46
K.2 Le renvoi d'une affaire à la mise en état	p.49
K.3 Les délais pour conclure devant la CCIP-CA dans le cadre du Protocole	p.49

## **L. LES DIFFERENTES CONFERENCES DE MISE EN ETAT**

L.1 La première conférence de mise en état	p.51
L.1.1 Fixation	p.51
L.1.2 Objet	p.51
L.1.3 Diligences des parties	p.52
L.2 La deuxième conférence de mise en état	p.52
L.2.1 Fixation	p.52
L.2.2 Objet	p.52
L.2.2.1 Mise en place d'une médiation judiciaire	p.53
L.2.2.2 Calendrier de procédure	p.53
L.2.2.3 Demandes d'audition	p.54
L.2.2.4 Exposé des faits constants et liste des questions posées par le litige	p.55
L.2.3 Diligences des parties	p.55
L.3 La troisième conférence de mise en état	p.56
L.3.1 Fixation	p.56
L.3.2 Objet	p.56
L.3.3 Diligences des parties	p.56
L.4 La quatrième et ou dernière conférence de mise en état	p.56
L.4.1 Fixation	p.56
L.4.2 Objet	p.57
L.4.3 Diligences des parties	p.57
L.5 Les incidents devant le conseiller de la mise en état	p.57
L.6 La convention de procédure participative	p.58

## **M. LES PROCEDURES ACCELEREES**

M.1 Procédure à bref délai (circuit court)	p.61
M.1.1. Devant la CCIP-TC	p.61
M.1.2. Devant la CCIP-CA	p.61
M.2 La procédure à jour fixe devant la CCIP-CA	p.63

## **N. LES RECOURS EN MATIERE D'ARBITRAGE INTERNATIONAL DEVANT LA CCIP-CA**

N.1 Types de recours	p.66
N.1.1 Recours contre les sentences rendues en France	p.66
N.1.2 Recours contre les sentences rendues à l'étranger	p.67
N.2 Saisine de la CCIP-CA	p.68
N.2.1 Procédure applicable	p.68
N.2.2 Effet du rejet de l'appel ou du recours	p.68

## **O. LES JUGEMENTS DES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES**

O.1 Forme des jugements des chambres commerciales internationales	p.69
O.2 Prononcé des jugements	p.70
O.3 Traduction	p.70
O.4 Copie des décisions et publication	p.70

## **P. LES FRAIS ET DÉPENS**

## **Q. LES MODES AMIABLES DE RESOLUTION DES DIFFERENDS- CONCILIATION ET MEDIATION JUDICIAIRES**

Q.1 CONCILIATION	p.73
Q.1.1 Présentation générale	p.73
Q.1.2 Formalisme de la conciliation	p.74
Q.1.3 Mise en place d'une conciliation	p.75
Q.1.4 Durée de la mesure	p.75
Q.1.5 Difficultés en cours de mesure	p.75
Q.2. MEDIATION	p.76
Q.2.1 Présentation générale	p.76
Q.2.2 Formalisme de la médiation	p.77
Q.2.3 Mise en place d'une médiation	p.78
Q.2.4 Consignation	p.78
Q.2.5 Durée de la mesure	p.78
Q.2.6 Difficultés en cours de mesure	p.79

## **R. INFORMATIONS PRATIQUES SUR LES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES**

R.1 Obtenir des informations d'ordre général sur la CCIP-TC	p.80
R.2 Obtenir des informations d'ordre général sur la CCIP-CA	p.80

## **ANNEXES**

Annexe 1 – Modèle de calendrier de procédure	p.82
Annexe 2 – Modèle pour l'exposé des faits constants	p.85
Annexe 3 – Liste des questions de faits, de droit et loi applicable	p.87
Annexe 4– Protocoles signés le 7 février 2018	p.89

## **ACRONYMES ET DEFINITIONS**

	p.102
--	-------

# CONTENTS

## **K. CONDUCT OF PROCEEDINGS BEFORE THE ICCP-CA**

K.1 Bringing a case before the ICCP-CA	p.141
K.2 Direction of a case to the case management procedure	p.141
K.3 Time limits for filing written submissions before the ICCP-CA under the Protocol	p.144

## **L. THE VARIOUS PRE-TRIAL HEARINGS**

L.1 The first conference	p.146
L.1.1 Planning	p.147
L.1.2 Purpose	p.147
L.1.3 Parties obligations	p.148
L.2 The second conference	p.148
L.2.1 Planning	p.148
L.2.2 Purpose	p.148
L.2.2.1 Setting up of a judicial mediation	p.149
L.2.2.2 Procedural timetable	p.149
L.2.2.3 Requests for examination	p.150
L.2.2.4 Statement of undisputed facts and list of issues raised by the litigation	p.151
L.2.3 Obligations of the parties	p.152
L.3 The third conference	p.152
L.3.1 Planning	p.152
L.3.2 Purpose	p.152
L.3.3 Obligations of the parties	p.153
L.4 Fourth and/or final conference	p.153
L.4.1 Planning	p.153
L.4.2 Purpose	p.153
L.4.3 Obligations of the parties	p.154
L.5 Motions before the pre-trial judge	p.154
L.6 Participative procedural agreement	p.155

## **M. FAST-TRACK PROCEDURES**

M.1 Expedited procedure (“procédure bref délai”)	p.158
M.1.1. Before the ICCP-CC	p.158
M.1.2. Before the ICCP-CA	p.158
M.2 The fixed-day procedure before the ICCP-CA	p.160

## **N. INTERNATIONAL ARBITRATION APPEAL PROCEEDINGS BEFORE THE ICCP-CA**

N.1 Types of recourse	p.163
N.1.1 Recourse against awards rendered in France	p.163
N.1.2 Recourse against awards rendered abroad	p.164
N.2 Referral to the ICCP-CA	p.164
N.2.1 Applicable procedure	p.164
N.2.2 Effect of the dismissal of the appeal or recourse	p.165

## **O. JUDGMENTS OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS**

O.1 Form of judgments of the International Commercial Chambers	p.166
O.2 Judgments delivery	p.167
O.3 Translation	p.167
O.4 Copies of decisions and publication	p.167

## **P. COSTS AND EXPENSES**

### **Q. ALTERNATIVE DISPUTE RESOLUTION - JUDICIAL CONCILIATION AND MEDIATION**

Q.1 Judicial Conciliation	p.170
Q.1.1 Overview	p.170
Q.1.2 Formalism of the procedure	p.171
Q.1.3 Setting up of the procedure of conciliation	p.172
Q.1.4 Duration of the conciliation	p.172
Q.1.5 Difficulties in the course of the conciliation procedure	p.173

Q.2. Mediation	p.173
Q.2.1 Overview	p.173
Q.2.2 Formalism of the procedure	p.174
Q.2.3 Setting up of the procedure of mediation	p.175
Q.2.4 Advance on mediation fees	p.175
Q.2.5 Duration of the mediation	p.176
Q.2.6 Difficulties during the mediation procedure	p.176

### **R. PRACTICAL INFORMATION ON THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS**

R.1 Obtaining general information on the ICCP-CC	p.177
R.2 Obtaining general information on the ICCP-CA	p.177

## **APPENDICES**

Appendix 1 - Template for a procedural timetable	p.179
Appendix 2 - Template for the statement of undisputed facts	p.181
Appendix 3 - List of factual, legal and applicable law issues	p.182
Appendix 4 - Protocols of 7 February 2018	p.183

## **ACRONYMS AND DEFINITIONS**

p.199
-------



## INTRODUCTION

Les chambres commerciales internationales du tribunal de commerce de Paris (ci-après désignée « la CCIP-TC ») et de la cour d'appel de Paris (ci-après désignée « la CCIP-CA ») ont été instituées par deux Protocoles de procédure (ci-après « les Protocoles » et séparément « le Protocole »), signés par les Chefs de Cour, le président du tribunal de commerce de Paris et le barreau de Paris, en présence de la ministre de la justice, garde des Sceaux, le 7 février 2018.

Ces chambres ont vocation à connaître en première instance (CCIP-TC) et en appel (CCIP-CA) des litiges du commerce international. Leur création a pour objectif de répondre aux attentes des opérateurs économiques en offrant un système juridictionnel attractif conforme aux standards internationaux. Les Protocoles permettent ainsi aux parties de bénéficier d'un calendrier de procédure détaillé et impératif pour une meilleure prévisibilité des délais de traitement. L'administration judiciaire de la preuve est renforcée par la possibilité pour les parties d'être entendues et de demander l'audition de témoins et d'experts. Enfin, une place privilégiée est faite à l'usage de la langue anglaise tant dans la production des pièces qu'à l'occasion des auditions et des plaidoiries.

Ce guide présente les modalités de traitement devant ces chambres des litiges du commerce international, depuis l'introduction de l'instance jusqu'au jugement, afin de permettre aux praticiens de connaître les attentes de ces chambres commerciales internationales et ainsi de mieux anticiper, préparer, et conduire leurs procédures.

Cet ouvrage rassemble en un même document les dispositions issues du code de procédure civile et celles des Protocoles précités. Il ne se substitue en aucun cas aux dispositions légales et réglementaires applicables, auxquelles les parties et leurs conseils sont invités à se reporter.

Les chambres commerciales internationales appellent l'attention des parties et de leurs conseils sur le fait que le déroulement d'une procédure selon les modalités présentées dans ce guide implique de leur part une attitude procédurale conforme à l'objectif de qualité et de célérité de la justice qui inspire les Protocoles. Les chambres commerciales internationales se réservent la faculté de tenir compte des comportements procéduraux qui seraient incompatibles avec cet objectif.

Ce guide a été rédigé en français et traduit en anglais. En cas de divergences entre la version française et la version anglaise, la version française prévaudra.

## A. CADRE PROCEDURAL

La procédure applicable devant la CCIP-TC et la CCIP-CA est régie par le code de procédure civile d'une part, et les dispositions des Protocoles précités d'autre part.

### A.1 Les dispositions du code de procédure civile

Les dispositions du livre 1er du code de procédure civile (articles 1er à 749) s'appliquent aux procédures engagées devant toutes les juridictions. Elles ont ainsi vocation à s'appliquer devant le tribunal de commerce et devant la cour d'appel.

A ces dispositions communes générales, s'ajoutent des dispositions particulières à chacune de ces juridictions.

Devant la CCIP-TC, les règles particulières de procédure sont prévues par les articles 853 à 878-1 du code de procédure civile. Elles instituent une procédure dite « orale » (articles 860-1 et 446-1 à 446-4 du code de procédure civile) avec une représentation obligatoire par un avocat lorsque la demande porte sur un montant supérieur à 10.000 € ou une demande indéterminée (article 853 du code de procédure civile).

Devant la CCIP-CA, les règles particulières de procédure sont prévues par les articles 528 à 570 et 899 à 972-1 du code de procédure civile<sup>1</sup>. Elles instituent une procédure écrite électronique (art. 930-1 du code de procédure civile) encadrée par des délais avec une représentation obligatoire par un avocat.

<sup>1</sup> Outre le renvoi prévu par l'article 907 du code de procédure civile aux articles 780 à 807 de ce même code.

Commentaires : Pour toute procédure engagée devant la CCIP-TC lorsque la demande porte sur un montant supérieur à 10 000 € ou sur une demande indéterminée, et pour toute procédure devant la CCIP-CA, chaque partie doit désigner un avocat habilité ou un avocat étranger intervenant en libre prestation de service selon les modalités précisées dans la partie D. Dans les relations avec la Cour, cet avocat est le représentant juridique de la partie qui l'a désigné. A ce titre, cet avocat doit signer ou co-signer les actes de procédure pour le compte de cette partie.

En outre, chaque partie est libre de se faire assister par un avocat français ou étranger non-inscrit au barreau de Paris. La répartition des missions entre un tel avocat et l'avocat mentionné au paragraphe ci-dessus est libre, sous réserve de l'obligation indiquée relative à la signature des actes de procédure. L'avocat non-inscrit au barreau de Paris peut notamment diriger la stratégie du procès, rédiger tout ou partie des écritures et se présenter devant la Cour, y compris pour plaider, sous les réserves précisées dans la partie D.

## A.2 Les Protocoles de procédure

Outre l'application du code de procédure civile, les modalités de traitement des affaires devant les chambres commerciales internationales sont précisées par les deux Protocoles signés le 7 février 2018, auxquels les parties sont invitées à se reporter (cf. annexe 4)

Ces Protocoles, dont l'application est subordonnée à l'adhésion expresse des parties (cf infra parties I.3.2 et L.1.2), constituent une déclinaison, pour le traitement des litiges du commerce international, des règles du code de procédure civile auxquelles ils renvoient.

Commentaires : Le non-respect de l'une ou l'autre des dispositions des Protocoles ne peut être invoqué pour fonder un moyen d'irrégularité ou d'irrecevabilité.

Toutefois, les chambres commerciales internationales tiendront compte de l'attitude procédurale d'une partie qui, ayant accepté de se soumettre à ces modalités de traitement, entendrait s'en départir sans le consentement de l'autre partie et/ou de la chambre commerciale internationale.

## B. COMPETENCES DES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES

### B.1 Compétences générales

CF. Protocole CCIP-TC : Art 1.1  
CF. Protocole CCIP-CA : Art 1.1 et Art. 1.2

L'attribution d'une affaire qui relève de la compétence du tribunal de commerce de Paris ou de la cour d'appel de Paris, à la CCIP-TC ou la CCIP-CA est une mesure d'administration judiciaire qui n'est susceptible d'aucun recours<sup>2</sup>.

Les CCIP-TC et CCIP-CA ne sont pas des juridictions internationales autonomes. Elles sont des chambres intégrées, l'une au tribunal de commerce, l'autre à la cour d'appel de Paris. Ainsi, lorsque les Protocoles évoquent la « compétence » de ces chambres, il faut en réalité comprendre que ce terme vise plus précisément les modalités d'affectation d'un dossier auprès de ces chambres et ne pas s'arrêter au sens procédural du terme « compétence ». Seuls en effet le tribunal de commerce ou bien la cour d'appel peuvent-être déclarés compétents ou incompétents pour statuer sur un litige<sup>3</sup> et les parties peuvent, selon les voies de droit applicables<sup>4</sup>, contester la compétence générale d'attribution et/ou territoriale.

Les parties sont libres de signaler au greffe leur souhait de voir affecter le dossier aux chambres commerciales internationales et d'en justifier les motifs. Sans préjudice des règles particulières applicables devant le tribunal de commerce (cf. infra partie I), dès réception d'un dossier par le greffe, celui-ci affecte aux chambres commerciales internationales les dossiers répondant aux critères d'internationalité décrits ci-dessous.

2 Article 537 du code de procédure civile.

3 Les règles de compétence matérielle sont définies aux articles 33 à 41 du code de procédure civile. La compétence internationale est déterminée par application des règlements européens et conventions internationales en vigueur et, à défaut, par application des articles 42 et suivants du code de procédure civile étendus à l'ordre international.

4 Articles 74 et suivants du code de procédure civile.

Commentaires : Afin pour les parties de s'assurer d'une bonne orientation de leur affaire vers ces chambres commerciales internationales, il leur est recommandé d'accompagner l'acte de saisine ou de constitution par une précision, le cas échéant sous la forme d'un courrier joint, expliquant en quoi l'affaire leur paraît relever des chambres commerciales internationales.

**Quels litiges sont susceptibles d'être affectés aux chambres commerciales internationales ?**

Les CCIP-TC et CCIP-CA ont vocation à connaître des litiges qui mettent en jeu les intérêts du commerce international.

Un litige met en jeu les intérêts du commerce international dès lors que l'opération économique à l'origine du litige n'a pas vocation à se dénouer économiquement dans un seul et même État et qu'elle implique un mouvement de biens, de services ou de capitaux au-delà des frontières.

Dans ce cadre, la CCIP-TC et la CCIP-CA peuvent connaître des litiges relevant notamment des matières suivantes :

- Contrats commerciaux et rupture de relations commerciales ;
- Contrats de transport ;
- Concurrence déloyale ;
- Réparation à la suite d'un litige en matière de pratiques anticoncurrentielles ;
- Opérations sur instruments financiers, conventions-cadres de place.

Commentaires : La liste des matières visées par les Protocoles n'est pas exhaustive. Si un litige relevant du domaine économique présente une internationalité suffisante, il est susceptible d'être porté devant les chambres commerciales internationales.

L'affectation d'une affaire à la CCIP-TC ou à la CCIP-CA peut en outre résulter d'une stipulation contractuelle attribuant compétence aux juridictions situées dans le ressort de la cour d'appel de Paris (cf. articles 1.3 et 1.2 des Protocoles).

Commentaires : Le barreau de Paris a élaboré une clause type que les parties sont libres de consulter et d'insérer dans leur contrat afin de faciliter l'affectation de leur contentieux devant les chambres commerciales internationales. L'insertion d'une telle clause ne préjuge pas de la décision qui sera rendue sur son opposabilité ou sa validité par la juridiction.

La CCIP-CA est en outre juridiction d'appel des décisions mettant en jeu les intérêts du commerce international prononcées en première instance par la CCIP-TC.

## B.2 Compétences spéciales en matière d'arbitrage international (CCIP-CA)

CF. Protocole CCIP-CA : Art 1.1.

Les recours exercés contre les décisions rendues en matière d'arbitrage international sont portés devant la CCIP-CA, notamment :

- L'appel des décisions du juge d'appui (celles ayant dit n'y avoir lieu à désignation d'arbitre en raison de la nullité manifeste de la convention d'arbitrage<sup>5</sup>), le juge d'appui étant en matière d'arbitrage international, sauf clause contraire, le président du tribunal judiciaire de Paris<sup>6</sup>.
- Les recours en annulation des sentences arbitrales rendues en matière d'arbitrage international dans le ressort de la cour d'appel de Paris<sup>7</sup>.
- Les recours contre les décisions qui refusent la reconnaissance ou l'exequatur d'une sentence arbitrale internationale rendue en France<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Article 1460 du code de procédure civile.

<sup>6</sup> Article 1505 du code de procédure civile.

<sup>7</sup> Article 1519 du code de procédure civile.

<sup>8</sup> Article 1523 du code de procédure civile.

- Les recours contre les décisions ayant accordé l'exequatur d'une sentence rendue en France (si les parties avaient renoncé au recours en annulation<sup>9</sup>).
- Les recours contre les décisions statuant sur la reconnaissance ou l'exequatur d'une sentence arbitrale rendue à l'étranger<sup>10</sup>.

<sup>9</sup> Article 1522 du code de procédure civile.

<sup>10</sup> Article 1525 du code de procédure civile.

## C . USAGE DES LANGUES ETRANGERES

CF. Protocole CCIP-TC : Art 2 et 6  
CF. Protocole CCIP-CA : Art 2 et 3

### C.1 L'usage de la langue anglaise

Comme l'indiquent en préambule les Protocoles « une large place est laissée à l'utilisation de la langue anglaise ».

En outre, conformément à l'article 23 du code de procédure civile le juge n'est pas tenu de recourir à un interprète lorsqu'il connaît la langue dans laquelle s'expriment les parties.

#### C. 1.1 La production de pièces en langue anglaise

Peuvent être produites en langue anglaise sans traduction les pièces communiquées par les parties (sous réserve de l'adhésion au protocole).

Tel pourra être le cas également de la déclaration écrite sur la base de laquelle aura lieu l'audition d'une partie, d'un témoin ou d'un expert.

Cette faculté n'interdit pas aux parties d'en produire une traduction libre.

Commentaires : En cas de contestation entre les parties sur la traduction des pièces proposées librement par l'une d'elles dans ses écritures, le juge chargé d'instruire l'affaire ou le conseiller de la mise en état, selon le cas, peut ordonner une traduction jurée de tout ou partie de celles-ci, aux frais avancés par la partie qu'il détermine.



### **C.1.2 Les auditions en langue anglaise**

Sous réserve de l'adhésion au Protocole, l'anglais peut être utilisé par les parties, les témoins et les experts ou techniciens qui comparaissent à l'audience de la CCIP-CA ou de la CCIP-TC, sans traduction.

Conformément à l'article 2 des Protocoles ces personnes sont autorisées à s'exprimer en anglais sans interprète si elles le souhaitent.

Il en est de même pour les avocats des parties.

La cour ou le tribunal peuvent également s'adresser aux parties en anglais, sans interprète.

Le protocole ne prévoit pas expressément de traduction simultanée à l'audience lorsque la langue utilisée est l'anglais. Il n'est cependant pas exclu de mettre en place un tel dispositif afin notamment de respecter les principes de publicité des débats et du contradictoire. Ces modalités seront envisagées lors des audiences devant le juge chargé d'instruire l'affaire ou lors des conférences de mises en état en phase d'appel (cf. parties I.3.3 et L. 4.2).

Commentaire : En l'état des Protocoles, des mesures de traduction ne sont pas à prévoir si la phase orale du procès se limite aux plaidoiries des avocats qui pourront plaider en anglais sans interprétariat sans préjudice du respect de la publicité des débats.

### **C.1.3 Le bilinguisme à l'audience (Français-Anglais)**

Le fait qu'une des parties s'exprime en anglais et l'autre en français est possible, aussi longtemps que chacune comprend la langue de l'autre et ne sollicite pas une traduction à ses frais, l'audience étant alors bilingue, sans traduction simultanée de part et d'autre.

Un avocat ressortissant français peut ainsi s'exprimer également en anglais s'il le souhaite dès lors que les parties ont accepté le protocole.

## **C.2 L'usage d'une langue étrangère autre que l'anglais**

### **C. 2.1 Les pièces en langue étrangère autre que l'anglais**

Les pièces rédigées en langue étrangère autre que l'anglais doivent être produites en langue française. Mais quelle que soit la langue étrangère utilisée, elles peuvent être traduites librement, sauf contestation par l'une des parties de la traduction dans ses écritures, et elles peuvent être traduites par extrait, si les parties et la juridiction l'acceptent.

Il n'est pas exigé de recours aux services d'un traducteur assermenté sauf si une difficulté de traduction est relevée.

### **C.2.2 Audition dans une langue étrangère (autre que l'anglais)**

Conformément aux Protocoles, lorsqu'une des parties, un expert ou un témoin souhaite s'exprimer dans une langue étrangère autre que l'anglais, une traduction simultanée est assurée par un traducteur choisi d'un commun accord par les parties aux frais avancés par celle ayant sollicité l'audition.

En cas de désaccord entre les parties sur le choix du traducteur, le juge chargé d'instruire l'affaire ou le conseiller de la mise en état selon les cas procède à sa désignation.

## **C.3 L'usage impératif du français pour les actes de la procédure**

Les actes de la procédure sont rédigés en français.

Il faut notamment entendre par « actes de la procédure » les actes écrits suivants :

- assignation,
- déclaration d'appel,
- constat d'audience
- note d'audience,
- conclusions,
- bordereau de communication de pièces,
- procès-verbal d'audition,
- Jugement, ordonnance et arrêt

Une traduction assermentée des jugements et arrêts en langue anglaise est effectuée si les parties ont adhéré au protocole.

Les sentences arbitrales devront être traduites en français par les parties, et remises à la cour au plus tard lors de la deuxième conférence de mise en état.

## D. REPRESENTATION DEVANT LES CHAMBRES INTERNATIONALES

CF. Protocole CCIP-TC : Art 2.5  
CF. Protocole CCIP-CA : Art 2.4

Les parties sont tenues d'être représentées par un avocat devant la CCIP-TC lorsque la demande porte sur un montant supérieur à 10 000 € ou sur un montant indéterminé (article 853 du code de procédure civile).

Elles sont tenues d'être représentées par un avocat devant la CCIP-CA.

### D.1 Avocats ressortissants de l'Union européenne, de pays membres de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse

Un avocat ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne (UE), des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) (soit à la date de ce guide, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) ou de la Confédération suisse, et établi à titre permanent dans l'un de ces Etats, peut exercer en France, et notamment à Paris, soit sur le fondement de la libre prestation de service, soit par son inscription au barreau.

#### D.1.1 La libre prestation de service

En se prévalant, en France, de l'un des titres mentionnés à l'article 201 du décret n° 091-1197 du 27 novembre 1991, un avocat peut assurer la représentation ou la défense d'un client en justice ou devant les autorités publiques ; il exerce alors ses fonctions dans les mêmes conditions qu'un avocat inscrit à un barreau français. Il respecte les règles professionnelles françaises, sans préjudice des obligations non contraires qui lui incombent dans l'Etat dans lequel il est établi.

Devant la CCIP-CA, un avocat ne peut postuler qu'après avoir élu domicile auprès d'un avocat habilité à représenter les parties devant elle et auquel les actes de la procédure sont valablement notifiés. Il joint à sa constitution un document, signé par cet avocat, attestant l'existence d'une convention qui autorise l'élection de domicile pour l'instance considérée.

Si'il ne fait pas élection de domicile, il peut toutefois plaider.

Dans tous les cas, l'avocat ressortissant européen plaçant occasionnellement selon les dispositions ci-dessus doit pouvoir justifier de sa qualification professionnelle sur demande du bâtonnier de l'ordre territorialement compétent, du président et des membres de la juridiction ou de l'organisme juridictionnel ou disciplinaire ou le représentant qualifié de l'autorité publique devant lequel il se présente. Il doit en outre respecter un certain nombre de règles déontologiques, notamment se présenter au Bâtonnier, au président de la juridiction, le cas échéant au magistrat du ministère public et à son adversaire.

### **D.1.2. L'inscription au barreau**

L'inscription au barreau peut se faire sous différentes formes :

- Inscription sous le titre d'origine en application de la Directive 98/5/CE : la Directive 98/5/CE du 16 février 1998, intégrée dans le droit français aux articles 83 et suivants de la loi du 31 décembre 1971 et 203 et suivants du décret du 27 novembre 1991, permet à un avocat remplissant les conditions indiquées ci-dessus d'exercer en France sous son titre d'origine en étant inscrit sur la liste spéciale du tableau d'un barreau. Par ailleurs, si l'avocat est membre d'une structure dans l'état membre d'origine, il peut, en application de l'article 11 de la Directive 98/5/CE, exercer dans le cadre d'une succursale de sa structure qui doit également être inscrite au tableau d'un barreau.

- Inscription sous le titre français d'avocat en application de la procédure d'assimilation : après trois ans d'exercice effectif et régulier sous le titre d'origine, l'avocat peut solliciter l'obtention du titre français d'avocat par la procédure de l'assimilation prévue par l'article 10 de la Directive 98/5/CE transposé aux articles 89 et suivants de la loi du 31 décembre 1971.

- Inscription sous le titre français d'avocat après réussite de l'examen d'aptitude prévu par l'article 99 : l'avocat ayant acquis cette qualité dans un barreau communautaire (UE, EEE, Suisse) et de nationalité européenne (UE, EEE, Suisse), peut passer l'examen d'aptitude prévu par l'article 99 du décret du 27 novembre 1991, afin d'être autorisé à s'inscrire auprès d'un barreau français sous le titre français d'avocat, sans attendre le délai des trois ans prévu par la Directive.

## **D.2 Avocats étrangers (non européens)**

**Assistance, représentation et plaidoirie :** Les activités d'assistance, de représentation et de plaidoirie sont ouvertes à un avocat étranger, non ressortissant de l'Union européenne (ou de l'AELE), s'il est ressortissant d'un pays qui accorde aux Français la faculté d'exercer sous les mêmes conditions la profession d'avocat (condition de réciprocité) et s'il réussit, pour son inscription

au tableau d'un barreau français, un examen de contrôle des connaissances en droit français<sup>11</sup>, sous réserve de l'existence de conventions<sup>12</sup>.

Ils seront dès lors habilités à exercer toutes les activités de l'avocat, que ce soit en conseil ou en contentieux, et ce dans tous les domaines du droit (droits français, étranger, de l'Union européenne mais également international).

Des conventions d'entraide judiciaire ont été signées par la France avec divers Etats notamment africains. Ainsi, des conventions accordant un droit sans condition ont été établies avec l'Algérie<sup>13</sup>, le Cameroun<sup>14</sup>, le Maroc et le Togo.

Commentaire : Pour toutes précisions complémentaires sur ces points, l'avocat est invité à se rapprocher du barreau de Paris à l'adresse suivante : <http://www.avocatparis.org/CCIP-CA>

11 Article 11 de la loi du 31 décembre 1971 et article 100 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 modifié par le décret n°2019-849 du 20 août 2019.

12 Ordonnance n°2018-310 du 27 avril 2018.

13 L'article 16 du protocole judiciaire du 28 août 1962 dispose : « Les avocats inscrits à un barreau d'Algérie pourront assister ou représenter les parties devant toutes les juridictions françaises tant au cours des mesures d'instruction qu'à l'audience, dans les mêmes conditions que les avocats inscrits à un barreau français », sous condition d'élection de domicile.

14 Article 33 de la Convention du 21 février 1974, dispose : « les avocats camerounais inscrits à un barreau camerounais peuvent assister ou représenter les parties devant toutes les juridictions françaises. L'avocat constitué pour assister ou représenter les parties devant une juridiction de l'autre Etat doit, au préalable, obtenir l'autorisation du président de la juridiction saisie et faire élection de domicile chez un avocat dudit Etat ».

## E. LES ECRITURES DEVANT LES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES

### E.1 Dispositions communes aux écritures présentées devant les chambres commerciales internationales

Les écritures des parties (appelées aussi « conclusions ») doivent présenter distinctement un exposé des faits et de la procédure, une discussion des prétentions et des moyens ainsi qu'un dispositif récapitulant les prétentions.

Commentaires : Une attention particulière doit être portée sur la rédaction des dispositifs des conclusions qui ne doivent comporter que l'énoncé des prétentions des parties.

A cet égard, les demandes des parties tendant à voir « constater » ou « donner acte » ne constituent pas des prétentions au sens des dispositions de l'article 4 du code de procédure civile.

Ces demandes n'ont donc pas à figurer dans le dispositif des conclusions.

Elles comportent ainsi :

- les prétentions des parties et les moyens de fait et de droit sur lesquels chacune de ces prétentions est fondée.
- les pièces et les références juridiques (ainsi que leur numérotation) invoquées au soutien de chaque prétention.
- un bordereau en annexe récapitulant les pièces et, de manière distincte, les références juridiques.

Les parties sont en outre invitées à suivre les recommandations suivantes pour la rédaction de leurs conclusions :

- a) Les conclusions sont rédigées en style direct ; les conclusions sont aussi brèves et concises que possible ;
- b) Les caractères utilisés pour le texte sont d'un type usuel (tel que Times New Roman, Courier ou Arial) et d'une taille d'au moins 12 points dans le texte et 10 points pour les notes de bas de page et des marges, horizontales et verticales, d'au moins 2,5 cm (en haut, en bas, à gauche et à droite de la page) ;
- c) Chaque paragraphe est numéroté de manière continue et dans l'ordre croissant ;

- d) L'usage d'un plan structuré et d'intitulés est particulièrement recommandé ;
- e) Les conclusions débutent par un bref exposé du plan adopté ou par une table des matières et comportent dans un encadré une synthèse de leur contenu ;
- f) La partie consacrée aux faits doit comporter une partie expressément dédiée aux faits constants ;
- g) Les modifications apportées à des conclusions antérieures sont présentées de manière formellement distincte (par exemple à l'aide d'un trait en marge) ;

Les conclusions doivent permettre une gestion électronique et, notamment, la possibilité de les copier, scanner et de pratiquer une reconnaissance des caractères.

Les parties sont invitées à communiquer les traductions en anglais de leurs conclusions lorsque celles-ci sont disponibles. Le tribunal ou la cour en prendra connaissance pour information et pourra le cas échéant solliciter les observations des parties en cas d'ambiguïté avec les conclusions rédigées en français.

Commentaire : Il convient de rappeler que conformément aux articles 446-2 et 954 du code de procédure civile, le juge ne statue que sur les prétentions énoncées au dispositif et n'examine les moyens au soutien de ces prétentions que s'ils sont invoqués dans la discussion.

Les parties doivent reprendre dans leurs dernières conclusions les prétentions et moyens présentés ou invoqués dans leurs conclusions antérieures. A défaut, elles sont réputées les avoir abandonnés et le juge ne statue que sur les dernières conclusions déposées<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> Lorsque les parties formulent leurs prétentions et moyens par écrit et qu'elles ne sont pas assistées ou représentées par un avocat, le juge peut, avec leur accord, prévoir qu'elles sont réputées avoir abandonné les prétentions et moyens non repris dans leurs dernières écritures.



## E.2 Dispositions propres à chaque chambre

### E.2.1 Dispositions propres à la CCIP-TC

Devant la CCIP-TC, les premières conclusions ne devraient pas, pour les besoins de l'exposé des faits, des moyens et des prétentions dans le dispositif, excéder 50 pages.

Les conclusions peuvent être adressées au tribunal par voie électronique via le réseau RPVATC si l'avocat a adhéré à la plateforme e-barreau.

### E.2.2 Dispositions propres à la CCIP-CA

Devant la CCIP-CA, les premières conclusions ne devraient pas pour les besoins de l'exposé des faits, des moyens et des prétentions dans le dispositif, excéder 25 pages.

Il convient de rappeler conformément à l'article 910-4 du code de procédure civile que « à peine d'irrecevabilité, relevée d'office », les parties doivent présenter, dès les premières conclusions (celles mentionnées aux articles 905-2 et 908 à 910) l'ensemble de leurs prétentions sur le fond.

Commentaires : en application de l'article 913 du code de procédure civile, devant la CCIP-CA, le conseiller de la mise en état peut enjoindre aux avocats de mettre leurs conclusions en conformité avec les dispositions du code de procédure civile.

## F. ROLE DU MINISTERE PUBLIC

Conformément à l'article 427 du code de procédure civile, les chambres commerciales internationales peuvent d'office décider la communication d'une affaire au ministère public.

Devant les chambres commerciales internationales, le ministère public peut ainsi intervenir comme « partie jointe ».

Cette intervention a pour objet de faire connaître son avis sur l'application de la loi dans une affaire dont il a communication.

Cet avis est soumis au contradictoire des parties qui peuvent ainsi y répondre par voie de conclusions.

Conformément à l'article 443 du code de procédure civile, à l'audience le ministère public, partie jointe, a le dernier la parole.

Commentaires : Le ministère public n'a pas vocation à intervenir dans tous les litiges portés devant les chambres commerciales internationales. Il aura essentiellement vocation à le faire dès lors que se pose une question mettant en cause l'ordre public, notamment en matière de mise en cause d'une autorité étatique ou diplomatique étrangère ou encore sur l'application d'une loi étrangère qui pourrait être considérée comme portant atteinte à l'ordre public international français.

L'intervention du ministère public s'inscrit dans le calendrier déterminé par la CCIP-TC ou la CCIP-CA.

## G. ADMINISTRATION JUDICIAIRE DE LA PREUVE

### G.1 Dispositions générales

Les demandes relatives à la preuve ou à l'audition de témoins, parties ou experts sont examinées par le juge chargé d'instruire l'affaire et/ou la formation de jugement (devant la CCIP-TC) ou par le conseiller de la mise en état et/ou la formation de jugement (devant la CCIP-CA).

Le juge apprécie l'opportunité de faire droit à ces demandes. En cas de débats et si le juge refuse la demande, il statue par ordonnance motivée. Ses décisions ne sont pas susceptibles de recours.

### G.2 Production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers

CF. Protocole CCIP-TC : Art 4.1  
CF. Protocole CCIP-CA : Art 5.1

Les parties sont tenues d'apporter leur concours aux mesures d'instruction sauf au juge à tirer toute conséquence d'une abstention ou d'un refus (article 11 du code de procédure civile).

Si une partie détient un élément de preuve, le juge peut, à la requête de l'autre partie, lui enjoindre de le produire, au besoin à peine d'astreinte (articles 133 et 134 du code de procédure civile). Il peut, à la requête de l'une des parties, demander ou ordonner, au besoin sous la même peine, la production de tous documents détenus par des tiers s'il n'existe pas d'empêchement légitime (cf. infra).

Les demandes de production forcée de documents détenus par un tiers sont examinées par le juge conformément aux dispositions des articles 138 à 142 du code de procédure civile.

Une telle demande peut porter, selon les Protocoles, sur la production de documents précisément identifiés ou de « catégories » de documents précisément identifiées.

Commentaires : Il convient de rappeler qu'en application de l'article L. 153-1 du code de commerce, lorsque, à l'occasion d'une instance civile ou commerciale, il est fait état ou est demandée la communication ou la production d'une pièce dont il est allégué par une partie ou un tiers ou dont il a été jugé qu'elle est de nature à porter atteinte à un secret des affaires, le juge peut, d'office ou à la demande d'une partie ou d'un tiers, si la protection de ce secret ne peut être assurée autrement et sans préjudice de l'exercice des droits de la défense :

1° Prendre connaissance seul de cette pièce et, s'il l'estime nécessaire, ordonner une expertise et solliciter l'avis, pour chacune des parties, d'une personne habilitée à l'assister ou la représenter, afin de décider s'il y a lieu d'appliquer des mesures de protection prévues au présent article ;

2° Décider de limiter la communication ou la production de cette pièce à certains de ses éléments, en ordonner la communication ou la production sous une forme de résumé ou en restreindre l'accès, pour chacune des parties, au plus à une personne physique et une personne habilitée à l'assister ou la représenter (...).

Outre le respect des dispositions relatives au secret des affaires (cf. articles L. 153-1 et suivants du code de commerce), les chambres commerciales internationales seront vigilantes à ce que les mesures de communication forcée de pièces soient raisonnables et proportionnées au but poursuivi.

Lorsque la production d'une « catégorie » de documents est demandée, cette catégorie doit être suffisamment précise pour être identifiée. Par exemple, elle peut viser tel ensemble de factures « de telle date à telle date », ou une catégorie de courriels ayant un objet précis avec des dates encadrées (permettant de l'encadrer dans le temps).

La liste des questions de droit et de fait remise par les parties et qui est visée au paragraphe L.2.2.4 permettra d'apprécier l'utilité, l'étendue et l'opportunité d'une telle mesure.

### G.3 Comparution personnelle des parties

CF. Protocole CCIP-TC : Art 4.2  
CF. Protocole CCIP-CA : Art 5.2

La comparution personnelle des parties se déroule dans les conditions édictées aux articles 184 à 198 du code de procédure civile.

Les parties peuvent être interrogées en présence d'un expert et confrontées avec les témoins (article 190 du code de procédure civile).

Le juge procède à l'interrogatoire des parties, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi.

Chaque partie peut être invitée par le juge à répondre aux questions que les autres parties souhaitent poser. Il est donc possible qu'une partie interroge une autre partie, sous le contrôle du juge.

La comparution personnelle d'une personne morale s'entend de la comparution de son représentant légal ou de tout mandataire social ou employé de la personne morale ayant le pouvoir de la représenter.

En général, la comparution personnelle aura lieu lors d'une audience de mise en état dédiée en présence soit du seul juge chargé d'instruire l'affaire ou du conseiller de la mise en état, soit du tribunal ou de la cour siégeant en collégialité. Il est dressé procès-verbal des déclarations des parties, de leur absence ou de leur refus de répondre.

Les parties interrogées signent le procès-verbal, après lecture, ou le certifient conforme à leurs déclarations auquel cas mention en est faite au procès-verbal. Le cas échéant, il y est indiqué que les parties refusent de le signer ou de le certifier conforme. Le procès-verbal est en outre daté et signé par le juge et, s'il y a lieu, par le greffier (article 195 du code de procédure civile).

Si la comparution personnelle a lieu lors de l'audience de plaidoiries, la rédaction du procès-verbal peut être suppléée par une mention dans le jugement si l'affaire est immédiatement jugée en dernier ressort (article 194 al. 2 du code de procédure civile).

Commentaires : il est procédé à l'interrogatoire des parties par le juge sans prestation de serment dans la langue choisie.

Si les parties souhaitent s'exprimer dans une langue autre que le français, il conviendra conformément à l'article 4.4.2 du Protocole de préciser et/ou de prévoir les mesures de traduction qui seront mises en place pour garantir la publicité des débats et établir les procès-verbaux d'audition consignants les déclarations des parties.

A cet égard, il convient de rappeler aux parties que si la langue souhaitée n'est ni le français ni l'anglais, conformément à l'article 3.3 du Protocole une traduction simultanée peut être assurée par un traducteur choisi d'un commun accord entre les parties aux frais avancés par celle ayant sollicité l'audition. En cas de désaccord entre les parties sur le choix du traducteur, le juge en désigne un.

En revanche, si la langue sollicitée est l'anglais, il conviendra d'apprécier, après avis des parties, les mesures susceptibles d'être mises en place pour assurer le déroulement de cette audition dans les meilleures conditions.

La chambre peut proposer d'entendre la partie sans interprète en assurant la transcription en français sur le procès-verbal d'audition. Ces modalités seront appréciées en fonction du litige, du nombre des auditions et du degré de complexité du dossier.

La possibilité d'enregistrer les auditions pourra être envisagée, au cas par cas, selon les modalités autorisées par le code de procédure civile.

#### **G.4 Déclarations écrites de tiers**

CF. Protocole CCIP-TC : Art 4.3

CF. Protocole CCIP-CA : Art 5.3

Les déclarations de personnes tierces à la procédure prennent la forme d'attestations répondant aux exigences de l'article 202 du code de procédure civile.

L'attestation contient :

- la relation des faits auxquels son auteur a assisté ou qu'il a personnellement constatés.
- les nom, prénoms, date et lieu de naissance, demeure et profession de son auteur ainsi que, s'il y a lieu, son lien de parenté ou d'alliance avec les parties, de subordination à leur égard, de collaboration ou de communauté d'intérêts avec elles.

Elle indique en outre qu'elle est établie en vue de sa production en justice et que son auteur a connaissance qu'une fausse attestation de sa part l'expose à des sanctions pénales.

Si les parties adhèrent aux Protocoles, les attestations de tiers pourront être dactylographiées, le cas échéant en anglais sans traduction, les parties renonçant à se prévaloir de tout vice de forme de ce chef.

L'attestation est signée de la main de son auteur. Celui-ci doit lui annexer, en original ou en photocopie, tout document officiel justifiant de son identité et comportant sa signature.

## G.5 Audition de témoins

CF. Protocole CCIP-TC : Art 4.4  
CF. Protocole CCIP-CA : Art 5.4

Toute personne peut être entendue comme témoin, selon le cas, sur décision du juge chargé d'instruire l'affaire, du tribunal, ou au cours de l'appel sur décision du conseiller de la mise en état ou de la cour.

Les auditions de témoins proposées par une partie auront lieu sur la base d'une déclaration écrite de leur part, qui peut être dactylographiée, le cas échéant en anglais sans traduction, et qui contiendra les indications prévues à l'article 202 du code de procédure civile (cf. supra G.4).

L'audition de témoins est régie par les articles 205 et suivants du code de procédure civile.

Commentaires :

Les personnes qui sont entendues en qualité de témoins prêtent serment de dire la vérité. Le juge leur rappelle qu'elles encourent des peines d'amende et d'emprisonnement en cas de faux témoignage.

Les personnes qui sont entendues sans prestation de serment sont informées de leur obligation de dire la vérité, conformément à l'article 211 du code de procédure civile.

En application des articles 206 et 207 du code de procédure civile quiconque en est légalement requis est tenu de déposer, sous peine de condamnation à une amende civile.

La possibilité d'enregistrer les auditions pourra être envisagée, au cas par cas, selon les modalités autorisées par le code de procédure civile.

Le juge procède à l'interrogatoire des témoins, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi.

Les témoins pourront ensuite être invités par le juge à répondre aux questions que les parties souhaitent poser.

Le juge, ou la juridiction selon le cas, apprécie librement la déclaration écrite d'un témoin qui, pour un motif légitime, n'a pas comparu, et tire toutes conséquences d'une non-comparution dépourvue de motif légitime.

Les dépositions sont consignées dans un procès-verbal.

Toutefois, si elles sont recueillies au cours des débats, il est seulement fait mention dans le jugement du nom des personnes entendues et du résultat de leurs dépositions lorsque l'affaire doit être immédiatement jugée en dernier ressort (article 219 du code de procédure civile).

Chaque partie s'assure de la convocation des témoins dont elle sollicite l'audition et prend en charge l'avance éventuelle de leurs frais.



## G.6 Audition de techniciens

CF. Protocole CCIP-TC : Art 4.5

CF. Protocole CCIP-CA : Art 5

Le juge (juge chargé d'instruire l'affaire ou conseiller de la mise en état) ou la juridiction (tribunal de commerce ou cour d'appel) selon le cas, ordonne l'audition des techniciens judiciairement désignés, lorsqu'elle est demandée par les parties, à moins qu'il/elle n'y procède d'office.

Le juge ou la juridiction selon le cas apprécie l'opportunité de faire droit aux demandes d'audition des techniciens désignés par les parties.

Au soutien de leurs demandes, les parties produisent le rapport établi par le technicien qu'elles souhaitent entendre ainsi que ses nom, prénom et domicile.

En présence de deux rapports d'expertise distincts, le juge (juge chargé d'instruire l'affaire ou conseiller de la mise en état) ou la juridiction (tribunal de commerce ou cour d'appel) selon le cas peut inviter les experts à rédiger un document commun résumant les points sur lesquels ils sont en accord et ceux qui font l'objet de divergences. Si nécessaire, il/elle peut missionner un technicien à cet effet conformément aux dispositions du code de procédure civile.

Les modalités prévues pour les auditions de témoins ci-dessus s'appliquent en tant que de raison aux techniciens dont l'audition est organisée.

## H. LES DÉBATS DEVANT LES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES

### H.1 - Organisation des débats

CF. Protocole CCIP-TC : Art 5  
CF. Protocole CCIP-CA : Art 4 et 6

L'organisation des auditions et des débats devant la CCIP-TC est évoquée lors d'une audience du juge chargé d'instruire l'affaire. Celui-ci peut, si les parties ne s'y opposent pas, tenir seul l'audience pour entendre les plaidoiries (art 871 du code de procédure civile).

L'organisation des auditions et des débats devant la CCIP-CA est évoquée lors d'une conférence de mise en état.

Il est renvoyé au chapitre C du présent guide s'agissant de l'usage d'une langue étrangère lors de ces débats.

Si les débats ont lieu en français, ils peuvent tout de même faire l'objet d'une traduction par un interprète si l'une des parties le demande, à ses frais avancés, par exemple en raison de la présence à l'audience d'un client étranger.

Transcription / Sténotypie. En accord avec la juridiction, et si les parties le sollicitent, une transcription des débats et/ou des auditions peut être mise en place. Les frais de transcription sont avancés par la partie ou les parties qui la demandent. Il revient à ces parties de s'assurer également de la convocation du sténotypiste à l'audience ainsi que de la mise à disposition du matériel nécessaire.

La transcription des débats oraux est versée au dossier comme pièce, à la diligence des parties.

## H.2 Diligences des parties pour l'audience de plaidoires

### H.2.1 Devant la CCIP-TC

Au plus tard dix jours avant l'audience, les parties procèdent au dépôt au tribunal (ou envoi par courrier simple) du dossier de plaidoirie contenant d'une part, les conclusions et, d'autre part, les pièces numérotées et classées.

Ce dépôt a lieu selon le cas en un seul exemplaire si l'audience est tenue par le juge chargé d'instruire l'affaire, ou en trois exemplaires si l'audience est tenue en collégialité.

### H.2.2 Devant la CCIP-CA

Il est demandé aux parties de procéder aux diligences suivantes pour l'audience de plaidoires :

- Dépôt des dossiers au greffe de la chambre, conformément à l'article 912 du code de procédure civile, quinze jours avant la date fixée pour l'audience de plaidoires. Les dossiers (sous forme non reliée) comprennent les copies des pièces et des références juridiques visées dans les conclusions et numérotées dans l'ordre du bordereau récapitulatif,
- Remise le jour de l'audience de plaidoires à chacun des magistrats de la CCIP-CA d'un dossier synthétique contenant une copie des dernières conclusions et des quelques pièces principales (le cas échéant sous forme d'extraits pertinents) sur lesquelles les parties vont appuyer leur démonstration orale (ce qui ne devrait pas excéder 5 à 10 pièces).

## H.3 Publicité des débats

Les débats sont publics sauf si la chambre commerciale internationale décide qu'ils auront lieu en chambre du conseil conformément à l'article 435 du code de procédure civile.

Aux termes de ce texte, les chambres commerciales internationales peuvent décider que les débats auront lieu ou se poursuivront en chambre du conseil :

- s'il doit résulter de leur publicité une atteinte à l'intimité de la vie privée,

- ou si toutes les parties le demandent,
- ou s'il survient des désordres de nature à troubler la sérénité de la justice.

Commentaires : protection du secret des affaires.

A ces dispositions générales, il convient de rappeler qu'en application de l'article L. 153-1 du code de commerce, le juge peut décider que les débats auront lieu hors la présence du public (en chambre du conseil) lorsque, à l'occasion d'une instance, la publicité des débats est de nature à porter atteinte au secret des affaires.

## I. DEROULEMENT D'UNE PROCEDURE DEVANT LA CCIP-TC

### I.1 La saisine de la CCIP-TC

Le tribunal de commerce est saisi par la remise au greffe du tribunal d'une copie de l'assignation ou d'une requête conjointe dans les conditions précisées par les articles 855 à 860 du code de procédure civile.

Commentaire : Il est recommandé d'indiquer par tout moyen le souhait des parties que l'affaire soit placée devant la chambre commerciale internationale du tribunal.

#### I.1.1. Saisine par assignation

Sauf en cas d'application de l'article 858 du code de procédure civile, toutes les affaires sont placées devant « la chambre de placement ».

Il appartient au demandeur de solliciter auprès du greffe (ou sur son site accessible à l'adresse [www.greffe-tc-paris.fr](http://www.greffe-tc-paris.fr)) une date d'audience devant cette chambre.

L'assignation doit être délivrée au défendeur au moins 15 jours avant la date d'audience ainsi déterminée.

Commentaire : En application des dispositions de l'article 857 du code de procédure civile, l'assignation est remise au greffe au plus tard huit jours avant l'audience sous peine de caducité de l'assignation.

Le placement de l'assignation peut être effectué par voie électronique, via le réseau RPVATC si l'avocat choisi par la partie a adhéré à la plateforme e-barreau. Dans ce cas, le message effectué en utilisant le formulaire figurant sur le RPVATC doit être accompagné en pièces jointes de l'assignation et des actes de signification en format PDF image, dans la limite de 4 Mo. Si le volume du document est supérieur à 4 Mo, et seulement dans ce cas, seules les premières pages des documents, comportant le nom des parties, le dispositif et le mode

de délivrance de l'assignation sont envoyés par voie électronique, le document papier devant être déposé au greffe sous 48h00.

Commentaires : Les avocats sont invités à se rapprocher de l'Ordre des avocats du barreau de Paris pour les modalités pratiques d'inscription et d'obtention de la clé RPVA : <http://www.avocatparis.org/CCIP-CA>

### **I.1.2 Saisine par requête conjointe**

Le tribunal de commerce est saisi par la remise de la requête conjointe à l'audience de la chambre de placement.

Il appartient aux parties de solliciter une date d'audience de la chambre de placement auprès du guichet d'accueil unique du greffe du tribunal de commerce (ou sur son site accessible à l'adresse [www.greffe-tc-paris.fr](http://www.greffe-tc-paris.fr)).

## **I. 2 L'affectation du dossier à la CCIP-TC**

L'affaire est évoquée à une audience de la chambre de placement, laquelle renvoie la cause à 15 jours à la chambre commerciale internationale du tribunal si l'affaire met en jeu les intérêts du commerce international (cf. comme indiqué en partie B.1).

Le demandeur communique toutes ses pièces au défendeur pour l'audience suivante.

## **I. 3 L'instance devant la CCIP-TC**

### **I. 3.1 La première audience devant la CCIP-TC**

Lors de cette première audience devant la CCIP-TC, celle-ci :

S'assure de la bonne communication des pièces du demandeur au défendeur,

Renvoie la cause à 5 semaines à l'audience d'un juge chargé d'instruire l'affaire pour :

- conclusions du défendeur,

- organiser les échanges entre les parties et, dans ce cadre, fixer les délais et conditions de communication de leurs prétentions, moyens et pièces (Art.446-2 du code de procédure civile)

Commentaire : Les parties et leurs conseils peuvent, en tout état de cause, jusqu'à la clôture des débats, solliciter une mesure de conciliation ou de médiation judiciaire. La chambre commerciale internationale se réserve la possibilité de leur proposer pareille mesure dans les mêmes conditions de délais.

### I. 3.2 La première audience devant le juge chargé d'instruire l'affaire

Lors de cette audience, les parties sont invitées à consentir à l'application du Protocole de procédure. Cet accord fait l'objet d'un constat d'audience versé à la procédure.

Commentaire : L'absence d'accord ne dessaisit pas la CCIP TC. Le déroulement des affaires qui ne sont pas sous protocole sera poursuivi selon le droit commun. Conformément aux dispositions du protocole du 18 décembre 2009 entre le Barreau de Paris, le tribunal et le greffe, modifié par l'avenant du 16 janvier 2013, le nombre de jeux de conclusions est limité à deux par partie, y compris l'assignation.

Les parties sont en outre, lors de cette audience, invitées à :

- communiquer au juge chargé d'instruire l'affaire au plus tard 15 jours avant la prochaine audience dont il fixera la date et à laquelle les parties seront reconvoquées un exposé des faits constants du litige rédigé d'un commun accord, sous le format indiqué en annexe 2. Cet exposé comprend une présentation objective et synthétique des parties au litige, de leur activité, des principaux faits objectifs qui sont à l'origine du litige. Si les parties s'opposent sur l'un des faits du litige, l'exposé devra présenter successivement la version de chacune des parties entre crochets.
- communiquer dans les mêmes délais, selon le modèle prévu en annexe 3, une liste – dans toute la mesure consensuelle – des questions de faits et de droit que pose le litige ainsi que le cas échéant l'avis des parties sur la loi applicable au fond du litige, et à défaut d'accord, leurs positions respectives synthétiques sur chacun des points relevés.
- communiquer dans les mêmes délais un projet de calendrier de procédure rédigé selon le modèle fixé en annexe1 ainsi qu'une liste des noms des représentants des parties, témoins et/ou experts qu'elles souhaitent faire entendre par la juridiction.

### I. 3.3 La deuxième audience devant le juge chargé d'instruire l'affaire

Cette audience a notamment pour objet de fixer le calendrier impératif de procédure et le cas échéant de trancher les éventuels désaccords des parties quant aux mesures d'administration judiciaires de la preuve sollicitées.

Commentaire : Les parties et leurs conseils peuvent jusqu'à la clôture des débats solliciter une mesure de conciliation ou de médiation judiciaire. La chambre commerciale internationale se réserve la possibilité de la leur proposer à nouveau jusqu'à la fin de l'instance.

Le calendrier de procédure comprend notamment :

-la date de communication des déclarations écrites des témoins et/ou experts éventuels,

-les dates de comparution personnelle des parties et/ou audition des témoins et experts, et leur durée prévisible,

-les dates d'échange de nouvelles conclusions en demande et en défense,

-la date à laquelle les avocats des parties seront entendus en leurs dernières plaidoiries et à l'issue de laquelle sera prononcée la clôture des débats (audience dite de plaidoirie)

- si les parties ont souhaité que l'audience de plaidoiries se tienne devant une formation collégiale, la date à laquelle l'affaire sera renvoyée devant la CCIP-TC aux fins de désignation de ladite formation, de fixation de la date de l'audience de plaidoiries et d'évocation des mesures de traduction le cas échéant nécessaires à mettre en place pour permettre aux parties de s'exprimer dans une langue étrangère ainsi que les modalités permettant l'enregistrement des audiences (cf. parties C et H)

- la date de mise à disposition du jugement

Conformément à l'article 3.2 du protocole, ce calendrier peut être modifié en cours de procédure, notamment en cas d'incident ou de demandes additionnelles retardant l'examen au fond du dossier.



## J. LES VOIES DE RECOURS CONTRE LES DECISIONS DE LA CCIP-TC

### J.1 L'appel des jugements du tribunal de commerce statuant sur la compétence

Le jugement de la CCIP-TC rendu sur la compétence peut faire l'objet d'un appel ordinaire ou d'un appel à jour fixe (procédure accélérée) selon qu'il statue sur la compétence et le fond (2) ou uniquement sur la compétence (1).

Commentaire : Si les parties en sont d'accord, les dispositions du protocole de procédure peuvent être appliquées pour une procédure statuant sur la compétence.

#### J.1.1 Appel des jugements statuant sur la compétence uniquement : procédure accélérée de l'appel à jour fixe<sup>16</sup>

Afin que les parties puissent poursuivre la procédure au fond rapidement, l'appel du jugement ou de l'ordonnance de référé qui ne statue que sur la compétence, ou sur la compétence et sur une mesure d'instruction ou provisoire, est jugé selon une procédure accélérée dite « procédure à jour fixe »<sup>17</sup> qui se déroule sans mise en état, la date de plaidoiries étant fixée dès la formation de l'appel<sup>18</sup>.

Dans un esprit de célérité, un délai d'appel très court a été institué : il est de quinze jours à compter de la notification du jugement par le greffe du tribunal de commerce<sup>19</sup>, augmenté de deux mois si l'appelant demeure à l'étranger et d'un mois s'il demeure en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises (« délais de distance »)<sup>20</sup>.

<sup>16</sup> Articles 83 et suivants du code de procédure civile.

<sup>17</sup> Articles 917 et suivants du code de Procédure civile.

<sup>18</sup> Article 85 alinéa 2 du code de procédure civile et articles 917 et suivant du code de procédure civile

<sup>19</sup> Article 84 du code de procédure civile.

<sup>20</sup> Article 643 du code de procédure civile.

## Diligences à accomplir par l'appelant

Pour obtenir la fixation d'une date de plaidoirie, l'appelant doit notifier par le RPVA :

Une requête aux fins d'être autorisé à assigner à jour fixe, à peine de caducité de la déclaration d'appel, ses conclusions qui visent les pièces justificatives, accompagnées d'un bordereau de pièces, copie de la décision dont appel, copie de la déclaration d'appel, si elle a déjà été régularisée,

Une copie des pièces justificatives est à remettre directement au greffe de la CCIP-CA avec mention du numéro de répertoire général de la requête (n° RG).

Commentaires : Les avocats sont invités à accompagner la requête et ses annexes par tout moyen approprié d'une demande d'attribution du dossier à la CCIP-CA (cf. B1 sur la compétence générale), notamment s'ils peuvent se prévaloir d'une clause attributive de compétence.

L'appelant doit en outre notifier par voie électronique une déclaration d'appel précisant qu'elle est dirigée contre un jugement statuant sur la compétence<sup>21</sup>.

La requête peut être déposée avant la notification de la déclaration d'appel, auquel cas la déclaration d'appel devra viser l'ordonnance du premier président.

Une fois reçue l'autorisation d'assigner à la date fixée dans l'ordonnance, l'appelant devra faire délivrer son assignation à l'intimé au plus tôt afin de permettre à ce dernier de préparer sa défense en temps utile<sup>22</sup> ou dans le délai éventuellement fixé dans l'ordonnance.

L'appelant doit impérativement remettre au greffe de la cour par voie électronique avant l'audience une copie de l'assignation, faute de quoi la déclaration d'appel sera caduque et le jugement du tribunal de commerce sur la compétence ne pourra plus faire l'objet d'aucun recours et sera définitif<sup>23</sup>.

21 Article 85 du code de procédure civile.

22 Article 923 du code de procédure civile.

23 Article 922 du code de procédure civile.

## **Diligences à accomplir par l'intimé**

A réception de l'assignation, la partie intimée devra mandater au plus vite un avocat habilité à la représenter devant la cour d'appel de Paris afin que celui-ci puisse se constituer avant la date de l'audience. La partie intimée non représentée par avocat ne pourra pas soumettre à la CCIP-CA de conclusions.

## **Recours contre l'arrêt de la CCIP-CA se prononçant uniquement sur la compétence**

L'arrêt de la CCIP-CA qui se prononce sur la compétence peut faire l'objet d'un recours immédiat (« pourvoi ») devant la Cour cassation<sup>24</sup>.

### **J.1.2 Recours contre le jugement statuant sur la compétence et le fond : l'appel ordinaire**

Lorsque le tribunal de commerce a statué sur sa compétence et sur le fond dans un même jugement, c'est un appel ordinaire qui devra être formé. En pareille hypothèse, la cour d'appel a le pouvoir de statuer aussi bien sur le fond que sur la compétence<sup>25</sup>.

## **J.2 L'appel des jugements statuant sur fond<sup>26</sup> : appel ordinaire**

Le délai de recours est d'un mois à compter de la notification du jugement<sup>27</sup>.

En raison de la distance, le délai d'appel est augmenté de deux mois pour les parties qui demeurent à l'étranger et d'un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises<sup>28</sup>.

Les décisions de première instance étant de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement, l'appel n'est en principe pas suspensif d'exécution<sup>29</sup>.

24 Article 607-1 du code de procédure civile.

25 Article 90 du code de procédure civile.

26 Articles 528 et suivants du code de procédure civile.

27 Articles 528 et 538 du code de procédure civile.

28 Article 643 du code de procédure civile.

29 Article 514 du code de procédure civile.

Le défaut de respect des délais rend l'appel irrecevable et le jugement de première instance devient irrévocable.

### J.3. L'appel des ordonnances de référé

Le délai d'appel des ordonnances de référé rendues en première instance est de quinze jours<sup>30</sup> à compter de la signification de l'ordonnance à la partie adverse, augmenté le cas échéant des délais de distance d'un ou deux mois selon le lieu de résidence de l'appelant<sup>31</sup>.

La procédure d'appel des ordonnances de référé suit un circuit court (procédure à bref délai à laquelle il est renvoyé : cf. partie M.1).

Si les parties en sont d'accord, les dispositions du Protocole de procédure, peuvent être appliquées.

L'ordonnance de référé étant exécutoire de droit, l'appel n'est pas suspensif d'exécution étant observé que le juge ne peut écarter l'exécution provisoire de droit lorsqu'il statue en référé<sup>32</sup>.

30 Article 490, al. 1er du code de procédure civile et article 895 du code de procédure civile.

31 Article 643 du code de procédure civile.

32 Article 514-1 du code de procédure civile

## J.4 L'appel des ordonnances du juge chargé d'instruire l'affaire

En principe, les ordonnances du juge chargé d'instruire l'affaire ne sont susceptibles d'aucun recours indépendamment du jugement sur le fond<sup>33</sup>. Ainsi tout recours est différé jusqu'au prononcé du jugement.

Les décisions du juge chargé d'instruire l'affaire du tribunal de commerce peuvent faire l'objet d'un appel immédiat en cas d'expertise sur autorisation préalable du premier président s'il existe un motif grave et légitime<sup>34</sup>.

De même, les décisions du juge chargé d'instruire l'affaire du tribunal de commerce qui constatent l'extinction de l'instance peuvent faire l'objet d'un appel dans les quinze jours à compter de la décision, augmenté le cas échéant du délai de distance d'un ou deux mois<sup>35</sup>.

L'appelant pourra solliciter le circuit court si l'affaire présente un caractère d'urgence ou est en état d'être jugée (cf. M.1) ou opter pour la procédure à jour fixe s'il démontre l'existence d'un péril (cf. M.2). A défaut, la procédure d'appel ordinaire sera applicable.

33 Article 868 alinéa 1.

34 Articles 868, alinéa 2, et 272 du code de procédure civile.

35 Articles 868 alinéa 2 et 643 du code de procédure civile.

## K. DEROULEMENT D'UNE PROCEDURE DEVANT LA CCIP-CA

### K.1 – La saisine de la CCIP-CA

La chambre commerciale internationale est saisie par une déclaration d'appel selon les conditions fixées par les articles 901 et suivants du code de procédure civile.

La remise des actes de procédure à la CCIP-CA doit, à peine d'irrecevabilité relevée d'office, être faite par voie électronique<sup>36</sup>.

Doivent notamment être notifiés par voie électronique<sup>37</sup>:

-La déclaration d'appel et l'acte de constitution de l'intimé ainsi que les pièces qui leur sont associées, qu'ils soient notifiés dans le cadre de la procédure d'appel ordinaire, à jour fixe ou de l'appel de l'ordonnance d'exequatur ou d'un recours en annulation d'une sentence arbitrale internationale<sup>38</sup> ;

-Les conclusions des parties ;

-La déclaration saisissant la cour d'appel, en cas de renvoi après cassation ;

-Le recours devant la cour d'appel contre une ordonnance du conseiller de la mise en état (requête en déferé) ;

-Les requêtes non contradictoires aux fins d'obtention de mesures urgentes<sup>39</sup>.

Pour communiquer avec la cour d'appel par voie électronique, les avocats habilités à représenter et assister les parties devant la cour d'appel de Paris doivent être inscrits au RPVA (Réseau Privé Virtuel des Avocats) et être munis d'une clé d'accès à ce réseau.

<sup>36</sup> Article 930-1 du code de procédure civile. Il s'agit d'une formalité obligatoire sauf cause étrangère (cf. infra).

<sup>37</sup> Arrêté du 20 mai 2020 relatif à la communication par voie électronique devant les cours d'appel (A. n° JUST2002909A, 20 mai 2020)

<sup>38</sup> L'article 1527 du code de procédure civile dispose que « L'appel de l'ordonnance ayant statué sur l'exequatur et le recours en annulation de la sentence sont formés, instruits et jugés selon les règles relatives à la procédure contentieuse prévues aux articles 900 à 930-1 ».

<sup>39</sup> Articles 958 et 959 du code de procédure civile.

Commentaires : Les avocats sont invités à se rapprocher de l'Ordre des avocats du barreau de Paris pour les modalités pratiques d'inscription et d'obtention de la clé RPVA, ainsi que le cas échéant l'inscription aux sessions de formation organisées par le Barreau : <http://www.avocatparis.org/CCIP-CA>

Il résulte de ces dispositions que tout envoi qui prendrait la forme par exemple d'un courrier électronique adressé via internet sur une messagerie personnelle du destinataire ou même la boîte structurée de la chambre commerciale internationale ne peut valoir saisine de la cour.

Lorsqu'un acte ne peut être transmis par voie électronique pour une cause étrangère à celui qui l'accomplit, la version papier de l'acte est recevable. Elle peut être remise directement au greffe de la CCIP-CA ou envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception<sup>40</sup>.

De même, lorsqu'un acte doit être accompli avant l'expiration d'un délai et ne peut être transmis par voie électronique le dernier jour du délai pour une cause étrangère à celui qui l'accomplit, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant<sup>41</sup>.

Commentaires : L'existence d'une cause étrangère est appréciée souverainement selon le cas par la cour d'appel ou le conseiller de la mise en état.

La cause étrangère trouve son origine dans le processus de communication électronique lui-même, indépendamment de ses utilisateurs et est constituée par un dysfonctionnement dans le dispositif d'émission et de transmission ou de réception. A titre d'exemples, peuvent être considérés comme une cause étrangère la survenance d'une panne informatique ou une panne de courant électrique.

Le domicile à l'étranger ne fait pas partie de ces causes.

### **Voie électronique facultative pour les autres communications<sup>42</sup>**

Si les pièces communiquées au soutien des conclusions ne peuvent en pratique être notifiées par voie électronique, à raison notamment de leur volume, alors

<sup>40</sup> Article 930-1 alinéa 2 du code de procédure civile.

<sup>41</sup> Article 748-7 du code de procédure civile.

<sup>42</sup> Article 748-1 du code de procédure civile.

elles sont remises au greffe conformément à l'article 966 du code de procédure civile. Cette remise est constatée par la mention de la date de remise et le visa du greffier sur la copie, ainsi que sur l'original qui est immédiatement restitué. Les modalités d'accès au greffe sont précisées au chapitre R du présent guide.

Commentaires : L'obligation de recourir à la voie électronique ne s'impose que pour les communications des parties vers la juridiction.

En revanche les parties ont la faculté et non l'obligation de communiquer entre elles par le RPVA.

A défaut de recourir au RPVA, les échanges entre les parties ont lieu par notification. Cette notification prend la forme d'une signification lorsque la partie n'a pas constitué avocat ou d'une notification entre avocats dans les conditions prévues par les articles 671 et suivants du code de procédure civile.

Conformément à l'article 673 du code de procédure civile, la notification directe s'opère par la remise de l'acte en double exemplaire à l'avocat destinataire, lequel restitue aussitôt à son confrère l'un des exemplaires après l'avoir daté et visé.

Les parties à l'instance d'appel doivent payer un timbre fiscal d'un montant de 225 euros, à l'aide juridictionnelle. Ce timbre est vendu sous forme électronique sur le site [Service-Public.fr](http://Service-Public.fr).

Les parties sont invitées à s'acquitter du timbre fiscal lors de la déclaration d'appel ou de la constitution d'avocat.

Commentaire : Il convient de rappeler qu'en application de l'article 963 du code de procédure civile, à défaut de paiement du timbre fiscal, l'irrecevabilité de la déclaration d'appel pour l'appelant et de la défense pour l'intimé est constatée d'office par le juge.

Ce droit de timbre de 225 euros est la seule taxe exigée des parties par la Cour qui ne soumet pas la recevabilité de sa saisine et de la défense au paiement d'autres frais.

Le président de la chambre décide de l'orientation de l'affaire soit en fixant une date d'appel de l'affaire à bref délai (article 905 du code de procédure civile), soit en désignant un conseiller de la mise en état. Le greffe en avise les avocats constitués.



## K.2 – Le renvoi d’une affaire à la mise en état

CF. Protocole CCIP-CA : Art 4

A moins qu'il ne soit fait application de la procédure à bref délai (cf. l'article 905 du code de procédure civile, infra M.1), l'affaire est instruite sous le contrôle du conseiller de la mise en état qui est un magistrat de la chambre à laquelle elle est distribuée.

Les appels portant sur la compétence ne sont pas, sauf en cas de nécessité (article 925 du code de procédure civile), renvoyés à la mise en état et sont instruits et jugés selon la procédure à jour fixe (cf. J.1 et infra M.2).

## K.3 – Les délais pour conclure devant la CCIP-CA dans le cadre du Protocole

Sans préjudice des délais impératifs pour conclure fixés par les articles 908 et 909 du code de procédure civile<sup>43</sup>, de l'application des délais de distance prévus par l'article 911-2 du code de procédure civile, et hors les cas prévus à l'article 905, l'appelant est invité à notifier par voie électronique ses premières conclusions (celles qui déterminent l'objet du litige<sup>44</sup>) devant la CCIP-CA dans les meilleurs délais et si possible dans le délai d'un mois suivant la date de la 1ère conférence de mise en état.

Sous les mêmes réserves, l'intimé est invité à notifier par voie électronique ses conclusions en réponse dans les meilleurs délais suivant la notification par l'appelant des conclusions d'appel, et si possible avant la 2ème conférence de mise en état.

43 Les conclusions de l'appelant doivent être notifiées dans un délai de trois mois suivant le dépôt de la déclaration d'appel, augmenté des délais de distance le cas échéant. Les conclusions de l'intimé doivent être notifiées dans un délai de trois mois suivant la notification des conclusions de l'appelant augmenté des délais de distance le cas échéant.

44 Article 910-1 du code de procédure civile

## L. LES DIFFERENTES CONFERENCES DE MISE EN ETAT

La mise en état sous Protocole est rythmée par trois/quatre conférences pour lesquelles les avocats constitués recevront par RPVA des convocations.



## L.1 La première conférence de mise en état

### L.1.1 Fixation

Les parties sont convoquées à une première conférence de mise en état dans le mois de la déclaration d'appel.

### L.1.2 Objet

Cette première conférence de mise en état est consacrée au recueil du consentement des parties au Protocole (Article 4.1.1 du Protocole).

L'accord des parties sur l'application du Protocole sera recueilli par simple mention au dossier. Il peut également faire l'objet d'un accord par voie dématérialisée (RPVA).

Cet accord sur l'application du Protocole est irrévocable et n'interrompt pas les délais des articles 908 et 909 du code de procédure civile. Le cas échéant, les parties pourront donner leur accord par écrit entre la première et la deuxième conférence de mise en état.

#### Commentaires :

Le Protocole n'a vocation à s'appliquer que si toutes les parties donnent leur consentement à ce que le litige soit instruit et jugé selon les modalités qu'il prévoit.

L'absence d'accord ne dessaisit pas la CCIP-CA. La mise en état des dossiers qui ne sont pas sous Protocole sera poursuivie sous forme dématérialisée.

Pourront également être recueillis lors de la première conférence de mise en état :

-l'accord des parties sur la loi applicable au litige ;

-la volonté des parties de conclure une convention de procédure participative aux fins de mise en état (art. 1544 du code de procédure civile – sur cette procédure cf. infra L.6) ;

-le cas échéant, l'avis des parties sur la communication de l'affaire au ministère public.

### **L.1.3 Diligences des parties**

Les parties ne sont pas tenues de comparaître en personne lors de cette conférence. En revanche, il est essentiel que leurs conseils soient présents afin d'organiser le plus en amont possible le déroulement de la procédure.

Commentaires : Il appartient dès lors aux parties de prendre connaissance du contenu du Protocole de procédure afin que leurs conseils puissent dès cette première conférence être en mesure de dire si elles acceptent son application.

## **L.2 La deuxième conférence de mise en état**

### **L.2.1 Fixation**

CF. Protocole CCIP-CA : Art 4.2.1

Cette deuxième conférence de mise en état intervient en principe après la communication des conclusions de l'appelant et de celles de l'intimé dans les délais évoqués au paragraphe K.3.

### **L.2.2 Objet**

Cette deuxième conférence de mise en état a pour objet :

- d'apprécier et/ou de solliciter l'avis des avocats sur la mise en place d'une médiation judiciaire ;
- de mettre en place un calendrier impératif de procédure ;
- de recueillir l'accord des parties sur les faits constants et les questions de faits et de droit posées par le litige ;
- de statuer sur les éventuelles demandes d'audition de témoins et/ou d'experts ou de production forcée de documents par les parties ou un tiers ;
- d'apprécier l'opportunité de communiquer le dossier pour avis au ministère public (si ce point n'a pas été évoqué lors de la première conférence de mise en état) ;
- d'avoir une indication sur le coût prévisible des honoraires de chacune des parties.

### **L.2.2.1 Mise en place d'une médiation judiciaire**

Les conseils des parties doivent prendre en compte l'intérêt éventuel d'une médiation judiciaire pour résoudre leur litige et s'assurer que leurs clients ont été informés de cette faculté dont les modalités sont précisées ci-dessous (cf. infra partie Q.).

Une partie qui estime qu'une mesure de médiation judiciaire est susceptible d'être mise en place peut en faire la demande à tout stade de la procédure mais la deuxième conférence de mise en état est une occasion d'évoquer ce point.

Commentaire : Les parties et leurs conseils peuvent à tout moment changer d'avis et solliciter en cours d'instance et jusqu'à la clôture des débats une mesure de médiation judiciaire. La chambre commerciale internationale se réserve la possibilité de la leur proposer à nouveau jusqu'à la fin de l'instance.

### **L.2.2.2 Calendrier de procédure**

Un calendrier de procédure pourra être fixé dès la deuxième conférence de mise en état.

Les parties sont invitées à se rapprocher pour convenir d'une proposition de calendrier consensuel selon le modèle fixé en Annexe 1.

A défaut, l'appelant est invité à communiquer à la CCIP-CA et aux autres parties au plus tard quinze jours avant cette audience une proposition de calendrier de procédure rédigé selon le même modèle précité.

L'intimé est invité à compléter et faire ses observations sur cette proposition et retourner le document complété ou modifié au plus tard pour cette audience.

Le calendrier de procédure dressé par le conseiller de la mise en état comprendra notamment :

-les dates d'échange de nouvelles conclusions, autres que celles visées aux articles 909 et 910 du code de procédure civile ;

-le cas échéant les dates de comparution personnelle des parties et/ou audition des témoins et experts, leur durée prévisible et dans ce cas, la date de communication des déclarations écrites des témoins et/ou experts judiciaires ou experts désignés par les parties ;

-le cas échéant la date à laquelle le ministère public fait connaître son avis ;

- la date de l'ordonnance de clôture et de la dernière audience de mise en état ;
- la date des plaidoiries ;
- la date du prononcé ou de mise à disposition de l'arrêt.

Commentaire : Le calendrier de procédure ainsi fixé est impératif et ne pourra être modifié qu'en cas de cause grave dûment justifiée<sup>45</sup>.

### L.2.2.3 Demandes d'audition

Les parties sont invitées à communiquer à la chambre et aux autres parties au moins quinze jours avant la deuxième conférence la liste des témoin(s) et expert(s) qu'elle souhaite faire entendre, ainsi que la langue sollicitée pour leur audition et le cas échéant le nom de l'interprète proposé.

En cas de désaccord entre les parties sur une audition, le conseiller de la mise en état, après avoir entendu les parties, rend lors de cette audience ou ultérieurement une ordonnance.

Cette ordonnance est motivée en cas de refus de faire droit à une audition.

S'il est fait droit à la demande d'audition, l'ordonnance du conseiller de la mise en état précise :

- (i) si cette audition aura lieu devant lui ou devant la cour ;
- (ii) le lieu, le jour et l'heure de l'audition ;
- (iii) le délai dans lequel les personnes interrogées devront communiquer la déclaration écrite sur la base de laquelle elles seront interrogées et le cas échéant les pièces qui seront utiles pour l'audition.

Pourra être discutée lors de cette audience la nécessité de mettre en place des mesures de traduction si des conseils, parties, témoins ou experts choisissent de s'exprimer dans une langue étrangère (cf. partie C du présent guide).

Ces auditions pourront utilement se tenir au cours d'une audience de mise en état pour permettre aux parties de conclure par la suite.

<sup>45</sup> Article 764 du code de procédure civile.

#### **L.2.2.4 Exposé des faits constants et liste des questions posées par le litige**

Les parties sont invitées à se mettre d'accord sur un exposé commun des faits constants du litige.

Cet exposé rédigé sous le format indiqué en Annexe 2 comprend une présentation objective et synthétique (i) des parties au litige, (ii) de leur activité, (iii) des principaux faits objectifs qui sont à l'origine du litige.

Les parties sont également invitées à proposer selon le modèle prévu en Annexe 3 une liste – dans toute la mesure du possible consensuelle - des questions de faits, de droit que pose le litige ainsi que le cas échéant l'avis des parties sur la loi applicable au fond du litige, et à défaut d'accord, leur position respective synthétique sur chacun des points relevés.

Ces documents peuvent le cas échéant aussi revêtir la forme d'un acte contresigné par avocats<sup>46</sup>.

#### **L.2.3 Diligences des parties**

Les parties sont invitées à procéder aux diligences suivantes dans la perspective de la deuxième conférence de mise en état et au plus tard quinze jours avant cette audience:

- Transmettre au greffe de la chambre une version dématérialisée de leurs conclusions et pièces ;
- Remettre un exposé – dans la mesure du possible consensuel - des faits constants du litige selon le modèle prévu en annexe 2 ;
- Remettre une liste, dans la mesure du possible consensuelle, des questions de faits, de droit que pose le litige ainsi que l'avis des parties sur la loi applicable selon le modèle prévu en annexe 3.
- Remettre un projet de calendrier de procédure rédigé selon le modèle fixé en Annexe 1 ;

Le cas échéant, remettre une liste des noms des témoins et/ou experts qu'elles souhaitent faire entendre par la juridiction.

46 Article 1374 du code civil

## **L.3 La troisième conférence de mise en état**

### **L.3.1 Fixation**

La date de cette audience est fixée à l'issue de la deuxième conférence de mise en état en fonction des spécificités de chaque dossier.

### **L.3.2 Objet**

Cette conférence peut avoir plusieurs objets :

- Si la fixation d'un calendrier ne résulte pas de la deuxième conférence, la troisième conférence de mise en état aura pour objet de discuter et fixer le calendrier impératif de procédure.

- De même, s'il n'a pu être statué sur les litiges entre les parties s'agissant des demandes d'audition ou de production de documents, il en sera débattu lors de cette troisième conférence de mise en état.

-Enfin, cette conférence peut être consacrée à l'audition des parties, témoins et/ou experts, le cas échéant en collégialité.

### **L.3.3 Diligences des parties**

Les diligences des parties dépendront de l'objet de cette conférence. Il convient en conséquence de se reporter au paragraphe L.2.3 dont les dispositions s'appliqueront en tant que de besoin.

## **L.4 La quatrième et/ou dernière conférence de mise en état**

### **L.4.1 Fixation**

La date de cette conférence sera fixée par le calendrier de procédure. Elle est en principe fixée un mois avant l'audience de plaidoiries.



## L.4.2 Objet

CF. Protocole CCIP-CA : Art 4.4.1

La dernière conférence de mise en état a pour objet d'organiser le déroulement de l'audience de plaidoiries et notamment le temps accordé à chacune des parties pour exposer leurs prétentions, en ce compris le temps réservé aux demandes portant sur l'article 700 du code de procédure civile.

Les parties peuvent produire les factures pour justifier leurs demandes au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Pourront être discutées les mesures de traduction nécessaires si les parties et/ou les témoins et experts souhaitent s'exprimer dans une langue différente que celle du français afin de garantir la publicité des débats et le cas échéant établir les procès-verbaux d'audition (articles 194 et 219 du code de procédure civile) consignnant les déclarations des parties et des témoins s'exprimant dans une autre langue que le français (cf. Chapitres C et H).

## L.4.3 Diligences des parties

Il appartient aux parties dans la perspective de cette audience de :

- Faire connaître les modalités qu'elles estiment nécessaire de mettre en place pour le déroulement de l'audience de plaidoiries (traduction simultanée, transcription de l'audience...).
- Pour toutes sociétés, produire un extrait Kbis (ou un équivalent pour les sociétés immatriculées à l'étranger) de moins de trois mois.

## L.5 Les incidents devant le conseiller de la mise en état

cf. articles 907 et s. et 780 à 807 du CPC  
cf. articles 914 et s. du CPC

Dès qu'il a été désigné, le conseiller de la mise en état est seul compétent pour se prononcer sur la caducité de l'appel (articles 902 et 908 du code de

procédure civile), l'irrecevabilité des conclusions (articles 909 et 910 du code de procédure civile) ou l'irrecevabilité de l'appel, les demandes de mesures provisoires, de provision et d'instruction ou encore certaines demandes relatives à l'exécution provisoire du jugement dont appel, ou de la sentence soumise à recours.

Il fixe les dates d'audience auxquelles les incidents seront traités.

Il statue sur les exceptions de procédure et les fins de non-recevoir.

Commentaire : Les conclusions saisissant le conseiller de la mise en état d'un incident doivent être distinctes des conclusions au fond et doivent être spécialement adressées à ce magistrat.

## L. 6 La Convention de procédure participative

cf. article 4.5 du protocole CCIP-CA  
cf. articles 2062 à 2068 du code civil  
cf. articles 1542 à 1564-7 du code de procédure civile

Si les parties souhaitent une plus grande flexibilité et liberté dans l'organisation de la mise en état de leur affaire, l'article 4.5 du protocole applicable devant la CCIP-CA rappelle la possibilité offerte aux parties de recourir à une « convention de procédure participative aux fins de mise en état ».

La convention de procédure participative est une convention par laquelle les parties à un différend s'engagent à œuvrer conjointement et de bonne foi à la résolution amiable de leur différend ou à la mise en état de leur litige (article 2062 du code civil).

Conformément à l'article 2063 du code civil, cette convention de procédure participative est, à peine de nullité, contenue dans un écrit qui précise son terme, l'objet du différend, les pièces et informations nécessaires à la résolution du différend ou à la mise en état du litige et les modalités de leur échange, le cas échéant, les actes contresignés par avocats que les parties s'accordent à établir.

Par cette convention les parties peuvent déterminer, avec leurs avocats, le calendrier de la procédure, et notamment, les dates auxquelles elles se communiqueront leurs conclusions et leurs pièces.

La convention de procédure participative aux fins de mise en état permet également de prévoir la manière dont les parties administreront la preuve de

leurs prétentions, en précisant les actes contresignés par avocats qu'elles chargent leurs conseils d'exécuter ensemble et contradictoirement.

Les parties peuvent notamment par actes contresignés par avocats :

- énumérer les faits ou les pièces qui ne l'auraient pas été dans la convention sur l'existence, le contenu ou l'interprétation desquels les parties s'accordent ;
- déterminer les points de droit auxquels elles entendent limiter le débat, dès lors qu'ils portent sur des droits dont elles ont la libre disposition ;
- convenir des modalités de communication de leurs écritures ;
- recourir à un technicien ;
- désigner un conciliateur de justice ou un médiateur ;
- consigner les auditions des parties, entendues successivement en présence de leurs conseils, comportant leur présentation du litige, leurs prétentions, les questions de leurs avocats ainsi que leurs réponses et les observations qu'elles souhaitent présenter ;
- consigner les déclarations de toute personne acceptant de fournir son témoignage sur les faits auxquels il a assisté ou qu'il a personnellement constatés, recueillies ensemble par les avocats, spontanément ou sur leur interrogation ;
- consigner les constatations ou avis donnés par un technicien recueillis ensemble par les avocats ;

Commentaire :

La conclusion d'une telle convention peut permettre de réduire significativement les délais de mise en état puisque devant la cour d'appel, l'information donnée au juge de la conclusion d'une convention de procédure participative entre toutes les parties à l'instance d'appel interrompt les délais impartis pour conclure et former appel incident mentionnés aux articles 905-2 et 908 à 910.

L'interruption de ces délais produit ses effets jusqu'à l'information donnée au juge de l'extinction de la procédure participative (article 1546-2 du code de procédure civile).

Lorsque les parties et leurs avocats justifient avoir conclu une convention de procédure participative aux fins de mise en état, le juge peut, à leur demande, fixer la date de l'audience de clôture de l'instruction et la date de l'audience de plaidoiries. Il renvoie l'examen de l'affaire à la première audience précitée. A défaut de demande en ce sens, le juge ordonne le retrait du rôle (article 1546-1 alinéa 2 du code de procédure civile)

La signature d'une convention de procédure participative aux fins de mise en état vaut renonciation de chaque partie à se prévaloir d'une fin de non-recevoir, de toute exception de procédure et des dispositions de l'article 47 du présent code, à l'exception de celles qui surviennent ou sont révélées postérieurement à la signature de la convention de procédure participative (article 1546-1 alinéa 3 du code de procédure civile).

## M. LES PROCEDURES ACCELEREES

Les délais de procédure peuvent être écourtés par le recours aux procédures à bref délai, à jour fixe ou en référé.

### M.1 Procédure à bref délai (Circuit court)<sup>47</sup>

#### M.1.1. Devant la CCIP-TC

Les délais de procédure devant la CCIP-TC peuvent être abrégés avec la procédure à bref délai conformément à l'article 858 du code de procédure civile par autorisation du président du tribunal.

#### M.1.2. Devant la CCIP-CA

Les délais de procédure d'appel devant la CCIP-CA peuvent être abrégés avec la procédure à bref délai dans les cas suivants (article 905) :

- lorsque l'affaire présente un caractère d'urgence, ou
- lorsque l'affaire est en état d'être jugée, ou
- lorsqu'il s'agit de l'appel d'une ordonnance de référé ou d'un jugement rendu selon la procédure accélérée au fond
- lorsque l'appel est dirigé contre une des ordonnances du juge de la mise en état énumérées aux 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> de l'article 795 ;
- lorsque l'appel est dirigé contre un jugement statuant en cours de mise en état sur une question de fond et une fin de non-recevoir en application du neuvième alinéa de l'article 789.

La procédure à bref délai peut être appliquée sur demande de l'une des parties (appelant ou intimé) ou d'office par les magistrats de la CCIP-CA.

En cas d'urgence ou lorsque l'affaire est en état d'être jugée, l'appelant peut présenter une demande motivée – qui ne requiert pas de forme particulière - dès la notification de la déclaration d'appel ou la constitution d'avocat au

<sup>47</sup> Articles 905 à 905-2 du code de procédure civile.

président de la chambre, ou au conseiller de la mise en état s'il a été désigné, aux fins d'obtenir une date d'audience rapprochée.

S'il est fait droit à sa demande, l'appelant devra signifier à l'intimé avec les mentions imposées<sup>48</sup> la déclaration d'appel dans les 10 jours (augmentés le cas échéant des délais de distance<sup>49</sup>) de la réception de l'avis de fixation qui lui est adressé par le greffe à peine de caducité de la déclaration d'appel relevée d'office par le président de la chambre ou le magistrat désigné par le premier président. Cependant, si, entre-temps, l'intimé a constitué avocat avant signification de la déclaration d'appel, il est procédé par voie de notification à son avocat.

A peine de caducité de la déclaration d'appel, l'appelant dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de l'avis de fixation de l'affaire à bref délai pour remettre ses conclusions au greffe (augmenté le cas échéant des délais de distance<sup>50</sup>).

L'intimé dispose, à peine d'irrecevabilité, d'un délai d'un mois à compter de la notification des conclusions de l'appelant pour remettre ses conclusions au greffe et former, le cas échéant, appel incident ou appel provoqué (augmenté le cas échéant des délais de distance<sup>51</sup>).

L'intimé à un appel incident ou à un appel provoqué dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de l'appel incident ou de l'appel provoqué à laquelle est jointe une copie de l'avis de fixation, pour remettre ses conclusions au greffe.

Les conclusions doivent être notifiées par voie électronique.

Le président ou le conseiller de la mise en état peut impartir des délais plus courts si l'affaire le justifie.

48 Cf. art 905-1 alinéa 2.

49 Article 911-2 du code de procédure civile.

50 Article 911-2 du code de procédure civile.

51 Article 911-2 du code de procédure civile.

52 Articles 917 et suivants du code de procédure civile.

## M.2 La procédure à jour fixe devant la CCIP-CA<sup>52</sup>

La procédure exposée dans le cadre des recours contre les décisions se prononçant uniquement sur la compétence est applicable et il est renvoyé expressément aux explications exposées à la section J.1.1 du présent guide.

Sauf en cas d'appel sur la compétence (cf. partie J.1), la partie intéressée devra établir que ses droits sont en péril et ce péril doit être exposé dans la requête.

Le péril suppose un risque d'atteinte grave aux droits d'une partie, dans un contexte d'urgence aggravée. Cela peut notamment être le cas lorsque la décision de première instance affecte les droits et obligations d'une partie à un contrat à exécution successive (par exemple, obligation d'exécuter un contrat ou, à l'inverse, résiliation du contrat), ou en cas d'interdiction prononcée en référé (surtout lorsqu'elle est sous astreinte) ou en cas de recours en annulation contre une sentence, notamment partielle, en matière d'arbitrage international.

Il s'agit d'une appréciation au cas par cas. La décision rendue est une mesure d'administration judiciaire qui n'est susceptible d'aucun recours<sup>53</sup>.

La procédure à jour fixe devant la cour peut être mise en œuvre par l'appelant et par l'intimé ou encore d'office par les magistrats de la chambre<sup>54</sup>. Dans ce dernier cas, la fixation prioritaire de l'affaire suivra alors les règles de la procédure à jour fixe, obligeant notamment l'appelant à assigner l'intimé pour l'audience à jour fixe, et à enrôler l'assignation avant l'audience.

La requête aux fins de fixation d'un jour d'audience peut être présentée dans un délai de deux mois à compter de la déclaration d'appel par l'intimé qui a constitué avocat<sup>55</sup>.

Si l'intimé ne conclut pas, l'appelant ne pourra pas déposer un deuxième jeu de conclusions. Les pièces déposées par l'appelant postérieurement à sa requête devront être écartées, si elles ne sont pas produites en réplique aux nouvelles

53 Cass. Civ. 2ème, 17 mars 2016, n°15-10.865.

54 Article 917 alinéa 2 du code de procédure civile.

55 Article 924 du code de procédure civile.

pièces produites pas l'intimé, et en tout état de cause si l'intimé n'a pas encore conclu.

Les écritures et pièces peuvent être transmises jusqu'au dernier moment, sauf toutefois à la cour à les écarter si la tardiveté de la communication n'est mue que par l'intention d'attenter au contradictoire.

L'intimé doit se constituer par acte séparé ; les conclusions ne valent pas constitution et seront irrecevables si l'intimé n'a pas notifié son acte de constitution au préalable.

Procédures accélérées	Bref délai	Jour fixe
Références	Articles 905 à 905-2 CPC	Articles 917 et suivants CPC
Conditions	L'affaire présente un caractère d'urgence, ou l'affaire est en état d'être jugée, ou l'appel porte sur une ordonnance de référé ou un jugement rendu selon la procédure accélérée au fond	Appel d'un jugement statuant exclusivement sur la compétence (articles 83 et suivants du code de procédure civile), ou existence d'un péril
Délais d'appel	15 jours pour l'appel des ordonnances de référé, ou délai d'appel ordinaire (1 mois + délai de distance)	15 jours (+ délais de distance) pour l'appel compétence, ou Délai d'appel ordinaire (1 mois + délai de distance) requête aux fins de fixation présentée dans un délai de 2 mois à compter de la déclaration d'appel par l'intimé qui a constitué avocat
Forme de saisine	La présentation de la demande ne requiert pas de forme particulière Déclaration d'appel Signification de la déclaration d'appel dans les dix jours de la réception de l'avis de fixation	Saisine du premier président de la cour d'appel par requête aux fins d'être autorisé à assigner à jour fixe, accompagnée de conclusions, des pièces et du jugement dont appel déclaration d'appel assignation de la partie adverse remise au greffe avant l'audience



Sanctions pour non-respect du formalisme	Caducité de la déclaration d'appel relevée d'office pour défaut de sa signification dans les 10 jours	Appel compétence: caducité de l'appel en l'absence de requête présentée dans les délais impartis Pour les autres cas, appel recevable mais pas de jour fixe
Délais pour conclure	Pour l'appelant : 1 mois à compter de la réception de l'avis de fixation, à peine de caducité de la déclaration d'appel + délai de distance, Pour l'intimé: 1 mois à compter de la notification des conclusions de l'appelant + délai de distance.	Conclusions de l'appelant remises avec la requête, dès l'introduction de l'instance d'appel L'intimé doit conclure avant l'audience

## N. LES RECOURS EN MATIERE D'ARBITRAGE INTERNATIONAL DEVANT LA CCIP-CA

### N.1 Types de recours

#### N.1.1 Recours contre les sentences rendues en France

S'agissant des sentences arbitrales internationales rendues en France, le recours peut avoir pour objet l'annulation de la sentence, le recours contre l'ordonnance ayant accordé l'exequatur de la sentence arbitrale, ou le recours contre une décision qui refuse la reconnaissance ou l'exequatur d'une sentence arbitrale.

L'annulation de la sentence<sup>56</sup> : c'est en principe la seule voie de recours possible. Il doit être formé devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle la sentence a été rendue dans le mois de la notification de la sentence<sup>57</sup>.

Il convient de se reporter à l'article 1520 du code de procédure civile qui détermine les seuls cas dans lesquels un recours en annulation peut être formé et qui dispose :

« Le recours en annulation n'est ouvert que si :

1° Le tribunal arbitral s'est déclaré à tort compétent ou incompétent ; ou

2° Le tribunal arbitral a été irrégulièrement constitué ; ou

3° Le tribunal arbitral a statué sans se conformer à la mission qui lui avait été confiée ; ou

4° Le principe de la contradiction n'a pas été respecté ; ou

5° La reconnaissance ou l'exécution de la sentence est contraire à l'ordre public international. »

<sup>56</sup> Article 1518 du code de procédure civile.

<sup>57</sup> Article 1519 du code de procédure civile.

En outre il est rappelé que :

- le recours en annulation de la sentence emporte de plein droit, recours contre l'ordonnance du juge ayant statué sur l'exequatur ou dessaisissement de ce juge<sup>58</sup>.

- le recours en annulation formé contre la sentence et l'appel de l'ordonnance ayant accordé l'exequatur ne sont pas suspensifs. Toutefois, le premier président statuant en référé ou, dès qu'il est saisi, le conseiller de la mise en état peut arrêter ou aménager l'exécution de la sentence si cette exécution est susceptible de léser gravement les droits de l'une des parties<sup>59</sup>.

Le recours contre l'ordonnance ayant accordé l'exequatur de la sentence arbitrale<sup>60</sup> : En principe ce recours n'est pas ouvert sauf si les parties ont renoncé au recours en annulation, auquel cas elles peuvent toujours faire appel de l'ordonnance d'exequatur de la sentence pour l'un des motifs décrits à l'article 1520 du code de procédure civile. Dans ce cas, le recours est formé dans le délai d'un mois de la notification de la sentence revêtue de l'ordonnance d'exequatur.

Le recours contre une décision qui refuse la reconnaissance ou l'exequatur d'une sentence arbitrale<sup>61</sup> : le recours est formé dans le délai d'un mois à compter de la signification de la décision. Dans ce cas, la cour d'appel connaît, à la demande d'une partie, du recours en annulation à l'encontre de la sentence à moins qu'elle ait renoncé à celui-ci ou que le délai pour l'exercer soit expiré.

### **N.1.2 Recours contre les sentences rendues à l'étranger**

S'agissant des sentences arbitrales internationales rendues à l'étranger, le recours peut avoir pour objet le recours contre une décision qui statue sur une demande de reconnaissance ou d'exequatur de la sentence arbitrale<sup>62</sup> : dans ce cas, l'appel est formé dans le délai d'un mois de la signification de la décision, ou si les parties en ont convenu, dans le délai d'un mois de la notification de la sentence revêtue de l'exequatur.

58 Article 1524 du code de procédure civile.

59 Article 1526 du code de procédure civile.

60 Article 1524 du code de procédure civile.

61 Article 1523 du code de procédure civile.

62 Article 1525 du code de procédure civile.

La cour d'appel ne peut refuser la reconnaissance ou l'exequatur de la sentence arbitrale que dans les cas prévus à l'article 1520 du code de procédure civile.

## **N.2. Saisine de la CCIP-CA**

### **N.2.1 – Procédure applicable**

L'appel de l'ordonnance ayant statué sur l'exequatur et le recours en annulation de la sentence sont formés, instruits et jugés selon les règles relatives à la procédure contentieuse prévues aux articles 900 à 930-1 du code de procédure civile. Il convient dès lors de se reporter aux règles qui sont rappelées au point ci-dessus (partie K3) dont les modalités de traitement ont aussi vocation à s'appliquer pour les recours formés en matière d'arbitrage international.

Commentaires : L'application de cette règle justifie que la déclaration d'appel soit accompagnée, si la sentence n'est pas rédigée en langue française, d'une traduction. Conformément à l'article 1515 du code de procédure civile, la partie requérante peut être invitée à produire une traduction établie par un traducteur inscrit sur une liste d'experts judiciaires ou par un traducteur habilité à intervenir auprès des autorités judiciaires ou administratives d'un autre État membre de l'Union européenne, d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

La traduction devra être produite au plus tard lors de la deuxième conférence de mise en état.

Un recours en matière d'arbitrage international peut, si les parties adhèrent au Protocole, bénéficier des dispositions de ce Protocole et donner lieu, le cas échéant, à des auditions, y compris en langue anglaise sans interprète.

Commentaires : L'opportunité d'organiser des auditions des parties, de témoins ou d'experts dans le cadre de ces recours sera appréciée avec vigilance au regard de l'office traditionnellement limité reconnu au juge en cette matière, que l'application des règles du Protocole n'a pas vocation à remettre en cause.

### **N.2.2 – Effet du rejet de l'appel ou du recours**

Conformément à l'article 1527 du code de procédure civile le rejet de l'appel de l'ordonnance d'exequatur ou du recours en annulation de la sentence confère l'exequatur à la sentence arbitrale ou à celles de ses dispositions qui ne sont pas atteintes par la censure de la cour.

## O. LES JUGEMENTS DES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES

### O.1 Forme des jugements des chambres commerciales internationales

Sans préjudice du respect des règles relatives au jugement figurant aux articles 450 et suivants du code de procédure civile, une attention particulière est portée sur la rédaction des décisions des chambres commerciales internationales afin de tendre vers une rédaction claire, structurée et motivée.

Celles-ci sont rédigées en style direct, comportent des paragraphes numérotés et sont structurées selon un plan pouvant comporter les parties suivantes :

- Partie I : Une première partie est consacrée aux faits constants du litige. Cette partie pourra utilement reprendre l'exposé consensuel que les parties auront pu transmettre à la juridiction afin d'éviter toutes difficultés sur ce que les parties considèrent comme n'étant pas conflictuel.

- Partie II : Une deuxième partie est consacrée au résumé de la procédure.

- Partie III : Cette partie est consacrée à la présentation des prétentions des parties. Sans préjudice de l'application de l'article 455 du code de procédure civile, elle a vocation à reprendre le dispositif des dernières conclusions communiquées par les parties. Comme indiqué ci-dessus (cf. partie E.2), seules les « prétentions » des parties au sens strict seront reprises dans cette partie à l'exclusion des demandes de « donner acte », de « constater ».

- Partie IV et V : Ces parties sont consacrées à la présentation des moyens des parties et des motifs de la juridiction (elles peuvent être le cas échéant regroupées sous une même partie).

- Partie VI : Une sixième et dernière partie est consacrée au dispositif et débute par la formule « Par ces motifs ».

Commentaires : Conformément à l'article 480 du code de procédure civile, ensemble l'article 1355 du code civil, seul ce qui est tranché dans le dispositif du jugement a, dès son prononcé, l'autorité de la chose jugée.

## O. 2 Prononcé des jugements

Les jugements sont prononcés publiquement, sauf dans les matières mettant en cause le secret des affaires dans les conditions prévues au 3° de l'article L. 153-1 du code de commerce.

La mise à disposition se fait au greffe du tribunal de commerce sous format papier ou de façon dématérialisée (RPVA).

Les chambres commerciales internationales ont la possibilité d'adapter la motivation de leurs décisions et leurs modalités de publicité aux nécessités de la protection du secret des affaires<sup>63</sup>.

Ainsi les décisions peuvent être prononcées en chambre du conseil. Les informations couvertes par le secret des affaires pourront être occultées dans les décisions publiées.

De plus, à la demande d'une partie, un extrait de la décision ne comportant que son dispositif, revêtu de la formule exécutoire, pourra lui être remis pour les besoins de son exécution forcée<sup>64</sup>.

## O.3 Traduction

Les jugements et arrêts des CCIP sont rédigés en français. Pour les affaires pour lesquelles les parties ont adhéré au Protocole une traduction jurée en anglais sera également adressée aux parties.

## O.4 Copie des décisions et publication

Chacune des parties a la faculté de se faire délivrer une expédition revêtue de la formule exécutoire<sup>65</sup>.

63 Article L. 153-1 du code de commerce.

64 Article R. 153-10 du code de commerce.

65 Article 465 du code de procédure civile.

Les tiers sont en droit de se faire délivrer par le greffe copie des jugements prononcés publiquement<sup>66</sup>.

Toutefois, il convient de préciser que les jugements de la CCIP-TC sont consultables sur le site du greffe du tribunal de commerce sur abonnement et que la plupart des arrêts de la CCIP-CA et certaines ordonnances du conseiller de la mise en état, ainsi que leur traduction (libre), peuvent aussi être consultés sur le site internet de la Chambre - site internet CCIP-CA.

Les jugements rendus par la CCIP-TC peuvent être consultés sur le site internet du greffe dès le lendemain de leur mise à disposition.

<sup>66</sup> Article 11-3 de la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile et article L. 111-4 du code de l'organisation judiciaire.

Charge des dépens : La partie perdante est condamnée aux dépens, à moins que le juge n'en mette la totalité ou une fraction à la charge d'une autre partie<sup>68</sup>. La décision de première instance ou d'appel se limitera à préciser la partie à laquelle incombera la charge des dépens sans en arrêter le montant à l'exception des frais de greffe pour la CCIP-TC. Le recouvrement en est assuré le plus souvent de manière amiable. En cas de difficultés, les parties peuvent demander au secrétaire de la juridiction qui a rendu le jugement d'en vérifier le montant<sup>69</sup>.

Charge des frais non compris dans les dépens (honoraires d'avocats) : les frais non compris dans les dépens sont mis à la charge de la partie perdante ou de la partie tenue aux dépens (article 700 du code de procédure civile). Le juge peut aussi dire qu'il n'y a pas lieu à ces condamnations.

Leur montant est déterminé par le juge sur la base forfaitaire réclamée par les parties, le juge tenant compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée.

Il sera apprécié au regard des justificatifs qui pourront être produits à cet égard, en laissant le temps nécessaire aux parties pour en discuter le principe et le quantum, lors de l'audience de plaidoiries ou, plus en amont à l'une des conférences de mise en état (cf. L.2 et L.4). Les parties sont invitées à produire les factures de traduction, lorsqu'elles n'entrent pas dans les dépens, ainsi que les factures de tous les intervenants dont l'office a été jugé nécessaire à la procédure (notamment le recours à la sténotypie).

67 Articles 695 et suivants du code de procédure civile.

68 Article 696 du code de procédure civile.

69 Articles 704 et suivants du code de procédure civile.



## Q. LES MODES AMIABLES DE RESOLUTION DES DIFFERENDS- CONCILIATION ET MEDIATION JUDICIAIRES

### Q.1 Conciliation judiciaire

#### Q.1.1 Présentation générale

Les parties peuvent se concilier, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge, tout au long de l'instance (article 128 du code de procédure civile).

La conciliation est tentée, sauf disposition particulière, au lieu et au moment que le juge estime favorables et selon les modalités qu'il fixe (article 129 al. 1 du code de procédure civile).

Le juge qui doit procéder à une tentative préalable de conciliation peut enjoindre aux parties de rencontrer un conciliateur de justice qui les informera sur l'objet et le déroulement de la conciliation, dans les conditions prévues par l'article 22-1 de la loi n°95-125 du 8 février 1995 (article 129 al. 2 du code de procédure civile).

Les parties peuvent toujours demander au juge de constater leur conciliation (article 129-1 du code de procédure civile).

#### Commentaires :

Les conseils des parties sont invités à informer leurs clients sur l'intérêt que peut présenter le recours à une mesure de conciliation. Il peut être rappelé que ce mode alternatif de règlement des litiges présente les atouts suivants :

- La rapidité : sa durée ne peut excéder trois mois, renouvelable une fois à la demande du conciliateur pour trois mois supplémentaires (article 129-2 du code de procédure civile),
- La confidentialité : d'une part, les constatations du conciliateur et les déclarations des parties qu'il recueille ne peuvent être ni produites ni invoquées dans la suite de la procédure sans l'accord des parties ni, en tout état de cause, dans une autre instance (article 129-4 alinéa 2 du code de procédure civile) ; d'autre part, la conciliation évite aux parties un débat soumis à la publicité des audiences.

Cette confidentialité est un atout majeur de la conciliation lorsque le litige est susceptible de porter atteinte à la notoriété, la réputation, l'image d'un plaideur ou certains secrets d'affaires.

- Le contrôle du juge : la conciliation ne dessaisit pas le juge, elle se mène donc en parallèle de la procédure judiciaire. Elle se déroule sous le contrôle du juge chargé de l'affaire, qui peut y mettre fin à tout moment à la demande d'une partie ou à l'initiative du conciliateur, ou d'office lorsque le bon déroulement de la conciliation paraît compromis (article 129-5 al. 2 du code de procédure civile).

En revanche le juge n'intervient pas sur les discussions des parties avec le conciliateur.

- elle suspend les délais de prescription (2238 du code civil) .

- Le caractère gratuit de la conciliation. En outre, en cas de conciliation réussie les parties évitent les coûts de la poursuite du procès.

- La conciliation peut mettre un terme définitif au contentieux judiciaire lorsqu'elle aboutit à la formalisation d'un accord transactionnel, conformément aux articles 2044 et suivants du code civil, et éventuellement à son homologation par le juge, ce qui donne à l'accord transactionnel force exécutoire.

### **Q.1.2 Formalisme de la conciliation**

La mesure de conciliation peut être proposée :

-dans le cadre du déroulement de l'instance devant le juge chargé d'instruire l'affaire et le conseiller de la mise en état,

-sans formalisme oralement à l'audience de mise en état en présence des parties et/ou de leurs conseils,

-dans un jugement rouvrant les débats ou statuant sur une partie du litige.

L'accord des parties est donné :

-directement ou par l'intermédiaire de leur conseil,

-à l'audience, cet accord est mentionné au dossier ou consigné dans une note d'audience,

-en cours de délibéré par le biais d'une note en délibéré,

-par courrier ou message électronique via le RPVATC ou le RPVA à tout moment.

L'accord peut porter sur la soumission de tout ou partie du litige au conciliateur.

### **Q.1.3 Mise en place d'une conciliation**

Lorsque le juge, en vertu d'une disposition particulière, délègue sa mission de conciliation, il désigne un conciliateur de justice à cet effet, fixe la durée de sa mission et indique la date à laquelle l'affaire sera rappelée (article 129-2 du code de procédure civile).

La conciliation ne peut être confiée qu'à une personne physique.

Dès le prononcé de la décision désignant le conciliateur, le greffe de la juridiction en notifie copie par lettre simple aux parties et au conciliateur.

### **Q.1.4 Durée de la mesure :**

Pour procéder à la tentative de conciliation le conciliateur de justice convoque en tant que besoin les parties aux lieux, jour et heure qu'il détermine.

Les parties peuvent être assistées devant le conciliateur de justice par une personne ayant qualité à le faire devant la juridiction ayant délégué la conciliation (article 129-3 du code de procédure civile).

La durée initiale de la conciliation ne peut excéder trois mois, et cette mission peut être renouvelée une fois, pour une même durée, à la demande du conciliateur (article 129-2 du code de procédure civile).

Au-delà du délai des six mois maximums, la mesure de conciliation judiciaire prend fin et bascule, si elle doit se poursuivre avec l'accord des parties, dans le régime de la conciliation conventionnelle régie par les articles 1530, 1531 et 1536 à 1541 du code de procédure civile.

### **Q.1.5 Difficultés en cours de mesure**

Le conciliateur de justice qui assure la conciliation tient le juge informé des difficultés éventuelles qu'il rencontre dans l'accomplissement de sa mission, ainsi que de la réussite ou de l'échec de la conciliation (article 129-5 alinéa 1 du code de procédure civile).

Si les difficultés doivent conduire à une décision d'arrêt de la mesure de conciliation, le juge peut mettre fin à tout moment à la conciliation, à la demande d'une partie ou à l'initiative du conciliateur. Il peut également y mettre fin d'office lorsque le bon déroulement de la conciliation apparaît compromis. Le greffier en avise le conciliateur et les parties (article 129-5 alinéa 2 du code de procédure civile).

Dans tous les cas, l'affaire doit être préalablement rappelée à une audience à laquelle les parties sont convoquées à la diligence du greffe par lettre recommandée avec avis de réception. A cette audience, le juge, s'il met fin à la mission du conciliateur, peut poursuivre l'instance.

Les décisions prises par le juge dans le cadre de la délégation de la mission de conciliation sont des mesures d'administration judiciaire, insusceptibles d'appel (article 129-6 du code de procédure civile).

## Q.2 MEDIATION

### Q.2.1 Présentation générale

Le juge saisi d'un litige peut, après avoir recueilli l'accord des parties, désigner une tierce personne afin d'entendre les parties et confronter leurs points de vue pour leur permettre de trouver une solution au conflit qui les oppose (article 131-1 du code de procédure civile).

#### Commentaires :

Les conseils des parties sont invités à informer leurs clients de l'intérêt que peut présenter le recours à une mesure de médiation. Il peut être rappelé que ce mode alternatif de règlement des litiges présente les atouts suivants :

- La rapidité : sa durée ne peut excéder trois mois, renouvelable une fois à la demande du médiateur pour trois mois supplémentaires,
- La confidentialité : d'une part, les constatations du médiateur et les déclarations des parties ne peuvent être invoquées ou produites sans leur accord dans la suite de la procédure ou dans le cadre d'une autre instance (article 131-14 du code de procédure civile) ; d'autre part, la médiation évite aux parties un débat soumis à la publicité des audiences. Cette confidentialité est un atout majeur de la médiation lorsque le litige est susceptible de porter atteinte à la notoriété, la réputation, l'image d'un plaideur.
- Le contrôle du juge : la médiation ne dessaisit pas le juge, elle se mène donc en parallèle de la procédure judiciaire. Elle se déroule sous le contrôle du juge chargé de l'affaire, qui peut y mettre fin à tout moment à la demande des parties, du médiateur ou si son bon déroulement paraît compromis (131-10 du code de procédure civile) mais qui n'intervient pas en revanche sur les discussions des parties avec le médiateur,

- elle est moins onéreuse qu'un procès,
- elle suspend les délais de prescription (2238 du code civil) . En outre devant la cour d'appel, la décision d'ordonner une médiation interrompt les délais impartis pour conclure et former appel incident mentionnés aux articles 905-2 et 908 à 910 du même code. L'interruption de ces délais produit ses effets jusqu'à l'expiration de la mission du médiateur (article 910-2 du code de procédure civile),
- elle peut mettre un terme définitif au contentieux judiciaire lorsqu'elle aboutit à la formalisation d'un accord transactionnel et éventuellement à son homologation par le juge.

## **Q.2.2 Formalisme de la médiation**

### **La mesure de médiation peut être proposée :**

- sans formalisme oralement à l'audience en présence des parties et/ou de leurs conseils,
- par voie de bulletin avec demande de réponse écrite des conseils des parties,
- à l'occasion d'une ordonnance de mise en état statuant sur une exception de procédure, un incident, une demande de pièces...
- dans un jugement rouvrant les débats, ordonnant une expertise, ou statuant sur une partie du litige.

### **L'accord des parties est donné :**

- directement ou par l'intermédiaire de leur conseil,
- à l'audience, cet accord est mentionné au dossier ou consigné dans une note d'audience,
- en cours de délibéré par le biais d'une note en délibéré,
- par courrier ou message électronique via le RPVA à tout moment.

L'accord peut porter sur la soumission de tout ou partie du litige au médiateur.

### **Q.2.3 Mise en place d'une médiation**

Dès le prononcé de la décision désignant le médiateur, le greffe de la juridiction en notifie copie par lettre simple aux parties et au médiateur; le médiateur fait connaître sans délai au juge son acceptation (article 131-7 du code de procédure civile) ; aucune forme n'est requise pour cette acceptation ou un éventuel refus.

La médiation peut être confiée à une personne physique ou à une personne morale (il existe plusieurs centres de médiation).

Si le médiateur désigné est une personne morale, son représentant légal soumet à l'agrément du juge le nom de la ou des personnes physiques qui assureront, au sein de celle-ci et en son nom, l'exécution de la mesure (article 131-4 du code de procédure civile).

Aucune forme n'est prévue pour la demande d'agrément ni pour l'agrément lui-même.

### **Q.2.4 Consignation**

La décision qui ordonne la médiation fixe le montant de la provision à valoir sur la rémunération du médiateur.

La consignation se fait au service de la régie de la juridiction.

A défaut de consignation, la décision est caduque et l'instance se poursuit sans que la médiation ait eu lieu (article 131-6 du code de procédure civile).

### **Q.2.5 Durée de la mesure :**

Dès que le médiateur est informé par le greffe de la consignation (par un écrit, par voie électronique ou par télécopieur (fax) compris), le médiateur doit convoquer les parties (article 131-7 du code de procédure civile).

La durée initiale de la médiation ne peut excéder trois mois. Elle peut être renouvelée une fois, pour une même durée, à la demande du médiateur (article 131-3 du code de procédure civile) ; seul le médiateur peut en principe solliciter une prolongation du délai.

Au-delà du délai des six mois maximums, la mesure de médiation judiciaire prend fin et bascule, si elle doit se poursuivre sur l'accord des parties, dans le régime de la médiation conventionnelle régie par les articles 1530 à 1535 du code de procédure civile.

#### **Q.2.6 Difficultés en cours de mesure.**

La personne physique qui assure la médiation tient le juge informé des difficultés qu'elle rencontre dans l'accomplissement de sa mission (article 131-9 du code de procédure civile).

Si les difficultés doivent conduire à une décision d'arrêt de la mesure (article 131-10 du code de procédure civile) :

- Elle est possible à tout moment sur demande d'une partie ou à l'initiative du médiateur ;
- Le juge peut également y mettre fin d'office lorsque le bon déroulement de la médiation apparaît compromis ;
- Dans tous les cas, l'affaire doit être préalablement rappelée à une audience à laquelle les parties sont convoquées à la diligence du greffe par lettre recommandée avec avis de réception ;
- A cette audience, le juge, s'il met fin à la mission du médiateur, peut poursuivre l'instance. Sa décision est insusceptible d'appel (article 131-15 du code de procédure civile).

## R . INFORMATIONS PRATIQUES SUR LES CHAMBRES COMMERCIALES INTERNATIONALES

### R.1 Obtenir des informations d'ordre général sur la CCIP-TC

La CCIP-TC siège au tribunal de commerce de Paris situé 1 Quai de la Corse, 75004 Paris.

Pour tous renseignements d'ordre général sur la CCIP-TC, il est recommandé de consulter prioritairement le site internet du greffe du tribunal de commerce accessible à l'adresse suivante : [www.greffe-tc-paris.fr](http://www.greffe-tc-paris.fr)

### R.2 Obtenir des informations d'ordre général sur la CCIP-CA

La CCIP-CA est située 10 Boulevard du Palais, 75001 Paris. Le greffe de la chambre se situe au 1er étage du bâtiment E, secteur A, niveau 0 (bureau EO A0 1).

Pour tous renseignements généraux sur la CCIP-CA, il est recommandé de consulter prioritairement le site internet de la chambre commerciale internationale de la cour d'appel accessible à l'adresse suivante : <https://www.cours-appel.justice.fr/paris/presentation-generale-ccip-ca-iccp-ca>

Sans préjudice du respect des règles relatives à la communication électronique pour la conduite des procédures, les parties peuvent communiquer avec la CCIP-CA par courriel envoyé à l'adresse structurelle suivante : [chambre5-16.ca-paris@justice.fr](mailto:chambre5-16.ca-paris@justice.fr)

Les horaires d'ouverture du greffe civil sont : 9h-17h du lundi au vendredi. En cas de nécessité, les parties peuvent aussi, aux heures ouvrables, joindre par téléphone le greffe de la chambre au numéro direct suivant : 01 70 60 09 16.

En cas d'indisponibilité du greffe de la CCIP-CA, il convient de s'adresser au Greffe civil central, bureau 1D04 (coordonnées complète sur le site internet de la cour d'appel de Paris) : <https://www.cours-appel.justice.fr/paris/accueil-du-greffe-civil-central>



## ANNEXES

## ANNEXE 1

Modèle de calendrier de procédure

RG :

Mise en état du

Notifié le :

Pour : [     ]

Appelant/Intimé

Ayant pour avocat constitué

Ayant pour avocat plaidant :

### PROPOSITION DE CALENDRIER

#### AUDITIONS DE PARTIES, TEMOINS, EXPERTS

Envisagez-vous de solliciter des auditions ?

Appelant                    :            OUI                    NON

Intimé                    :            OUI                    NON

SI OUI, veuillez donner des précisions sur les échéances suivantes :

Date prévisible de communication des déclarations écrites :

Dates et durée prévisible de la comparution personnelle des parties :

Appelant :            Intimé :

Dates Dates

Durée Durée

Dates et durée prévisible de l'audition des témoins :

Appelant :            Intimé :

Dates Dates

Durée Durée

Dates et durée prévisible de l'audition des experts :

Appelant :            Intimé :

Dates Dates

Durée Durée

DATE DE NOTIFICATION ELECTRONIQUE DES CONCLUSIONS

Conclusions en réplique de l'appelant au plus tard le :

Conclusions en duplique de l'intimé au plus tard le :

DERNIERE AUDIENCE DE MISE EN ETAT ET DE CLOTURE :

Date de la dernière audience de mise en état :

Date de la clôture de la mise en état :

AUDIENCE DE PLAIDOIRIES :

Date de l'audience de plaidoiries :

Durée souhaitée pour la plaidoirie pour chacune des parties :

## ANNEXE 2

Modèle pour l'exposé des faits constants

RG :

Mise en état du

Notifié le :

Appelant : [     ]

Ayant pour avocat constitué

Ayant pour avocat plaidant :

Intimé : [     ]

Ayant pour avocat constitué

Ayant pour avocat plaidant :

### EXPOSE DES FAITS CONSTANTS

I – Présentation des parties

[L'appelant (nom, prénom ou dénomination sociale, forme)] a pour activité (...).

[L'intimé (nom, prénom ou dénomination sociale, forme)] a pour activité (...).

## II- Les faits à l'origine du litige

Les faits constants : les parties sont invitées à présenter de manière synthétique et objective (ou neutre) les faits à l'origine du litige qui ne font pas l'objet de discussion (par exemple la date du contrat ayant présidé à leur relation, la date de la mise en demeure, la date de lettre de résiliation du contrat...).

Les faits contestés : cette partie est réservée aux faits qui font l'objet de contestation entre les parties. Chaque partie précise sur chaque fait litigieux leur version en quelques lignes.

Ex : Sur les circonstances de la fin des relations contractuelles :

- version succincte de l'appelant :

- version succincte de l'intimé :

### ANNEXE 3

Liste des questions de faits, de droit et loi applicable

RG :

Mise en état du

Notifié le :

Appelant : [     ]

Ayant pour avocat constitué

Ayant pour avocat plaidant :

Intimé : [     ]

Ayant pour avocat constitué

Ayant pour avocat plaidant :

LISTE DES QUESTIONS de FAITS, de DROIT et LOI APPLICABLE

I – Liste des questions de FAITS/PREUVES posées par le litige

II- Liste des questions de droit posées par le litige

III- Avis des parties sur la loi applicable au litige



## **ANNEXE 4**

Protocoles signés le 7 février 2018



## **Protocole relatif à la procédure devant la chambre internationale du tribunal de commerce de Paris**

En présence de Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice,

Le président du tribunal de commerce de Paris,

L'ordre des avocats au barreau de Paris, représenté par Monsieur le bâtonnier et Madame le bâtonnier élu,

Ont conclu et arrêté ce qui suit :

### ***Préambule***

La chambre de droit international a été créée au tribunal de commerce de Paris en 1995 ; elle a fusionné en 2015 avec la chambre de droit de l'Union Européenne, elle-même instituée en 1997.

Aujourd'hui dénommée chambre internationale, elle compte dix juges, avec son président, tous anglophones. Les litiges qui lui sont confiés par la chambre de placement sont ceux de nature économique et commerciale de dimension internationale et notamment ceux dans lesquels s'appliquent, ou sont susceptibles de s'appliquer, des dispositions de droit européen ou de droit étranger.

Dans tous les cas où la nature du litige nécessite qu'il soit fait appel à la compétence des juges des chambres spécialisées du tribunal, telles par exemple les affaires relevant du droit de la concurrence ou de rupture brutale de relations commerciales, la chambre internationale s'adjoit, dans le cadre de son délibéré, des juges appartenant aux dites chambres.

Le présent protocole a pour objectif de préciser les modalités selon lesquelles les affaires sont instruites et jugées devant cette chambre où une large place est laissée à l'utilisation de la langue anglaise et à la preuve testimoniale, et ce afin de répondre aux attentes des opérateurs économiques qui souhaitent pouvoir bénéficier d'un système juridictionnel attractif.

Le tribunal appliquera, au fond, le droit français ou toutes autres règles de droit étranger applicables à la cause.

## **Article 1er : La compétence de la chambre internationale**

- 1.1 La chambre de placement, et le cas échéant le délégué du président ayant, en cas d'urgence, autorisé une assignation à bref délai au visa de l'article 858 du code de procédure civile, oriente vers la chambre internationale les litiges de nature économique et commerciale de dimension internationale et notamment ceux dans lesquels s'appliquent, ou sont susceptibles de s'appliquer, des dispositions de droit européen ou de droit étranger.
- 1.2 Dans ce cadre, peuvent notamment relever de la compétence de la chambre internationale, les contentieux suivants :
- litiges en matière de contrats commerciaux et de rupture de relations commerciales ;
  - litiges en matière de transports ;
  - litiges en matière de concurrence déloyale ;
  - actions en réparation à la suite de la mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles ;
  - litiges en matière d'opérations sur instruments financiers, conventions-cadres de place, de contrats, d'instruments et de produits financiers.
- 1.3 La compétence de la chambre peut résulter d'une stipulation contractuelle attribuant compétence aux juridictions situées dans le ressort de la cour d'appel de Paris.

## **Article 2 : Langue de la procédure**

- 2.1 La procédure devant le tribunal de commerce est orale.
- 2.2 Les actes de la procédure sont rédigés en français.
- 2.3 Les pièces en langue anglaise peuvent être versées aux débats sans traduction.
- 2.4 Les plaidoiries se tiennent en français, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2.5 ci-après.
- 2.5 Les parties qui comparaissent devant le juge, les témoins et les éventuels techniciens, y compris les experts, ainsi que les conseils des parties, lorsqu'ils sont étrangers et habilités à plaider devant le tribunal de commerce de Paris, sont autorisés à s'exprimer en anglais, s'ils le souhaitent.
- 2.6 Les notes d'audience et les procès-verbaux sont établis en français par le greffier sous la dictée du président.

## **Article 3 : Calendrier de la procédure**

- 3.1 Le juge peut fixer un calendrier impératif de procédure mentionnant, notamment :
- la ou les dates auxquelles les parties seront invitées à comparaître personnellement,

- la ou les dates auxquelles les parties devront faire connaître la déclaration écrite des témoins dont elles sollicitent l'audition et sur la base de laquelle ils seront entendus,
- la ou les dates auxquelles auront lieu les auditions éventuelles des témoins et experts ;
- la date à laquelle les avocats des parties seront entendus en leurs dernières plaidoiries et à l'issue de laquelle sera prononcée la clôture des débats ;
- la date à laquelle le jugement du tribunal sera prononcé.

**3.2** Ce calendrier peut être modifié en cours de procédure, notamment en cas d'incident ou de demandes additionnelles retardant l'examen au fond du dossier.

#### **Article 4 : Administration judiciaire de la preuve**

##### **4.1 Production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers**

**4.1.1** Les demandes de production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers sont examinées par le juge chargé d'instruire l'affaire conformément aux dispositions des articles 11 et 138 à 142 du code de procédure civile.

**4.1.2** Les parties peuvent solliciter la production de catégories de documents précisément identifiées.

##### **4.2 Comparution personnelle des parties**

**4.2.1** La comparution personnelle des parties se déroule dans les conditions édictées aux articles 184 à 198 du code de procédure civile. Le juge procède à l'interrogatoire des parties, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi. Chaque partie peut ensuite être invitée par le juge à répondre aux questions que les autres parties souhaitent poser.

**4.2.2** La comparution personnelle d'une personne morale s'entend de la comparution de son représentant légal ou de tout mandataire social ou employé de la personne morale ayant le pouvoir de la représenter.

##### **4.3 Déclarations écrites de tiers**

**4.3.1** Les déclarations de personnes tierces à la procédure prennent la forme d'attestations répondant aux exigences de l'article 202 du code de procédure civile.

**4.3.2** Par dérogation à l'article 202 du code de procédure civile, les attestations de tiers pourront être dactylographiées, les parties renonçant à se prévaloir de tout vice de forme de ce chef.

##### **4.4 Auditions de témoins (articles 199 et suivants du code de procédure civile)**

- 4.4.1 Toute personne peut être entendue comme témoin, sur décision du juge chargé d'instruire l'affaire, ou du tribunal selon le cas, statuant d'office ou à la demande d'une partie.
- 4.4.2 Les auditions de témoins (tiers, sachant, etc.) proposées par une partie auront lieu sur la base d'une déclaration écrite de leur part, qui peut être dactylographiée, et qui contiendra les indications prévues à l'article 202 du code de procédure civile.
- 4.4.3 L'audition de témoins est régie par les articles 206 et suivants du code de procédure civile. Il est notamment rappelé qu'en application des articles 206 et 207 du code de procédure civile quiconque en est légalement requis est tenu de déposer, sous peine de condamnation à une amende civile.
- 4.4.4 Le juge procède à l'interrogatoire des témoins, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi. Les témoins pourront ensuite être invités par le juge à répondre aux questions que les parties souhaitent poser.
- 4.4.5 Le juge chargé d'instruire l'affaire, ou le tribunal selon le cas, apprécie librement la déclaration écrite d'un témoin qui, pour un motif légitime, n'a pas comparu, et tire toutes conséquences d'une non-comparution dépourvue de motif légitime.
- 4.4.6 Chaque partie s'assure de la convocation des témoins dont elle sollicite l'audition dans des conditions de délai permettant d'assurer celle-ci, et prend en charge l'avance éventuelle de leurs frais.

#### **4.5 Auditions des techniciens (articles 245 et 283 du code de procédure civile)**

- 4.5.1 Le juge chargé d'instruire l'affaire, ou le tribunal selon le cas, ordonne l'audition des techniciens<sup>1</sup> judiciairement désignés, lorsqu'elle est demandée par les parties, à moins qu'il n'y procède d'office.
- 4.5.2 Le juge chargé d'instruire l'affaire, ou le tribunal selon le cas, apprécie l'opportunité de faire droit aux demandes d'audition des techniciens désignés par les parties. Au soutien de leurs demandes, les parties produisent le rapport établi par le technicien qu'elles souhaitent entendre ainsi que ses nom, prénom et domicile.
- 4.5.3 Les modalités prévues aux articles 4.4.2 à 4.4.6 ci-dessus s'appliquent en tant que de raison aux techniciens dont l'audition est organisée.

### **Article 5 : Les débats**

---

<sup>1</sup> Notamment des experts.



Les débats sont publics sauf si le tribunal décide qu'ils auront lieu en chambre du conseil conformément aux dispositions de l'article 435 du code de procédure civile.

#### **Article 6 : Traductions**

- 6.1 En cas de contestation entre les parties sur la traduction des pièces proposées librement par l'une d'elles, le juge peut ordonner une traduction jurée de celles-ci, aux frais avancés de la partie qu'il détermine (article 269 du code de procédure civile).
- 6.2 Les débats en français, y compris l'intervention éventuelle des experts ou témoins, peuvent faire l'objet d'une traduction simultanée, pour le confort de l'une des parties, à ses frais avancés. La traduction simultanée sera assurée par un traducteur désigné par le tribunal, dont le nom sera proposé par la partie ayant sollicité la traduction des débats.
- 6.3 Lorsque l'une des parties, son conseil, un expert ou un témoin souhaite s'exprimer dans une langue étrangère, une traduction simultanée est assurée par un traducteur choisi d'un commun accord entre les parties aux frais avancés de celle ayant sollicité de s'exprimer dans une langue autre que le français. En cas de désaccord entre les parties sur le choix du traducteur, dans les délais impartis par le juge chargé d'instruire l'affaire, celui-ci procède à sa désignation.

#### **Article 7 : Le jugement**

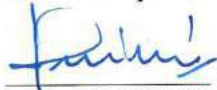
Le jugement prononcé par la chambre internationale et les ordonnances du juge chargé d'instruire l'affaire sont rédigés en français et accompagnés d'une traduction jurée en anglais réalisée sous la responsabilité du greffe et dont le coût est inclus dans les dépens.

#### **Article 7 : Entrée en vigueur**

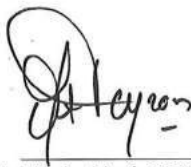
Le présent protocole s'applique aux instances introduites à partir du 1<sup>er</sup> mars 2018.

\*  
\* \*

*Fait à Paris, le 7 février 2017*  
*En deux exemplaires originaux*



**M. Jean MESSINESI**  
**Président du tribunal de**  
**commerce de Paris**



**Me Marie-Aimée PEYRON**  
**Bâtonnier de Paris**



COUR D'APPEL DE PARIS



## **Protocole relatif à la procédure devant la Chambre Internationale de la cour d'appel de Paris**

---

En présence de Mme Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice,

La première présidente de la cour d'appel de Paris,

La procureure générale près la cour d'appel de Paris,

L'ordre des avocats au barreau de Paris, représenté par Madame le bâtonnier élu,

Ont conclu et arrêté ce qui suit :

### ***Préambule***

La cour d'appel de Paris a mis en place une nouvelle chambre qui a vocation à connaître des litiges relatifs aux contrats du commerce international, que ceux-ci soient soumis au droit français ou qu'ils relèvent du droit d'un autre pays.

Cette nouvelle chambre a vocation à répondre aux attentes des opérateurs économiques qui souhaitent pouvoir bénéficier d'un système juridictionnel attractif.

Le présent protocole a pour objectif d'organiser les modalités selon lesquelles les affaires seront examinées et jugées devant cette nouvelle chambre, où une large place est laissée à l'utilisation de la langue anglaise et à la preuve testimoniale.

La cour appliquera, au fond, le droit français ou toutes autres règles de droit étranger applicables à la cause.

## **Article 1<sup>er</sup> : Compétence de la Chambre Internationale de la cour d'appel de Paris**

**1.1** La chambre internationale de la cour d'appel de Paris (CICAP) est compétente pour connaître des litiges qui mettent en jeu les intérêts du commerce international.

Il s'agit, notamment, des contentieux suivants :

- litiges en matière de contrats commerciaux et rupture de relations commerciales ;
- litiges en matière de transports ;
- litiges en matière de concurrence déloyale ;
- actions en réparation à la suite de la mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles ;
- litiges en matière d'opérations sur instruments financiers, conventions-cadres de place, de contrats, d'instruments et de produits financiers.

Plus généralement, il s'agit des recours formés contre les décisions prononcées dans les litiges de nature économique et commerciale à dimension internationale, et des recours exercés contre les décisions prononcées en matière d'arbitrage international.

**1.2** La compétence de la chambre peut résulter d'une stipulation contractuelle attribuant compétence aux juridictions situées dans le ressort de la cour d'appel de Paris.

**1.3** La CICAP est en outre juridiction d'appel des décisions prononcées en première instance par la chambre internationale du tribunal de commerce de Paris.

**1.4** Lorsqu'il n'a pas été désigné de conseiller de la mise en état, notamment lorsqu'il est fait application de l'article 905 du code de procédure civile, les fonctions qui lui sont conférées ci-après sont exercées par le président de la CICAP, ou par un magistrat délégué par le premier président.

## **Article 2 : Langues de la procédure**

**2.1** Les actes de la procédure sont rédigés en français.

**2.2** Les pièces en langue anglaise peuvent être versées aux débats sans traduction.

**2.3** Les plaidoiries se tiennent en français, sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 2.4 ci-après.



- 2.4 Les parties qui comparaissent devant le juge, les témoins et les éventuels techniciens, y compris les experts, ainsi que les conseils des parties, lorsqu'ils sont étrangers et habilités à plaider devant la cour d'appel de Paris, sont autorisés à s'exprimer en anglais, s'ils le souhaitent.

### **Article 3 : Traductions**

- 3.1 En cas de contestation entre les parties sur la traduction des pièces proposées librement par l'une d'elles dans ses écritures, le conseiller de la mise en état peut ordonner une traduction jurée de tout ou partie de celles-ci, aux frais avancés de la partie qu'il détermine (article 269 du code de procédure civile).
- 3.2 Avec l'accord de la juridiction, les débats en français peuvent faire l'objet d'une traduction simultanée, pour le confort d'une des parties, par un interprète qu'elle choisit et à ses frais avancés.
- 3.3 Lorsque l'une des parties, un expert ou un témoin souhaite s'exprimer dans une langue étrangère, une traduction simultanée est assurée par un traducteur choisi d'un commun accord entre les parties aux frais avancés de celle ayant sollicité l'audition. En cas de désaccord entre les parties sur le choix du traducteur, dans les délais impartis par le conseiller de la mise en état, celui-ci procède à sa désignation.

### **Article 4 : Mise en état**

- 4.1 Audience constatant l'accord des parties pour que l'affaire soit examinée et jugée conformément au présent protocole**
- 4.1.1 Dès sa désignation, le conseiller de la mise en état convoque sans délai les parties à une première audience afin de recueillir leur accord pour que le litige soit examiné et jugé selon les modalités prévues au présent protocole.
- 4.1.2 Cette première audience n'interrompt pas le délai prévu à l'article 909 du code de procédure civile pour la signification des conclusions de l'intimé.
- 4.2 Audience sur les mesures d'administration judiciaire de la preuve**
- 4.2.1 Après avoir pris connaissance des premières conclusions de l'appelant et des conclusions en réponse de l'intimé, le conseiller de la mise en état peut inviter les parties à comparaître personnellement.
- 4.2.2 Le conseiller de la mise en état entend les parties sur leurs éventuelles demandes d'audition de témoins ou experts ; il fixe le délai dans lequel l'appelant puis l'intimé devront faire connaître la liste des personnes dont ils entendent, le cas échéant, solliciter l'audition.

**4.2.3** Après avoir entendu les parties en leurs demandes, le conseiller de la mise en état prononce une ordonnance précisant, le cas échéant, si ces mesures auront lieu devant lui ou devant la cour, ainsi que le lieu, le jour et l'heure où il y sera procédé et, enfin, le délai dans lequel les témoins éventuels devront faire connaître la déclaration écrite sur la base de laquelle ils seront interrogés (cf. article 5.4.2 ci-dessous).

Le conseiller de la mise en état motive toute décision de refus.

#### **4.3 Fixation d'un calendrier impératif de procédure**

**4.3.1** Après avoir statué sur les éventuelles demandes d'administration judiciaire de la preuve formées par les parties, le conseiller de la mise en état fixe un calendrier impératif de procédure mentionnant, notamment :

- les dates auxquelles les parties devront échanger leurs conclusions, autres que celles visées aux articles 909 et 910 du code de procédure civile qui, par hypothèse, auront déjà été signifiées ;
- la ou les dates auxquelles les parties seront invitées à comparaître personnellement ;
- la ou les dates auxquelles les parties devront faire connaître la déclaration écrite des témoins dont elles sollicitent l'audition et sur la base de laquelle ils seront entendus ;
- la ou les dates auxquelles auront lieu les auditions éventuelles des témoins et experts ;
- la ou les dates auxquelles les avocats des parties seront entendus en leur plaidoirie ;
- la date de l'ordonnance de clôture ;
- la date à laquelle l'arrêt de la cour au fond sera prononcé.

**4.3.2** Ce calendrier peut être modifié en cours de procédure, notamment en cas d'incident ou de demandes additionnelles retardant l'examen au fond du dossier.

#### **4.4 Audience de préparation des débats**

**4.4.1** Avant la clôture des débats, le conseiller de la mise en état convoque les parties à une dernière audience qui a pour objet d'organiser, en accord avec les parties, la phase orale du procès.

**4.4.2** Le conseiller de la mise en état précise, à cette occasion, les mesures de traduction simultanée qui devront être mises en place, pour garantir la publicité des débats et établir les procès-verbaux d'audition consignant les déclarations des parties et des

témoins s'exprimant dans une autre langue que le français (articles 194 et 219 du code de procédure civile).

#### **4.5 Convention de procédure participative aux fins de mise en état**

Les règles énoncées aux points 4.1 à 4.4 ne sont pas exclusives de la possibilité pour les parties de conclure une convention de procédure participative aux fins de mise en état, en application des articles 1544 et suivants du code de procédure civile. Elles peuvent, dans ce cadre, recourir à un expert, qui pourra conduire sa mission et échanger avec elles en anglais.

### **Article 5 : Administration judiciaire de la preuve**

#### **5.1 Production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers**

- 5.1.1 Les demandes de production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers sont examinées par le conseiller de la mise en état conformément aux dispositions des articles 11 et 138 à 142 du code de procédure civile.
- 5.1.2 Les parties peuvent solliciter la production de catégories de documents précisément identifiées.

#### **5.2 Comparution personnelle des parties**

- 5.2.1 La comparution personnelle des parties se déroule dans les conditions édictées aux articles 184 à 198 du code de procédure civile. Le juge procède à l'interrogatoire des parties, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi. Chaque partie peut ensuite être invitée par le juge à répondre aux questions que les autres parties souhaitent poser.
- 5.2.2 La comparution personnelle d'une personne morale s'entend de la comparution de son représentant légal ou de tout mandataire social ou employé de la personne morale ayant le pouvoir de la représenter.

#### **5.3 Déclarations écrites de tiers**

- 5.3.1 Les déclarations de personnes tierces à la procédure prennent la forme d'attestations répondant aux exigences de l'article 202 du code de procédure civile.
- 5.3.2 Par dérogation à l'article 202 du code de procédure civile, les attestations de tiers pourront être dactylographiées, les parties renonçant à se prévaloir de tout vice de forme de ce chef.

#### **5.4 Auditions de témoins (articles 199 et suivants du code de procédure civile)**

- 5.4.1 Toute personne peut être entendue comme témoin, sur décision du conseiller de la mise en état, ou de la cour selon le cas, statuant d'office ou à la demande d'une partie, ainsi que cela a été rappelé à l'article 4.2 ci-dessus.
- 5.4.2 Conformément à ce qui est indiqué à l'article 4.2.3 ci-dessus, les auditions de témoins (tiers, sachant, etc.) proposées par une partie auront lieu sur la base d'une déclaration écrite de leur part, qui peut être dactylographiée, et qui contiendra les indications prévues à l'article 202 du code de procédure civile.
- 5.4.3 L'audition de témoins est régie par les articles 206 et suivants du code de procédure civile. Il est notamment rappelé qu'en application des articles 206 et 207 du code de procédure civile quiconque en est légalement requis est tenu de déposer, sous peine de condamnation à une amende civile.
- 5.4.4 Le juge procède à l'interrogatoire des témoins, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi. Les témoins pourront ensuite être invités par le juge à répondre aux questions que les parties souhaitent poser.
- 5.4.5 Le conseiller de la mise en état, ou la cour selon le cas, apprécie librement la déclaration écrite d'un témoin qui, pour un motif légitime, n'a pas comparu, et tire toutes conséquences d'une non-comparution dépourvue de motif légitime.
- 5.4.6 Chaque partie s'assure de la convocation des témoins dont elle sollicite l'audition et prend en charge l'avance éventuelle de leurs frais.

#### **5.5 Auditions des techniciens (articles 245 et 283 du code de procédure civile)**

- 5.5.1 Le conseiller de la mise en état, ou la cour selon le cas, ordonne l'audition des techniciens<sup>1</sup> judiciairement désignés, lorsqu'elle est demandée par les parties, à moins qu'il/elle n'y procède d'office.
- 5.5.2 Le conseiller de la mise en état, ou la cour selon le cas, apprécie l'opportunité de faire droit aux demandes d'audition des techniciens désignés par les parties. Au soutien de leurs demandes, les parties produisent le rapport établi par le technicien qu'elles souhaitent entendre ainsi que ses nom, prénom et domicile.
- 5.5.3 Les modalités prévues aux articles 5.4.2 à 5.4.6 ci-dessus s'appliquent en tant que de raison aux techniciens dont l'audition est organisée.

---

<sup>1</sup> Notamment des experts.

### **Article 6 : Les débats**

- 6.1. Les débats sont publics sauf si la cour décide qu'ils auront lieu en chambre du conseil, conformément aux dispositions de l'article 435 du code de procédure civile.
- 6.2. La cour, afin de se prononcer sur la charge des frais et dépens de l'instance, réserve un temps de plaidoirie suffisant pour permettre aux parties d'exposer les éléments qu'elles jugeront pertinents au soutien de leurs demandes.
- 6.3. A l'issue de cette phase de débat oral, la cour prononce la clôture des débats et sauf circonstances particulières, met l'affaire en délibéré à la date fixée dans le calendrier de procédure.

### **Article 7 : L'arrêt**

L'arrêt prononcé par la Chambre Internationale de la cour d'appel de Paris sera rédigé en français et accompagné d'une traduction jurée en anglais.

### **Article 8 : Entrée en vigueur**

Le présent protocole s'applique aux instances dont la cour d'appel est saisie à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018.

*Fait à Paris, le 7 février 2018  
En deux exemplaires originaux*



**Mme Chantal ARENS**  
Première présidente de  
la cour d'appel de Paris



**Mme Catherine CHAMPRENAULT**  
Procureure générale près la  
cour d'appel de Paris



**Me Marie-Aimée PEYRON**  
Bâtonnier de Paris

## ACRONYMES ET DEFINITIONS

### ACRONYMES

CCIP-TC	Chambre commerciale internationale du tribunal de commerce de Paris (chambre 3)
CCIP-CA	Chambre commerciale internationale de la cour d'appel de Paris (Pôle 5 Chambre 16)
CPC	Code de procédure civile
DA	Déclaration d'appel
RPVA	Réseau Privé Virtuel des Avocats

### DÉFINITIONS

Caducité de la déclaration d'appel	La caducité est une cause d'extinction de l'instance. Elle peut être prononcée en appel en l'absence de conclusions de l'appelant dans le délai de trois mois fixé à l'article 908 du code de procédure civile
Conclusions	Les conclusions sont les écritures des parties échangées au soutien de leurs demandes. Elles lient la cour par leur dispositif.
Déféré	Recours devant la cour d'appel contre une ordonnance du conseiller de la mise en état
Délais de distance	Délais d'un et deux mois qui peuvent être ajoutés à un délai de procédure lorsque la partie intéressée demeure dans l'un des territoires ou départements d'outre-mer ou à l'étranger, prévus à l'article 643 et à l'article 911-2 du code de procédure civile"
Dépens	Chefs de dépenses limitativement énumérés à l'article 695 du code de procédure civile exposés dans le cadre de la procédure et mis à la charge en principe de la partie perdante (frais de greffe, d'experts judiciaires, d'huissiers ...)

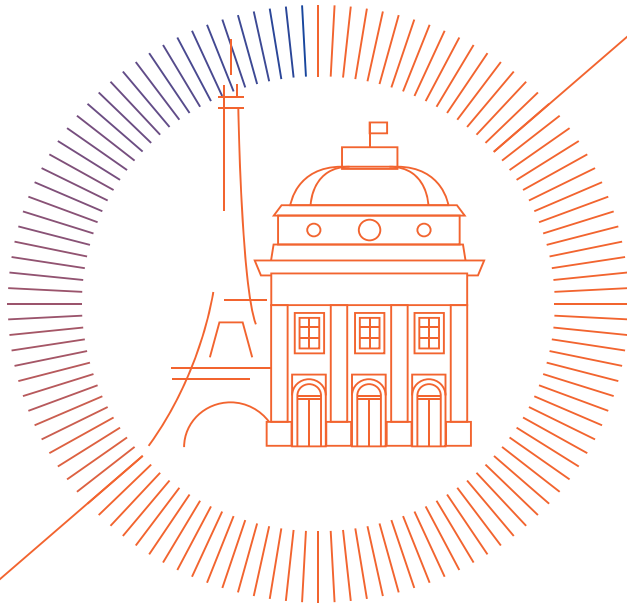
Frais irrépétibles	Frais non compris dans les dépens, visés à l'article 700 du code de procédure civile.
Les Protocoles	Désigne les deux Protocoles de procédure du 7 février 2018 instituant la CCIP-TC et la CCIP-CA.



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRACTICAL GUIDE  
TO PROCEEDINGS BEFORE THE  
INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS OF  
THE PARIS COMMERCIAL COURT  
AND  
THE PARIS COURT OF APPEAL**



**COUR D'APPEL DE PARIS**



## FOREWORD

This is the first edition of the Practical Guide to proceedings before the International Commercial Chambers of the Paris Commercial Court ( the "ICCP-CC" ) and the Paris Court of Appeal (the "ICCP-CA") as established by two procedural Protocols signed by the Heads of Court, the President of the Paris Commercial Court and the President of the Paris Bar in the presence of the Minister of Justice ("Garde des Sceaux") on 7 February 2018.

The creation of the International Commercial Chambers has significantly improved the handling of international commercial disputes within the jurisdiction of the Paris Court of Appeal.

This guide is a new step towards the strengthening of the attractiveness of International Commercial Chambers and, more generally, of Paris as forum for international commercial dispute resolutions.

It results from discussions carried out with the *Association Droit et Procédure* and the Department of Civil Affairs of the Ministry of Justice. It aims at informing and accompanying practitioners by enabling them to better understand the specificities of the conduct of proceedings before these international chambers.

It presents in the same document in a clear and synthetic way the rules of the French Code of Civil Procedure and those resulting from the applicable Protocols for the handling of these disputes, from the enrolment of the summons to the ruling, whether in ordinary or interim proceedings, as well as the specific rules for appeals with regard to arbitration, and includes also the participative procedure, mediation and conciliation.

Driven by the will to involve lawyers more in the conduct of proceedings and to host them appropriately and provide them with a careful attention, this bilingual (French-English) publication is also accessible in a dematerialized version on the websites of the Paris Court of Appeal and the Paris Commercial Court; it contains a great number of information and tools that shall ease the emergence of innovative practices in the interests of litigants.

It shall therefore be a valuable tool for all practitioners.

We hope that practitioners will now be able to embrace it in order to contribute to the improvement of quality and swiftness in the handling of international commercial disputes and to guarantee that cases are handled in accordance with the highest international standards before these chambers.

President of the Paris bar



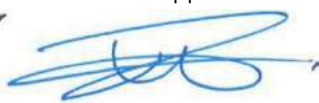
Olivier COUSI

President of the  
Commercial Court



Paul-Louis NETTER

The First President of  
the Paris Court of  
Appeal



Jean-Michel HAYAT

## INTRODUCTION

The International Commercial Chambers of the Paris Commercial Court ( the “ICCP-CC”) and the Paris Court of Appeal (the “ICCP-CA”) were established by two Protocols (collectively, “the Protocols” and individually, the “Protocol”) signed by the Heads of Court, the President of the Paris Commercial Court and the President of the Paris Bar in the presence of the Minister of Justice (“*Garde des Sceaux*”) on 7 February 2018.

These Chambers shall hear international trade disputes at first instance (ICCP-CC) and on appeal (ICCP-CA). Their creation is intended to meet the expectations of economic operators by offering an attractive jurisdictional system that complies with international standards. The Protocols thus enable the parties to benefit from a detailed and mandatory procedural timetable for a better predictability of the duration of a case. The rules on judicial submission of evidence are strengthened by the possibility for the parties to be heard and to request examination of witnesses and experts. Finally, a special place is given to the use of the English language in documentary evidence production, examination of witnesses and oral arguments.

This guide sets out the procedures for handling international commercial disputes before these Chambers, from the institution of proceedings to the judgment, in order to enable practitioners to be informed of the expectations of these International Commercial Chambers and thus better anticipate, prepare and conduct their cases.

This work brings together in a single document the provisions of the Code of Civil Procedure and those of the aforementioned Protocols. It does not in any way replace the applicable legal and regulatory provisions, to which the parties and their counsel should refer.

The International Commercial Chambers draw the attention of the parties and their counsel to the fact that conducting proceedings according to the modalities set out in this guide implies a procedural attitude on their part that is consistent with the objective of quality and expeditiousness of justice that inspires the Protocols. The International Commercial Chambers reserve the right to take into account any procedural conduct that would be incompatible with this objective. This guide has been drafted in French and translated into English. In case of discrepancy between the French and the English version, the French version shall prevail.

La traduction en langue anglaise de ce guide a été réalisée avec l'aimable participation des cabinets Debevoise & Plimpton et Cleary Gottlieb Gottlieb Steen & Hamilton, membres du groupe de travail ayant contribué à son élaboration.

## A. PROCEDURAL FRAMEWORK

Procedural rules before the ICCP-CC and ICCP-CA are provided for in the French Code of Civil Procedure on the one hand, and in the aforementioned Protocols on the other hand.

### A.1 Provisions of the French Code of Civil Procedure

The provisions of Book I of the Code of Civil Procedure (Articles 1 to 749) apply to proceedings before all courts. They apply before the Commercial Court and the Court of Appeal.

In addition to these general provisions, there are specific provisions for each of these courts.

Before the ICCP-CC, the specific rules of procedure are provided for in Articles 853 to 878-1 of the Code of Civil Procedure. They establish a so-called "oral procedure" (Articles 860-1 and 446-1 to 446-4 of the Code of Civil Procedure) with mandatory representation by a lawyer when the claim exceeds €10,000 or is unspecified (Article 853 of the Code of Civil Procedure).

Articles 528 to 570 and 899 to 972-1 of the Code of Civil Procedure provide for specific rules applying before the ICCP-CA<sup>70</sup>. They establish an electronic written procedure (Article 930-1 of the Code of Civil Procedure) governed by time limits with mandatory representation by a lawyer.

Comments: For any proceedings before the ICCP-CC where the claim exceeds €10,000 or is unspecified, and for any proceedings before the ICCP-CA, each party must appoint lawyer with a right of audience or a foreign lawyer under the free provision of services in accordance with the rules provided for in Part D. In her/his relations with the Court, this lawyer is the legal representative of the party who has appointed him/her. In this capacity, the lawyer must sign or co-sign procedural documents on behalf of that party.

In addition, each party is free to be assisted by a French or foreign lawyer who is not a member of the Paris Bar. Subject to the obligation to sign procedural documents, the lawyers may divide the tasks between themselves as they

<sup>70</sup> In addition to the reference provided for in Article 907 of the Code of Civil Procedure to Articles 780 to 807 of that Code.

wish. The lawyer who is not registered with the Paris Bar may, in particular, direct the trial strategy, draft all or part of the written submissions and appear before the Court, including for oral arguments, under the conditions provided for in Part D.

## A.2 Protocols of Procedure

In addition to provisions of the Code of Civil Procedure, cases before the International Commercial Chambers are handled in accordance with the two Protocols signed on 7 February 2018, to which the parties should refer (see Appendix 4).

These Protocols, which apply subject to the parties' consent, are a variation (see below parts I.3.2 and L.1.2), for the handling of international trade disputes, of the provisions of the Code of Civil Procedure to which they refer.

Comments: Non-compliance with any of the provisions of the Protocols cannot be invoked as a ground for an irregularity or non-admissibility plea.

However, the International Commercial Chambers shall take into account the procedural attitude of a party who, having agreed to submit to these Protocols, would fail to observe them without the consent of the other party and/or the relevant International Commercial Chamber.

## B. JURISDICTION OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS

### B.1 General jurisdiction

See ICCP-CC Protocol: Article 1.1  
See ICCP-CA Protocol: Article 1.1 and Article 1.2

Where a case falls within the jurisdiction of the Paris Commercial Court or the Paris Court of Appeal, the assignment of this case to the ICCP-CC or the ICCP-CA is a court administration decision that cannot be challenged.<sup>71</sup>

The ICCP-CC and ICCP-CA are no autonomous international courts. These Chambers are part, respectively, of the Paris Commercial Court and the Paris Court of Appeal. Thus, when the Protocols refer to the “jurisdiction” of these Chambers, this should be understood to refer more precisely to the conditions for assigning a case to these Chambers, rather than the procedural meaning of the term “jurisdiction.” As a matter of fact, only the Commercial Court or the Court of Appeal can be found to have or not to have jurisdiction to rule on a dispute<sup>72</sup> and the parties may, according to relevant applicable legal procedure<sup>73</sup>, challenge the general and/or territorial jurisdiction.

The parties may inform the clerk’s office of their wish to have their case handled by the International Commercial Chambers and explain the reasons therefor. Without prejudice to the specific rules that apply before the Commercial Court (see Part I below), as soon as the clerk’s office receives a case file, it shall assign to the International Commercial Chambers the cases that meet the test of internationality of the dispute as described below.

<sup>71</sup> Article 537 of the Code of Civil Procedure.

<sup>72</sup> The rules of subject-matter jurisdiction are set out in Articles 33 to 41 of the Code of Civil Procedure. International jurisdiction is determined in accordance with European regulations and international treaties in force and, failing that, according to Articles 42 et seq. of the Code of Civil Procedure as applicable to the international order.

<sup>73</sup> Articles 74 et seq. of the Code of Civil Procedure.

Comments: In order for the parties to ensure that their case is properly referred to the International Commercial Chambers, it is recommended that they add to the document bringing the case before the court (“acte de saisine”), or to the notice of appointment (“acte de constitution”), a clarification, if necessary in the form of an attached letter, explaining why they believe that the case falls within the jurisdiction of the International Commercial Chambers.

***Which disputes are likely to be assigned to the International Commercial Chambers?***

The ICCP-CC and ICCP-CA deal with disputes where international trade interests are at stake.

International trade interests are at stake where the performance of an economic transaction does not occur within a single State and this transaction involves a movement of goods, services or capital across borders.

Within this framework, the ICCP-CC and the ICCP-CA may deal with disputes relating to the following matters in particular :

- Commercial contracts and the termination of commercial relations;
- Transport;
- Unfair competition;
- Actions for damages arising from anticompetitive commercial practices;
- Operations on financial instruments, standard master agreements.

Comments: The list of matters referred to in the Protocols is not exhaustive. If a dispute in the economic field meets the test of internationality, it may be referred to the International Commercial Chambers.

The assignment of a case to the ICCP-CC or ICCP-CA may also result from a contractual provision conferring jurisdiction on the courts that are under the Paris Court of Appeal (see Articles 1.3 and 1.2 of the Protocols).

Comments: The Paris Bar Association has drawn up a model clause which the parties are free to consult and insert in their contract in order to facilitate the assignment of their case to the International Commercial Chambers. Using such a clause does not create any presumption regarding the court's decision on its enforceability or validity.

The ICCP-CA is also the appellate court for decisions involving the interests of international trade handed down in the first instance by the ICCP-CC.

## B.2 Special jurisdiction over international arbitration (ICCP-CA)

See ICCP-CA Protocol: Article 1.1

Appeals of international arbitration-related decisions are brought before the ICCP-CA, including :

- Appeals of decisions of the "supporting judge" known as the "*juge d'appui*" (decisions ruling that no arbitrator should be appointed because the arbitration agreement is manifestly null and void),<sup>74</sup> the supporting judge being, in international arbitration matters, unless otherwise stipulated, the President of the Paris Judicial Court<sup>75</sup>.
- Proceedings to set aside arbitral awards in international arbitration cases issued in the jurisdiction area of the Paris Court of Appeal.<sup>76</sup>
- Recourse against decisions declining recognition or enforcement of an international arbitral award issued in France.<sup>77</sup>
- Recourse against decisions granting exequatur of an award issued in

<sup>74</sup> Article 1460 of the Code of Civil Procedure.

<sup>75</sup> Article 1505 of the Code of Civil Procedure.

<sup>76</sup> Article 1519 of the Code of Civil Procedure.

<sup>77</sup> Article 1523 of the Code of Civil Procedure.

France (where the parties have waived their right to seek the setting aside of the award)<sup>78</sup>.

- Recourse against decisions ruling on the recognition or exequatur of a foreign arbitral award.<sup>79</sup>

<sup>78</sup> Article 1522 of the Code of Civil Procedure.

<sup>79</sup> Article 1525 of the Code of Civil Procedure.



## C. USE OF FOREIGN LANGUAGES

See ICCP-CC Protocol: Article 2 and 6

See ICCP-CA Protocol: Article 2 and 3

### C.1 Use of the English language

The Protocols' preambles provide "for the use of the English language to a significant extent."

Moreover, under Article 23 of the Code of Civil Procedure, the judge is not required to use an interpreter if she/he is familiar with the language spoken by the parties.

#### C.1.1 Production of documentary evidence in English

Documents in English may be disclosed without translation (subject to agreement on the implementation of the Protocol).

This may also be the case for a written statement on the basis of which a party, witness or expert is to be examined.

This does not preclude the parties from providing a free translation (i.e., a translation that is not carried out by a registered sworn translator).

**Comments:** If one of the parties challenges the free translation of documents provided by the other party in its written submissions, the judge assigned to the supervision of the case, or the pre-trial judge may order that a sworn translation be made of all or part of the documents at issue, at the expense (payable in advance) of the party she/he will designate.

#### C.1.2 Hearings in English

Subject to agreement on the implementation of the Protocol, English may be used by parties, witnesses and experts or technical experts appearing at an ICCP-CA or ICCP-CC hearing, without translation.

In accordance with Article 2 of the Protocols these persons are allowed to speak in English without an interpreter if they so wish.

The same applies to the parties' lawyers.

The court may also address the parties in English without an interpreter.

The Protocol does not expressly provide for simultaneous translation at the hearing when the language used is English. However, such a system could be put in place in order to comply with the open court principle and the adversarial principle. These arrangements will be considered before the judge in charge of the supervision of the case or during pre-trial hearings at the appeal stage (see sections I.3.3 and L. 4.2).

**Comments :**

Under the Protocols, translation is not required where the oral phase of the trial is limited to the oral arguments of the lawyers, who may plead in English without an interpreter, subject to respecting the open court principle.

### **C.1.3 Dual language hearing (French-English)**

It is permitted that one of the parties speaks in English and the other one in French. As long as each party understands the language spoken by the other party and does not request a translation at its own expense, the hearing may be bilingual, without simultaneous translation on either side.

A lawyer who is a French national can thus also speak in English if she/he so wishes once the parties have agreed on the implementation of the Protocol.

## **C.2 Use of a foreign language other than English**

### **C.2.1 Exhibits in a foreign language other than English**

Documents in a foreign language other than English must be produced in French. However, whatever the foreign language used, documents may be translated freely, unless one of the parties challenges the translation in writing, and they may be translated in part if the parties and the court agree.

The services of a sworn translator are not required unless a translation issue is identified.

### **C.2.2 Examination in a foreign language other than English**

In accordance with the Protocols, where one of the parties, an expert or a witness wishes to express herself or himself in a foreign language other than English, a simultaneous interpretation is carried out by a translator chosen by

mutual agreement of the parties, with costs advanced by the party that requested the examination.

In case of disagreement between the parties on the choice of the translator, the judge in charge of the supervision of the case or the pre-trial judge will appoint a translator.

### **C.3 Mandatory use of the French language for procedural documents**

Procedural documents are drafted in French.

*“Procedural documents”* include the following written documents:

- Summons;
- Notice of appeal;
- Court-ordered fact-finding (*“constat d’audience”*);
- Record of the hearing;
- Written submissions;
- Exhibit list;
- Minutes of examination; and
- Judgments and orders.

A sworn translation of judgments into English is carried out if the parties have agreed on the implementation of the Protocol.

Arbitral awards shall be translated into French by the parties, and their translations shall be filed with the court no later than the second pre-trial hearing.

## D. REPRESENTATION BEFORE THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS

See ICCP-CC Protocol : Article 2.5  
See ICCP-CA Protocol : Article 2.4

The parties must be represented by a lawyer before the ICCP-CC when the claim exceeds €10,000 or is unspecified (Article 853 of the Code of Civil Procedure).

They must be represented by a lawyer before the ICCP-CA.

### D.1 Lawyers who are nationals of the European Union, of member states of the European Economic Area or of the Swiss Confederation

A lawyer who is a national of a Member State of the European Union or a Member State of the European Economic Area (at the date of this guide, Iceland, Liechtenstein and Norway) or the Swiss Confederation and who is permanently established in one of those States may practice in France, and specifically in Paris, either on the basis of the free provision of services or registration with the Bar.

#### D.1.1 Free provision of services

By availing oneself, in France, of one of the status mentioned in Article 201 of Decree No. 091-1197 of 27 November 1991, a lawyer may represent or defend a client in court or before public authorities; such lawyer then acts under the same conditions as a lawyer registered with a French Bar Association. She/he shall comply with French professional rules, without prejudice to non-contrary obligations incumbent upon this lawyer in the State in which she/he is established.

Before the ICCP-CA, a lawyer may represent the parties only after having elected domicile with a lawyer having the right of audience before the court and to whom the procedural documents are validly communicated. The former must attach to her/his notice of appearance a document signed by the latter certifying that they have entered into an agreement authorizing the election of

domicile for service for the instance in question.

A lawyer who has not elected domicile may nonetheless conduct the oral arguments.

In all cases, a lawyer who is a European national and who occasionally argues cases under the above provisions must be able to prove her/his professional qualification at the request of the President of the local Bar, the President and members of the court or judicial or disciplinary body or the qualified representative of the public authority before which she/he is appearing. In addition, she/he must comply with a number of ethical rules, including reporting to the President of the Bar, the President of the court and, where appropriate, the Public Prosecutor and the lawyer's opponent.

### **D.1.2 Bar registration**

Registration with the Bar can take different forms:

**Registration under the home-country professional title pursuant to Directive 98/5/EC.** Directive 98/5/EC of 16 February 1998, transposed into French law in Articles 83 *et seq.* of the Law of 31 December 1971 and Articles 203 *et seq.* of the Decree of 27 November 1991, allows a lawyer meeting the conditions set out above to practice in France under her/his home-country professional title by being registered on the special list of a Bar association. Furthermore, if the lawyer is a member of a grouping in his/her home Member State, this lawyer may, pursuant to Article 11 of Directive 98/5/EC, practice in a branch or agency of this grouping that must also be registered with a Bar Association.

**Registration under the French title of *avocat* pursuant to the like treatment procedure.** After three years of effective and regular practice under his/her home-country professional title, a lawyer may apply to obtain the French title of *avocat* through the like treatment procedure provided for in Article 10 of Directive 98/5/EC transposed in Articles 89 *et seq.* of the Law of 31 December 1971.

**Registration under the French title of *avocat* after passing the proficiency examination provided for in Article 99.** A lawyer who has acquired this title in an European Bar (EU, EEA, Switzerland) and who is of European nationality (EU, EEA, Switzerland) may take the proficiency examination provided for by Article 99 of the Decree of 27 November 1991 in order to be authorized to register with a French Bar under the French title of *avocat* without waiting for the three-year period provided for by the Directive.

## D.2 Foreign lawyers (non-European)

**Assistance, representation and oral arguments.** The activities of assistance, representation and conducting oral arguments are open to foreign lawyers who are not nationals of the European Union (or EFTA) if they are nationals of a country that grants French citizens the right to practice law under the same conditions (condition of reciprocity), and if they pass an examination to test their knowledge of French law<sup>80</sup>, subject to international treaties<sup>81</sup>.

They will therefore be authorized to pursue all lawyers' activities, including providing legal advice or engaging in litigation, in all areas of law (French, foreign, European Union and international law).

Mutual assistance conventions have been signed by France with various States, in particular with African States. Conventions granting an unconditional right have been established with Algeria,<sup>82</sup> Cameroon<sup>83</sup>, Morocco and Togo.

### Comments :

For further information on these points, lawyers are invited to contact the Paris Bar at the following address : <http://www.avocatparis.org/CCIP-CA>

80 Article 11 of the Law of 31 December 1971 and Article 100 of Decree No. 91-1197 of 27 November 1991 as amended by Decree No. 2019-849 of 20 August 2019.

81 Decree n°2018-310 of 27 April 2018.

82 Article 16 of the Protocol of 28 August 1962 provides that: "Lawyers registered with an Algerian Bar may assist or represent the parties before all French courts both during the investigation and at the hearing, under the same conditions as lawyers registered with a French Bar, subject to the condition of election of domicile."

83 Article 33 of the Convention of 21 February 1974 provides that: "Cameroonian lawyers registered at a Cameroonian Bar may assist or represent parties before all French courts. A lawyer appointed to assist or represent the parties before a court of the other State must first obtain the authorization of the President of the court and register domicile with a lawyer of the said State."

## E. WRITTEN SUBMISSIONS BEFORE THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS

### E.1 Provisions governing written submissions before the International Commercial Chambers

The written submissions of the parties (“conclusions”) must contain separate statements of facts and procedure, a discussion of the claims and legal arguments and an operative part listing the claims.

**Comments:** Particular attention should be paid to the drafting of the operative part that must only be comprised of the statement of parties’ claims.

In this respect, requests by the parties for “findings” or “acknowledgements” do not constitute claims within the meaning of the provisions of Article 4 of the Code of Civil Procedure.

These requests therefore should not be included in the operative part of the written submissions.

They must therefore include:

- The claims of the parties and the factual and legal arguments on which each of these claims are based.
- The documents and legal references (as well as their numbering) invoked in support of each claim.
- An Appendix containing the exhibit list and, separately, the legal references.

In addition, the parties must observe the following recommendations when drafting their written submissions :

- The submissions are to be written in direct style;
- The written submissions are to be as brief and concise as possible;
- The font used for the text shall be of a standard type (such as Times New Roman, Courier or Arial) and shall be at least 12 points in size in the text and 10 points for footnotes, and margins, horizontal and vertical, shall be at least 2.5 cm (top, bottom, left and right of the page);
- Each paragraph is to be numbered consecutively and in ascending order;
- The use of a structured plan and headings is particularly recommended;
- The written submissions shall begin with a brief description of the structure used or a table of contents and include a summary of their contents in a boxed paragraph;
- The section dedicated to the facts must include a section expressly dedicated to undisputed facts; and
- Changes to previous written submissions are to be formally presented separately (e.g., with a margin line).
- Written submissions must allow for electronic management, in particular copying, scanning and character recognition.
- Parties are encouraged to provide English translations of their written submissions where available. The courts will read them for information purposes and may, if appropriate, request the parties' observations in the event of ambiguity with the submissions written in French.



**Comments:**

It should be recalled that, in accordance with Articles 446-2 and 954 of the Code of Civil Procedure, the court only decides on the claims set out in the operative part and examines legal arguments in support of these claims only if they are raised in the discussion.

The parties must reiterate in their final written submissions the claims and legal arguments they have put forward or relied on in their previous written submissions. If they fail to do so, they are deemed to have dropped them and the court shall rule only on the latest written submissions filed.<sup>84</sup>

## **E.2 Specific provisions applicable to each chamber**

### **E.2.1 Specific provisions applying before the ICCP-CC**

Before the ICCP-CC, the first written submissions, including the statement of facts, legal arguments and operative part, shall not exceed 50 pages.

The written submissions can be sent to the court electronically via RPVATC ("*Réseau Privé Virtuel des Avocats*") if the lawyer has access to the e-Bar platform.

### **E.2.2 Specific provisions applying before the ICCP-CA**

Before the ICCP-CA, the first written submissions, including the statement of facts, legal arguments and operative part, shall not exceed 25 pages.

It should be recalled that, in accordance with Article 910-4 of the Code of Civil Procedure, "subject to non-admissibility of the claim, which the judge may raise on its own motion," the parties must present in their first written submissions (those mentioned in Articles 905-2 and 908 to 910) all of their claims on the merits.

**Comments:** Pursuant to Article 913 of the Code of Civil Procedure, before the ICCP-CA, the pre-trial judge may order lawyers to bring their written submissions into line with the provisions of the Code of Civil Procedure.

<sup>84</sup> Where the parties formulate their claims and legal arguments in writing and are not assisted or represented by a lawyer, the judge may, with their agreement, provide that they shall be deemed to have abandoned the claims and legal arguments not included in their last written submissions.

## F. ROLE OF THE PUBLIC PROSECUTOR

In accordance with Article 427 of the Code of Civil Procedure, the International Commercial Chambers may decide on its own motion to refer a case to the Public Prosecutor.

Before the International Commercial Chambers, the Public Prosecutor can thus participate as an “added party.”

The purpose of the Public Prosecutor’s participation is to give her/his opinion on the application of the law in the case so referred.

This opinion shall be submitted to the parties, who shall be entitled to reply to it by way of written submissions.

In accordance with Article 443 of the Code of Civil Procedure at the hearing, the Public Prosecutor, as an added party, speaks last.

### Comments:

It is not the role of the Public Prosecutor to participate in all disputes brought before the International Commercial Chambers. The Public Prosecutor will essentially be called upon to do so whenever a case raises an issue of public order, in particular when a foreign State or diplomatic authority is called into question or when a foreign law is applied, which could be considered to be prejudicial to French international public order.

The participation of the Public Prosecutor must be compatible with the procedural timetable determined by the ICCP-CC or ICCP-CA.

## G. RULES ON JUDICIAL SUBMISSION OF EVIDENCE

### G.1 General provisions

Requests for evidence or examination of witnesses, parties or experts are considered by the pre-trial judge and/or the panel hearing the case, before both the ICCP-CC and the ICCP-CA.

The judge rules on these requests. If the issue gives rise to an argument and the judge dismisses the request, she/he must rule on the issue in an order setting out the reasons for the decision. These decisions cannot be challenged.

### G.2 Compulsory production of documents held by a party or third party

See ICCP-CC Protocol: Article 4.1  
See ICCP-CA Protocol: Article 5.1

The parties are required to assist in investigation measures. The judge must draw any consequences from a failure or refusal to do so (Article 11 of the Code of Civil Procedure).

If a party holds evidence, the judge may, at the request of the other party, order the party who holds evidence to produce it, if necessary subject to a periodic penalty payment (Articles 133 and 134 of the Code of Civil Procedure). The judge may, at the request of one of the parties, request or order, if necessary subject to a periodic penalty payment, the production of any document held by third parties if there is no legitimate impediment (see below).

Requests for the compulsory production of documents held by a third party are considered by the judge in accordance with the provisions of Articles 138 to 142 of the Code of Civil Procedure.

Such a request may relate, according to the Protocols, to the production of precisely identified documents or "categories" of precisely identified documents.

**Comments:**

Pursuant to Article L. 153-1 of the Commercial Code, when in the course of civil or commercial proceedings, the transmission or production of a documents is requested and is likely to infringe a trade secret, the court may on its own motion or at the request of a party or a third party, if the protection of that secret cannot otherwise be guaranteed and without prejudice to the exercise of the rights of the defense:

1. Review the document on its own and, if deemed necessary, appoint an expert and for each of the parties, request the opinion of a person authorized to assist or represent it with a view to deciding whether it is necessary to apply the protective measures provided for in this Article ;
2. Decide that only a portion of the document shall be transmitted or produced, order its transmission or production in summary form or restrict access to it to, for each of the parties, no more than one individual and one person authorized to assist or represent such party.

In addition to complying with the provisions relating to trade secrets (see Articles L. 153-1 *et seq.* of the Commercial Code), the International Commercial Chambers will be vigilant to ensure that measures for the forced communication of documents are reasonable and proportionate to the aim pursued.

Where the production of a “category” of documents is requested, that category must be sufficiently specific to be identified. For example, it may refer to a set of invoices “from this date to this date” or to a category of e-mails with a specific subject line and a range of dates (so that the request is limited as to a period of time).

The list of questions of law and facts submitted by the parties and referred to in paragraph L.2.2.4 will be used to assess the usefulness, scope and appropriateness of such a measure.

### G.3 Personal appearance of the parties

See ICCP-CC Protocol: Article 4.2  
See ICCP-CA Protocol: Article 5.2

Personal appearance of the parties is governed by Articles 184 to 198 of the Code of Civil Procedure.

The parties may be interviewed in the presence of an expert and confronted with witnesses (Article 190 of the Code of Civil Procedure).

The judge submits to witnesses any questions that she/he deems appropriate regarding any facts the proof of which is permitted by law.

Each party may be invited by the judge to answer questions that the other parties wish to ask. It is therefore possible for one party to question another party, under the judge's supervision.

Personal appearance of a legal entity shall mean the appearance of its legal representative or any corporate officer or employee of the legal entity who has the power to represent it.

In general, the personal appearance will take place at a dedicated pre-trial hearing in the presence of either the pre-trial judge or the panel hearing the case. Minutes shall be drawn up of the statements of the parties, or their absence of, or their refusal to, answer.

The parties interviewed shall sign the minutes, after having read them, or shall certify them as true to their statements, in which case this shall be mentioned in the minutes. Where relevant, the minutes shall state that the parties refused to sign them or to certify them as true. The minutes shall also be dated and signed by the judge and, where appropriate, by the clerk (Article 195 of the Code of Civil Procedure).

If the personal appearance takes place at the oral argument hearing, in lieu of minutes there may be a paragraph in the court decision if the case is to be immediately decided as a final decision (Article 194 (2) of the Code of Civil Procedure).

**Comments:** The parties are interviewed by the judge without taking an oath in the language chosen.

If the parties wish to speak in a language other than French, it will be necessary, in accordance with Article 4.4.2 of the Protocol, to specify and/or provide for translation measures to be put in place to ensure the public access to the proceedings and to draw up minutes of examination recording the parties' statements.

In this respect, the parties should be reminded that if the language desired is neither French nor English, in accordance with Article 3.3 of the Protocol,

simultaneous translation may be provided by an interpreter chosen by mutual agreement of the parties at the expense (payable in advance) of the party requesting the hearing. In the event of disagreement between the parties on the choice of interpreter, the judge shall appoint one.

If, on the other hand, the language requested is English, an assessment will have to be made, after consulting the parties, of the measures that can be put in place to ensure that the hearing takes place in the best possible conditions.

The Chamber may propose to hear the party without an interpreter and provide a transcription in French in the minutes of examination. These arrangements will be assessed in light of the dispute, the number of hearings and the degree of complexity of the case.

The possibility of recording the hearings may be considered on a case-by-case basis in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure.

#### **G.4 Third-party written statements**

See ICCP-CC Protocol: Article 4.3

See ICCP-CA Protocol: Article 5.3

Third party statements shall take the form of affidavits meeting the requirements of Article 202 of the Code of Civil Procedure.

The affidavit shall contain:

- The statement of the facts witnessed or personally observed by the author.
- The surname, first names, date and place of birth, residence and profession of the author and, where applicable, her/his family links or alliance with the parties, subordination to them or collaboration or community of interest with them.

The affidavit shall further state that it is established for the purpose of production in court and that the author is aware that a false statement on her/his part exposes her/him to criminal sanctions.

If the parties have agreed to implement the Protocols, affidavits may be typed rather than handwritten, possibly in English without translation, the parties

waiving their right to claim any formal defect in that regard.

An affidavit must be signed by its author by hand. The author must attach to it an original or photocopy of any official document proving his identity and bearing his signature.

## G.5 Witnesses examination

See ICCP-CC Protocol: Article 4.4  
See ICCP-CA Protocol: Article 5.4

Any person may be examined as a witness by order of, at the Commercial Court, the judge assigned to the supervision of the case or the Commercial Court, or at the Court of Appeal, the pre-trial judge or the Court of Appeal.

Witness testimony shall be based on written statements, which may be typed and may be in English without a translation, containing the information set forth in Article 202 of the Code of Civil Procedure (see G.4 above).

The examination of witnesses is governed by Articles 205 et seq. of the Code of Civil Procedure.

### Comments:

Witnesses take an oath to tell the truth. The judge reminds them that false testimony is punishable by a fine and imprisonment.

Persons who are examined without taking an oath are informed of their obligation to tell the truth, in accordance with Article 211 of the Code of Civil Procedure.

Pursuant to Articles 206 and 207 of the Code of Civil Procedure, anyone lawfully required is legally compelled to appear and testify, failure to do so being subject to a civil fine.

The possibility of recording the hearings may be considered on a case-by-case basis in accordance with provisions of the Code of Civil Procedure.

The judge submits to witnesses those questions that she/he deems appropriate regarding any facts the proof of which is permitted by law. Then the judge may invite witnesses to answer those questions that the parties wish to ask from them.

Witnesses may then be invited by the judge to answer any questions the parties wish to ask. The judge, or the court, depending on the case, is free to appreciate the written statement of a witness who has failed to appear for a valid reason. When a witness fails to attend with no justification, the judge or the court may draw any and all conclusions from such failure.

The testimonies shall be recorded in minutes.

However, if they are collected in the course of the oral argument hearing, only the names of the persons examined and the outcome of their testimonies are mentioned in the judgment when the case is to be immediately decided as a final decision (Article 219 of the Code of Civil Procedure).

Each party must ensure that its witnesses are called to appear at the hearings and must pay in advance all the witnesses' costs related thereto.

## G.6 Examination of technical experts

[See ICCP-CC Protocol: Article 4.5](#)

[See ICCP-CA Protocol: Article 5](#)

The judge assigned to the supervision of the case (pre-trial judge) or the court (Commercial Court or Court of Appeal), as the case may be, orders the examination of court-appointed technical experts, when applied for by the parties, unless it so decides on its own initiative.

The judge assigned to the supervision of the case or the court, as the case may be, also rules on applications for the examination of technical experts appointed by the parties.

Attached to their applications, parties must submit the reports prepared by the technical experts whose examination is requested and provide their names, first names and addresses.

If presented with two separate expert reports, the judge (judge assigned to the supervision of the case or the pre-trial judge) or the court (Commercial Court or Court of Appeal), as the case may be, may invite the experts to draw up a joint document summarizing the points on which they agree and those on which they disagree. If necessary, the judge may assign a technical expert for this purpose in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure.

The arrangements for the examination of witnesses set out above shall apply as a matter of course to the examination of technical experts.



## H. ORAL ARGUMENTS BEFORE THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS

### H.1 Conduct of oral arguments

See ICCP-CC Protocol: Article 5  
See ICCP-CA Protocol: Article 4 and 6

The conduct of examinations and oral arguments before the ICCP-CC is discussed before the judge assigned to the supervision of the case. The judge may, if the parties do not object, decide to hear the oral arguments on his own (Article 871 of the Code of Civil Procedure).

The conduct of examinations and oral arguments before the ICCP-CA is discussed at a pre-trial hearing.

Reference is made to Chapter C of this guide with regard to the use of a foreign language for the oral arguments.

Where the proceedings are held in French, they may be translated by an interpreter if one of the parties so requests, at such party's own expense (payable in advance), for example because of the presence of a foreign client at the hearing.

Transcription/stenotype recording. Subject to court approval, if requested by the parties, a transcript of the oral arguments and/or examinations may be provided, with costs advanced by the party that requested it. It is the responsibility of those parties to ensure that the stenotypist is convened to the hearing and that the necessary equipment is made available.

The transcript of the oral arguments shall be filed with the court by the parties.

## H.2 Obligations of the parties for the oral arguments hearing

### H.2.1 Before the ICCP-CC

No later than 10 days before the hearing, the parties shall file with the court (or send by ordinary mail) their bundles (*"dossier de plaidoirie"*) containing the written submissions and the numbered and classified documentary evidence.

Such filing shall be made in a single copy if the hearing is held by the judge assigned to the supervision of the case or in three copies if it is held before a panel.

### H.2.2 Before the ICCP-CA

The parties are requested to take the following steps for the oral arguments hearing:

- The bundles must be filed with the clerk's office of the Chamber, in accordance with Article 912 of the Code of Civil Procedure, **15 days** before the oral arguments hearing. The bundles (in unbound form) shall include copies of the documents and legal references referred to in the written submissions numbered in the order of the final exhibit list.
- On the day of the oral arguments hearing, each ICCP-CA judge must be given a summary file containing a copy of the latest written submissions and the few main documents (if necessary in the form of extracts) on which the parties will base their oral arguments (which should not exceed five to ten documents).

## H.3 Public access to oral arguments hearings

Oral arguments are held in public unless the International Commercial Chamber decides that they will take place in closed hearings (*"en chambre du conseil"*) in accordance with Article 435 of the Code of Civil Procedure.

According to this provision, the International Commercial Chambers may decide that oral arguments will take place or be pursued in closed hearings:

- If their public availability would result in a violation of privacy;
- If all the parties so request; or

- If any disturbance occurs that would hinder the serenity of justice.

**Comments: Protection of trade secrets.**

In addition to these general provisions, it should be recalled that, pursuant to Article L. 153-1 of the Commercial Code, the judge may decide that the proceedings will not be public (in closed hearings) when, during proceedings, the public availability of the proceedings is likely to undermine trade secrets.

## I. CONDUCT OF PROCEEDINGS BEFORE THE ICCP-CC

### I.1 Bringing a case before the ICCP-CC

A case is referred to the Commercial Court by delivery to the clerk's office of the court of a copy of the summons or of a joint petition under the conditions specified by Articles 855 to 860 of the Code of Civil Procedure.

**Comments:** Parties shall indicate, by any means, their wish to have the case assigned to the International Commercial Chamber of the court.

#### I.1.1. Summons

Except where Article 858 of the Code of Civil Procedure applies, all cases are referred to the enrolment Chamber ("*chambre de placement*").

It is up to the applicant to apply to the clerk's office (or on its website at [www.greffe-tc-paris.fr](http://www.greffe-tc-paris.fr)) for a date for a hearing before this Chamber.

The defendant must be summoned at least 15 days before the hearing date so indicated.

**Comments:** Pursuant to the provisions of Article 857 of the Code of Civil Procedure, the summons shall be handed over to the clerk's office no later than 8 days before the hearing, failing which the summons shall be set aside.

The enrolment ("*placement*") of the summons can be done electronically via RPVATC if the lawyer chosen by the party has access to the e-Bar platform. In this case, the message made using the form on the RPVATC platform must come with the summons and the service documents in PDF image format, limited to 4 MB, as attachments. If the volume of the documents is greater than 4 MB, and only in that case, only the first pages of the documents containing the names of the parties, the claim for relief and the summons' service method are sent electronically, and the hard copy document must be delivered to the clerk's office within 48 hours.

**Comments:** Lawyers are invited to contact the Paris Bar Association for information regarding practical aspects to register and obtain the "RPVA" key :  
<http://www.avocatparis.org/CCIP-CA>

### **I.1.2 Joint application**

A case can also be brought before the Commercial Court by submitting a joint application during the hearing before the enrolment Chamber.

The parties shall request a date for a hearing before the enrolment Chamber from the clerk's office of the Commercial Court (or on its website accessible at [www.greffe-tc-paris.fr](http://www.greffe-tc-paris.fr)).

## **I.2 Assignment of the case to the ICCP-CC**

The case is discussed at a hearing of the enrolment Chamber, which refers the case to the ICCP-CC of the court (for a hearing that will take place within 15 days) if the case involves the interests of international trade (see as indicated in part B.1).

The claimant shall transmit all its supporting documents to the respondent for the next hearing.

## **I.3 Proceedings before the ICCP-CC**

### **I.3.1 The first hearing before the ICCP-CC**

At this first hearing, the ICCP-CC:

Ensures that the claimant's supporting documents have been properly transmitted to the defendant; and

Postpones the case to a hearing before the judge assigned to the supervision of the case, which shall take place within five weeks, for:

- The defendant's written submissions; and
- Organizing the exchange of documents between the parties and, in this context, setting the time limits and conditions for submitting their claims, legal arguments and exhibits (Article 446-2 of the Code of Civil Procedure).

**Comments:** The parties and their counsel may, in any event, until the close of oral arguments, request a measure of conciliation or judicial mediation. The International Commercial Chamber reserves the right to propose such a measure under the same time limits.

### **I.3.2 The first hearing before the judge assigned to the supervision of the case**

At this hearing, the parties are invited to agree to implement the Protocol of procedure. This agreement shall be included in a court-ordered fact-finding report.

**Comments:** In the absence of such agreement, the ICCP CC retains jurisdiction over the case. The case will be processed in accordance with ordinary law. Pursuant to the provisions of the Protocol of 18 December 2009 between the Paris Bar Association, the Court and the clerk's office, as amended on 16 January 2013, the number of sets of written submissions is limited to two per party, including the summons.

At this hearing, the parties shall also be invited to:

- Submit to the judge assigned to the supervision of the case, no later than 15 days before the next hearing, the date of which shall be set by the judge and for which the parties shall be called before the judge, an agreed statement of undisputed facts in the format set out in Appendix 2. This statement shall include an objective and synthetic presentation of the parties to the dispute, their activities and the main objective facts at the origin of the dispute. If the parties disagree on any of the facts of the dispute, the statement shall present each party's version in brackets.
- Submit, by the same date, consistent with the model provided for in Appendix 3, a list—to the fullest extent possible an agreed-upon one—of the questions of facts and law the dispute raises and, where appropriate, the parties' views on the law applicable to the substance of the dispute and, failing agreement, their respective summary positions on each of the points raised.
- Submit, by the same date, a draft procedural time schedule prepared in accordance with the model set out in Appendix 1 together with a list of the names of the parties' representatives, witnesses and/or experts whom they wish to have examined by the court or tribunal.

### **I.3.3 The second hearing before the judge assigned to the supervision of the case**

The purpose of this hearing includes setting the final procedural time schedule and, where appropriate, resolving any disagreements between the parties regarding any probative measure that has been requested.

**Comments:** The parties and their counsel may, until the close of oral arguments, apply for conciliation or judicial mediation. The International Commercial Chamber reserves the right to propose it again until the end of the proceedings.

The procedural timetable shall include in particular:

- The date on which the parties shall submit the written statements of their witnesses and/or experts;
- The dates on which the parties shall appear in person and/or the dates of witnesses' and experts' examination hearings and their foreseeable duration;
- The dates on which the parties shall exchange their additional written submissions;
- The date on which the parties' counsel shall deliver their final oral arguments, following which the oral arguments shall be declared closed (oral arguments hearing);
- If the parties have requested that the oral arguments be heard by a panel, the date on which the case will be referred back to the ICCP-CC for the purpose of designating the panel, setting the date of the oral arguments hearing and dealing with translation measures that may be necessary to enable the parties to express themselves in a foreign language, as well as the arrangements for recording the hearings (see Parts C and H);
- And the date on which the judgment shall be made available.

In accordance with Article 3.2 of the Protocol, this timetable may be amended during the course of the procedure, in particular if there is any pre-trial motion or additional claim that delays the review of the merits of the case.

## J. APPEALING ICCP-CC DECISIONS

### J.1 Appealing judgments of the Commercial Court ruling on jurisdiction

The ICCP-CC's decision on jurisdiction may be challenged by means of an ordinary appeal or a fixed-day appeal (fast-track procedure) depending on whether it rules on jurisdiction and merits (2) or only on jurisdiction (1).

If the Parties agree, the provisions of the Protocols of procedure may apply to proceedings on jurisdiction.

#### J.1.1 Appealing judgments on jurisdiction only : fast-track procedure for fixed-day appeals<sup>85</sup>

In order to enable the parties promptly to continue the proceedings on the merits, a challenge to a judgment or interim order which only rules on jurisdiction, or on jurisdiction and on an investigative or provisional measure, shall go through a fast-track procedure known as "fixed-day procedure,"<sup>86</sup> which shall take place without pre-trial phase, the date of the oral arguments hearing being scheduled as soon as the appeal is filed<sup>87</sup>.

To expedite the process, the time limit to lodge an appeal is reduced to **15 days** from the delivery ("*notification*") of the judgment by the clerk's office of the Commercial Court<sup>88</sup>, increased by two months if the appellant lives abroad and by one month if the appellant lives in the French overseas territories, namely Guadeloupe, French Guiana, Martinique or Reunion Island, Mayotte, Saint Barthelemy, Saint Martin, Saint Pierre and Miquelon, French Polynesia, the Wallis and Futuna Islands, New Caledonia and the French Southern and Antarctic

85 Article 83 of the Code Civil Procedure.

86 Article 917 et seq. of the Code of Civil Procedure.

87 Article 85 paragraph 2 of the Code of Civil Procedure and Article 917 et seq. of the Code of Civil Procedure

88 Article 84 of the Code of Civil Procedure.



Territories (increased procedural time limits due to distance).<sup>89</sup>

### ***Appellant's obligations***

In order to obtain a date for oral arguments, the appellant must submit via RPVA:

- An application for leave to summon the defendant on a fixed day, failing which the notice of appeal shall be set aside;
- The appellant's written submissions on the merits, with references to supporting documents, together with an exhibit list;
- A copy of the decision against which the appeal is directed; and
- A copy of the notice of appeal if it has already been filed.

Copies of documentary evidence shall be filed directly with the ICCP-CA clerk's office, with indication of the docket number assigned to the application (RG number).

**Comments:** Lawyers are encouraged to add to their applications and their Appendixes, through whatever means, a request for assignment of the case to the ICCP-CA (see B1 on general jurisdiction), in particular if they can rely on a jurisdiction clause.

In addition, the appellant must file electronically a **notice of appeal** stating that the appeal is against a judgment on jurisdiction<sup>90</sup>.

The application shall be filed prior to service of the notice of appeal, in which case such notice must refer to the order of the first President on such application.

Once the appellant has obtained leave to summon the respondent on the date set by the order, the appellant shall summon the respondent as soon as possible to enable the respondent to prepare its defense in due time or within the time

<sup>89</sup> Article 643 of the Code of Civil Procedure.

<sup>90</sup> Article 85 of the Code of Civil Procedure.

limit, if any, set by the order.<sup>91</sup>

The appellant must imperatively submit a copy of the summons to the clerk's office of the Court by electronic means before the hearing, failing which the notice of appeal shall be set aside, and the judgment of the Commercial Court on jurisdiction will no longer be able to be challenged and will become final.<sup>92</sup>

### ***Respondent's obligations***

Upon receipt of the summons, the respondent must as soon as possible appoint a lawyer with right of audience before the Paris Court of Appeal so that the lawyer can file a notice of appointment **before the date of the hearing**. A respondent not represented by a lawyer will not be authorized to file any written submissions with the ICCP-CA.

### ***Appeal of an ICCP-CA judgment on jurisdiction only***

An ICCP-CA's decision that rules on jurisdiction may be challenged immediately ("*pourvoi*") to the Court of Cassation.<sup>93</sup>

### **J.1.2 Appealing a judgment ruling on both jurisdiction and the merits of the case: the ordinary appeal**

Where the Commercial Court has ruled on both its jurisdiction and on the merits in the same judgment, an ordinary appeal must be lodged. In this case, the Court of Appeal has authority to rule on both the merits and jurisdiction.<sup>94</sup>

91 Article 923 of the Code of Civil Procedure.

92 Article 922 of the Code of Civil Procedure.

93 Article 607-1 of the Code of Civil Procedure.

94 Article 90 of the Code of Civil Procedure.

## J.2 Appealing judgment on the merits: the ordinary appeal <sup>95</sup>

The time limit to appeal is of one month from the service ("*notification*") of the judgment <sup>96</sup>.

The time limit to appeal is increased by two months for parties living abroad and by one month for persons living in the French overseas territories: Guadeloupe, French Guiana, Martinique, Reunion, Mayotte, Saint Barthelemy, Saint Martin, Saint Pierre and Miquelon, French Polynesia, the Wallis and Futuna Islands, New Caledonia and the French Southern and Antarctic Territories<sup>97</sup>.

Since first instance judgments are provisionally enforceable by law notwithstanding appeal unless the law or the judgment itself provides otherwise, an appeal shall not suspend enforcement<sup>98</sup>.

Failure to comply with the time limits shall result in non-admissibility of the appeal and the first instance judgment shall become final.

## J.3 Appealing interim relief orders

The time limit to appeal first instance interim relief orders is 15 days from the service of the order on the opposing party<sup>99</sup>. The time limit is increased by one or two months (increased procedural time limits due to distance) where appropriate, depending on the place of residence of the appellant. <sup>100</sup>

The procedure for appealing against interim relief orders follows a fast-track procedure (expedited procedure ("*bref délai*"): see part M.1).

If the parties agree, the provisions of the Protocol may apply.

As the interim relief order is by law enforceable notwithstanding appeal; the appeal does not suspend enforcement. The judge cannot set aside statutory

<sup>95</sup> Articles 528 et seq. of the Code of Civil Procedure.

<sup>96</sup> Articles 528 and 538 of the Code of Civil Procedure.

<sup>97</sup> Article 643 of the Code of Civil Procedure.

<sup>98</sup> Article 514 of the Code of Civil Procedure.

<sup>99</sup> Article 490 (1) and Article 895 of the Code of Civil Procedure.

<sup>100</sup> Article 643 of the Code of Civil Procedure.

provisional enforcement when ruling in interim relief orders.<sup>101</sup>

#### J.4 Appealing orders issued by the judge assigned to the supervision of the case

In principle, the orders of the judge assigned to the supervision of the case are not subject to any recourse separately from the judgment on the merits.<sup>102</sup> Thus, any appeal is deferred until the judgment is delivered.

The decisions of the judge assigned to the supervision of the case before the Commercial Court may be appealed immediately in case of the appointment of a technical expert, subject to the prior authorization of the first President, if there are serious and legitimate grounds to appeal.<sup>103</sup>

Similarly, decisions of the judge assigned to the supervision of the case before the Commercial Court that declare the proceedings terminated ("*extinction de l'instance*") may be appealed within 15 days from the decision, plus, where appropriate, the increased procedural time limits (of one or two months) due to distance<sup>104</sup>.

The appellant may request a fast-track procedure if the case is urgent or ready for trial (see M.1) or opt for the fixed-day procedure if she/he demonstrates the existence of a risk of irreparable harm (see M.2). Otherwise, the ordinary appeal procedure applies.

101 Article 514-1 of the Code of Civil Procedure.

102 Article 868(1) of the Code of Civil Procedure.

103 Articles 868(2) and 272 of the Code of Civil Procedure.

104 Articles 868 paragraph 2 and 643 of the Code of Civil Procedure.

## K. CONDUCT OF PROCEEDINGS BEFORE THE ICCP-CA

### K.1 - Bringing a case before the ICCP-CA

A case is referred to the International Commercial Chamber by a notice of appeal in accordance with Articles 901 *et seq.* of the Code of Civil Procedure.

Procedural documents must be filed with the ICCP-CA by electronic means, failing which they are non-admissible, which the Court may raise on its own motion.<sup>105</sup>

In particular, the following shall be served by electronic means:<sup>106</sup>

- The notice of appeal and the respondent's notice of appointment and the documents associated therewith, whether served under the ordinary, a fixed-day appeal procedure or an appeal against a decision granting the *exequatur* or an application to set aside an international arbitral award;<sup>107</sup>
- The parties' written submissions;
- The notice to be filed with the Court of Appeal, in the case of referral after cassation ;
- The appeal of an order of the pre-trial judge (request for reconsideration) ; and

<sup>105</sup> Article 930-1 of the Code of Civil Procedure. This is mandatory, except in the case of reasons unrelated to the person (see below).

<sup>106</sup> Arrêté du 20 mai 2020 relatif à la communication par voie électronique devant les cours d'appel (A. n° JUST2002909A, 20 mai 2020)

<sup>107</sup> Article 1527 of the Code of Civil Procedure provides that "An appeal against the order that has ruled on the enforceability and an action for annulment of the award shall be lodged, heard and judged in accordance with the rules relating to contentious procedure set out in Articles 900 to 930-1".

- *Ex parte* applications for urgent measures<sup>108</sup>.

In order to interact with the Court of Appeal by electronic means, lawyers having the right of audience before the Paris Court of Appeal must be registered with RPVA (lawyers' virtual private network) and hold an access key to this network.

**Comments:** Lawyers are invited to contact the Paris Bar Association for information regarding practical aspects to register and obtain the "RPVA" key, and where appropriate registration for the training sessions provided by the Bar.

<http://www.avocatparis.org/CCIP-CA>

Consequently, any dispatch that would take the form, for example, of an e-mail sent to a personal e-mail address of the recipient or even to the generic e-mail box of the International Commercial Chamber cannot be considered as a referral to the court.

Where a document cannot be submitted by electronic means for any reason unrelated to the person producing it, the hard-copy version of the document shall be admissible. It may be delivered directly to the clerk's office of the ICCP-CA or sent by registered letter with acknowledgement of receipt.<sup>109</sup>

Similarly, where a document has to be produced before the expiry of a time period and cannot be submitted by electronic means on the last day of this time period for any reason unrelated to the person producing it, the time period shall be extended until the next working day.<sup>110</sup>

**Comments:** The existence of a reason unrelated to the person producing the document is assessed by the Court of Appeal or the pre-trial judge depending on the case.

This reason must originate in the electronic communication process itself, regardless of its users, and consist of a malfunction in the emitting and transmitting or receiving device. By way of example, the occurrence of a computer breakdown or a power failure may be considered as a reason unrelated to the person.

<sup>108</sup> Articles 958 and 959 of the Code of Civil Procedure.

<sup>109</sup> Article 930-1 paragraph 2 of the Code of Civil Procedure.

<sup>110</sup> Article 748-7 paragraph 2 of the Code of Civil Procedure.

Domicile abroad is not an external reason.

### **Optional electronic channel for other communications<sup>111</sup>**

If the documentary evidence supporting the written submissions cannot be filed by electronic means, in particular because of their volume, then they shall be filed with the clerk's office in accordance with Article 966 of the Code of Civil Procedure. Such filing shall be evidenced by mentioning the date of filing and the clerk's office's stamp on the copy, as well as on the original, which shall be returned immediately. Rules of access to the clerk's office are set out in Chapter R of this guide.

**Comments:** The obligation to use electronic communication systems only applies to transmissions from the parties to the court.

On the other hand, the parties have the option, and not the obligation, to communicate with each other via RPVA.

If they do not use RPVA, documents between the parties shall be served. This service takes the form of a formal service ("*signification*") where the party is not represented by a lawyer or service between lawyers under the conditions provided for by Articles 671 *et seq.* of the Code of Civil Procedure.

In accordance with Article 673 of the Code of Civil Procedure, direct service ("*notification directe*") occurs by handing the documents in duplicate to the lawyer to whom it is addressed, who immediately returns one of the copies to his colleague after having dated and stamped it.

The parties to the appeal proceedings shall pay a stamp duty of EUR 225, except for parties benefiting from legal aid. This stamp is sold in electronic form on the [Service-Public.fr](http://Service-Public.fr) website.

**The parties are requested to pay the stamp duty when filing the notice of appeal or the notice of appointment.**

**Comment:** Pursuant to Article 963 of the Code of Civil Procedure, failure to pay the stamp duty results in non-admissibility of the notice of appeal for the appellant and of the defense written submissions for the respondent, which may be raised on its own motion by the judge.

<sup>111</sup> Article 748-1 of the Code of Civil Procedure.

This stamp duty of EUR 225 is the only fee required from the parties by the Court, which does not subject the admissibility of the appeal and of the defense to the payment of other costs.

The President of the Chamber decides on the assignment of the case either by setting a date for an expedited appeal (Article 905 of the Code of Civil Procedure) or by appointing a pre-trial judge.

The clerk's office shall give notice thereof to the parties' lawyers.

## K.2 - Direction of a case to the case management procedure

See ICCP-CA Protocol: Article 4

Except where a case follows the expedited proceedings (see Article 905 of the Code of Civil Procedure, M.1 below), the case proceeds under the supervision of the pre-trial judge ("*conseiller de la mise en état*"), who is a judge of the Chamber to which the case is assigned.

Appeals on jurisdiction are not directed to case management and are managed and judged in accordance with the fixed day procedure (cf. J.1 and infra M.2), except where necessary (Article 925 of the Code of Civil Procedure).

## K.3 - Time limits for filing written submissions before the ICCP-CA under the Protocol

Without prejudice to the mandatory time limits for filing written submissions laid down in Articles 908 and 909 of the Code of Civil Procedure<sup>112</sup> and the increased procedural time limits due to distance provided for by Article 911-2 of the Code of Civil Procedure, and except in cases provided for in Article 905, the appellant shall file her/his first written submissions (the one that determines the subject matter of the dispute)<sup>113</sup> by electronic means to the ICCP-CA as soon as

<sup>112</sup> The appellant's submissions must be filed within three months of the filing of the notice of appeal, plus any time limits due to distance. The respondent's submissions must be filed within three months of the filing of the appellant's submissions, plus any time limits due to distance.

<sup>113</sup> Article 910-1 of the Code of Civil Procedure



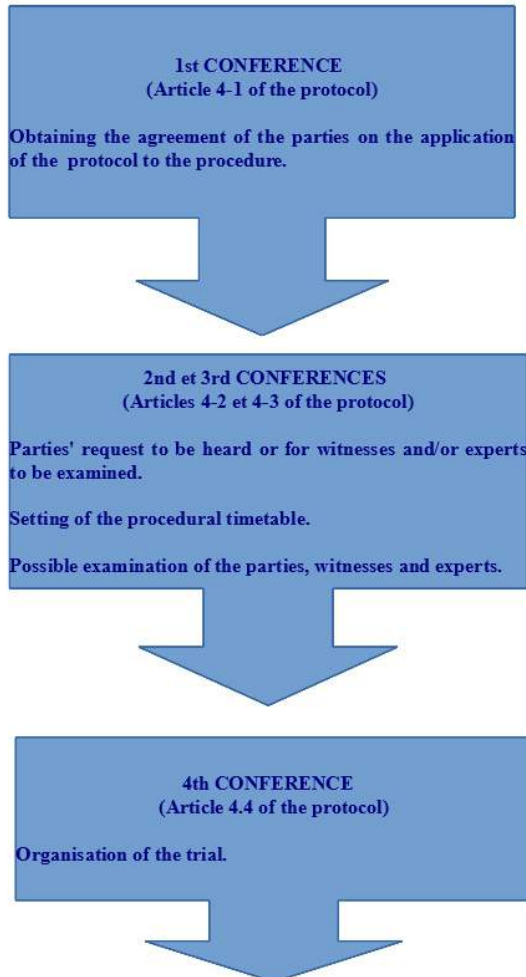
possible and if possible within **one month** from the date of the first pre-trial hearing.

Under the same conditions, the respondent, should file its written submissions in response by electronic means as soon as possible from the date of filing of the appellant's written submissions and if possible before the second pre-trial hearing.

## L. THE VARIOUS PRE-TRIAL HEARINGS

The pre-trial phase is made under the Protocol of three or four hearings, for which the lawyers shall receive an invitation via "RPVA" (*lawyer's virtual private network*).

### L.1 The first conference



### **L.1.1 Planning**

The parties shall be invited to a first conference within one month from the date of the notice of appeal.

### **L.1.2 Purpose**

This first conference is dedicated to obtaining the agreement of the parties to implement the Protocol (Article 4.1.1 of the Protocol).

The agreement of the parties to implement the Protocol will be recorded by a simple note in the court file. The parties' consent to the protocol can also be sent electronically (RPVA).

This agreement on the implementation of the Protocol is irrevocable and does not interrupt the deadlines in Articles 908 and 909 of the Code of Civil Procedure. Where appropriate, the parties may give their agreement in writing between the first and second conference.

#### **Comments:**

The Protocol shall only apply if all parties consent to the dispute being processed and ruled upon as provided for therein.

Lack of agreement does not relieve the ICCP-CA. Case management of matters that are not under the Protocol shall be continued in a dematerialized form.

At the first pre-trial hearing, the court may also record:

- The agreement of the parties on the law applicable to the dispute;
- The parties' agreement to conclude a participative procedural agreement for the purposes of pre-trial proceedings (Article 1544 of the Code of Civil Procedure—on this procedure, see L.6 below); and
- Where appropriate, the parties' opinions regarding the referral of the case to the Public Prosecutor.

### **L.1.3 Parties obligations**

The parties are not required to appear in person at this hearing. However, it is essential that their counsel be present in order to organize the proceedings as much in advance as possible.

**Comments:** The parties should therefore read the Protocol so that their counsel can indicate, at this first conference, whether or not they agree to its implementation.

## **L.2 The second conference**

### **L.2.1 Planning**

See ICCP-CA Protocol: Article 4.2.1

The second conference usually takes place after the appellant's and respondent's submissions have been filed within the time limits referred to in paragraph K.3.

### **L.2.2 Purpose**

The purpose of the second conference is to:

- Assess and/or seek the opinions of lawyers on the implementation of a judicial mediation;
- Set up a binding procedural timetable;

- Obtain the agreement of the parties on the undisputed facts as well as on the questions of facts and law raised by the dispute;
- Decide on any requests for the examination of witnesses and/or experts or on requests for production of documents held by the other party or a third party;
- Assess the advisability of transmitting the file to the Public Prosecutor for an opinion (if this point was not raised at the first pre-trial conference); and
- Provide indications on each of the parties' foreseeable costs and lawyers' fees.

#### **L.2.2.1 Setting up of a judicial mediation**

The parties' lawyers should consider the possibility of having the dispute resolved through judicial mediation and ensure that their clients have been informed of this option and its terms and conditions (see part Q, below).

A party who believes that a judicial mediation measure could be put in place may request it at any stage of the proceedings, but more appropriately at the second conference.

**Comment:** The parties and their counsel may at any time change their minds and request a judicial mediation during the proceedings and until the close of oral arguments. The International Commercial Chamber reserves the right to propose it to them again until the end of the proceedings.

#### **L.2.2.2 Procedural timetable**

A procedural timetable may be set up at the second conference.

The parties are invited to come together to agree on a proposed consensual timetable drawn up in accordance with the same template set out in Appendix 1.

Failing this, the appellant shall transmit to the ICCP-CA and the other parties no later than **15 days** prior to that hearing, a proposed procedural timetable drawn up in accordance with the same template as above.

The respondent shall complete and comment on this proposal and return the completed or amended document, at the latest, for this hearing.

The procedural timetable drawn up by the pre-trial judge includes, in particular:

- The dates of new written submissions, other than those referred to in Articles 909 and 910 of the Code of Civil Procedure;
- Where relevant, the dates for the personal appearance of the parties and/or witnesses' and experts' examination, and their foreseeable duration and, in that case, the date for submitting the written statements of the witnesses and/or experts appointed by the parties or the court;
- Where relevant, the date on which the Public Prosecutor shall submit its opinion;
- The date of the closing of the proceedings and of the last conference;
- The date of the oral arguments; and
- The date of the judgment reading or the date on which the judgment shall be made available to the parties.

**Comment:** The procedural timetable thus established is mandatory and may only be modified in the event of serious and duly justified cause.<sup>114</sup>

### **L.2.2.3 Requests for examination**

The parties shall transmit the list of the witness(es) and expert(s) they wish to examine to the Chamber and to the other parties, at least 15 days before the second conference, as well as the language requested for their examination and, where relevant, the name of the proposed interpreter.

In the event of disagreement between the parties on an examination, the pre-trial judge, after hearing the parties, will issue an order either at that hearing or

114 Article 764 of the Code of Civil Procedure

at a later date.

Orders dismissing an examination request shall be reasoned.

If the request for an examination is granted, the order of the pre-trial judge shall specify:

- Whether the examination hearing will take place before her/him or before the court;
- The place, day and time of the examination hearing; and
- The time limit within which the persons to be examined shall provide the written statement on the basis of which they will be examined and, where appropriate, the exhibits that will be relevant for the hearing.

The need for translation measures if counsel, parties, witnesses or experts choose to express themselves in a foreign language may be discussed at this hearing (see Part C of this Guide).

These examinations may take place during a pre-trial hearing to allow the parties to file subsequent written submissions.

#### **L.2.2.4 Statement of undisputed facts and list of issues raised by the litigation**

The parties shall agree on a joint statement of undisputed facts.

This statement, in the format set out in Appendix 2, shall include an objective and synthetic presentation of (i) the parties to the dispute, (ii) their activity, and (iii) the main objective facts that triggered the dispute.

The parties shall also propose, in accordance with the template provided in Appendix 3, a list - as far as possible on a consensual basis - of the questions of facts and law raised by the dispute and, where appropriate, the parties' views on the law applicable to the substance of the dispute, and, failing agreement, their respective summary positions on each of the points raised.

These documents may, where appropriate, also take the form of a deed

countersigned by the parties' lawyers.<sup>115</sup>

### **L.2.3 Obligations of the parties**

The parties shall take the following steps no later than 15 days before the second conference:

- Transmit to the clerk's office of the Chamber an electronic version of their submissions and exhibits;
- Submit a statement - as far as possible, consensual - of undisputed facts in accordance with the template provided in Appendix 2;
- Provide a list, to the extent possible jointly agreed, of the factual and legal issues raised by the dispute and the parties' views on the applicable law in accordance with the template provided in Appendix 3;
- Submit a draft procedural timetable drawn up in accordance with the template set out in Appendix 1; and
- Where relevant, provide a list of the names of witnesses and/or experts they wish to have examined before the court.

## **L.3 The third conference**

### **L.3.1 Planning**

The date of this hearing is set at the end of the second conference according to the specificities of each case.

### **L.3.2 Purpose**

This hearing can have several purposes:

<sup>115</sup> Article 1374 of the Civil Code.



- If no timetable has yet been drawn up, the purpose of the third conference will be to discuss and set up the mandatory procedural timetable.
- Similarly, if it has not been possible to rule on disputes between the parties concerning requests for examination or the production of documents, they will be discussed at this third conference.
- Finally, this conference may be devoted to the examination of parties, witnesses and/or experts, if necessary, on a collegial basis.

### **L.3.3 Obligations of the parties**

The obligations of the parties will depend on the agenda of this conference. Reference should therefore be made to paragraph L.2.3, whose provisions will apply as necessary.

## **L.4 Fourth and/or final conference**

### **L.4.1 Planning**

The date of this conference shall be set by the procedural timetable. Usually, this hearing takes place one month before the oral arguments hearing.

### **L.4.2 Purpose**

[See ICCP-CA Protocol: Article 4.41](#)

The purpose of the last conference is to organize the conduct of the oral arguments hearing and, in particular, the time available to each party to present its claims, including the time for claims relating to Article 700 of the Code of Civil Procedure.

The parties may produce invoices to support their claims under Article 700 of the Code of Civil Procedure.

The necessary translation measures may be discussed if the parties and/or witnesses and experts wish to express themselves in a language other than French in order to guarantee the public availability (open court) of the proceedings and, where relevant, to draw up the minutes of examination

(Articles 194 and 219 of the Code of Civil Procedure) recording the statements of the parties and witnesses speaking in a language other than French (see Chapters C and H).

### L.4.3 Obligations of the parties

It is up to the parties preparing for this hearing to:

- Inform the court of their requirements for the conduct of the oral arguments hearing (simultaneous translation, transcript of the hearing, and so on).
- For all companies, produce a French certificate of incorporation (“Kbis”) (or an equivalent document for companies registered abroad) less than three months old.

### L.5 Motions before the pre-trial judge

See Articles 907 *et seq.* and 780 to 807 of the Code of Civil Procedure  
See Articles 914 *et seq.* of the Code of Civil Procedure

As soon as he/she has been appointed, the pre-trial judge has sole jurisdiction to rule on the appeal lapsing (Articles 902 and 908 of the Code of Civil Procedure), non-admissibility of submissions (Articles 909 and 910 of the Code of Civil Procedure) or non-admissibility of the appeal, requests for interim relief measures, provisional and investigation measures or certain requests relating to the provisional enforcement of the judgment appealed against or of the arbitral award subject to set-aside proceedings.

The pre-trial judge sets the hearing dates on which pre-trial motions will be heard.

The pre-trial judge shall rule on procedural objections and on the pleas of inadmissibility.

**Comment:** Pre-trial motions should be filed separately from submissions on the merits and must be specifically addressed to the pre-trial judge.

## L.6 Participative procedural agreement

See Article 4.5 of the ICCP-CA Protocol  
See Articles 2062 to 2068 of the Civil Code  
See Articles 1542 to 1564-7 of the Code of Civil Procedure

If the parties wish to have greater flexibility and freedom in organizing the pre-trial phase, Article 4.5 of the Protocol applicable before the ICCP-CA provides for the possibility to conclude a "*participative procedural agreement for case management purpose.*"

The participative procedural agreement is an agreement whereby the parties to a dispute undertake to work jointly and in good faith toward the amicable resolution of their dispute or the conduct of the pre-trial phase (Article 2062 of the Civil Code).

In accordance with Article 2063 of the Civil Code, this participative procedural agreement must be in writing and set forth its duration, the subject matter of the dispute, the documentary evidence and information necessary for the resolution of the dispute or the pre-trial phase and the terms and conditions of their production, and, where relevant, the deeds countersigned by their lawyers that the parties agree to establish.

In this agreement the parties may determine, together with their lawyers, the procedural timetable, and in particular the dates on which they will produce their written submissions and exhibits.

The participative procedural agreement for case management purposes also allows to provide for the manner in which the parties shall produce evidence in support of their claims and to indicate the deeds countersigned by their lawyers, which they instruct them to establish jointly and in an adversarial manner.

The parties may, in particular, by means of deeds countersigned by lawyers:

- Indicate the facts and/or documentary evidence, whose existence, content, or interpretation is undisputed, which have not been indicated in the participative procedural agreement;
- Determine the legal issues that will be discussed, provided that they relate to rights that are freely available to them;

- Agree on the modalities of communication of their written submissions;
- Appoint a technical expert;
- Appoint a judicial conciliator or mediator;
- Record the statements of the parties, heard successively in the presence of their counsel, including their direct examination (presentation of the dispute, their claims, and the questions put by their counsel) and their cross examination as well as the observations they wish to make;
- Record the statements of any person who agrees to testify on the facts which she/he witnessed or which she/he personally observed, collected by the lawyers, spontaneously or on their examination; and
- Record the findings or opinions given by a technical expert, collected jointly by the lawyers.

**Comment:**

The conclusion of such an agreement may significantly reduce the time required for the pre-trial phase since, before the Court of Appeal, informing the judge of the conclusion of a participative procedural agreement between all the parties to the appeal proceedings interrupts the time limits mentioned in Articles 905-2 and 908 to 910 for filing written submissions and a cross-appeal.

The interruption of these time limits lasts until the judge is informed of the termination of the participative procedural agreement (Article 1546-2 of the Code of Civil Procedure).

Where the parties and their lawyers justify having concluded a participative procedural agreement governing the pre-trial proceedings, the judge may, at their request, set the date of the closing of the pre-trial phase hearing and the date of the oral arguments hearing. The judge shall postpone the examination of the case to the first hearing referred to above. In the absence of such a request, the judge shall order the withdrawal of the case from the Court's docket (Article 1546-1 paragraph 2 of the Code of Civil Procedure).

The conclusion of a participative procedural agreement for case management purposes amounts to a waiver by each party of the right to file pleas of non-admissibility, or any procedural exception and of the provisions

of Article 47 of the Code of Civil Procedure, with the exception of those which arise or are revealed after the signing of the participative procedural agreement (Article 1546-1 paragraph 3 of the Code of Civil Procedure).

## M. FAST-TRACK PROCEDURES

Procedural time limits may be shortened by using expedited procedures, fixed-day proceedings or proceedings for interim reliefs.

### M.1 Expedited procedure ("*procédure à bref délai*")<sup>116</sup>

#### M.1.1. Before the ICCP-CC

The time limits for proceedings before the ICCP-CC may be shortened by using the expedited procedure in accordance with Article 858 of the Code of Civil Procedure upon authorization granted by the President of the Court.

#### M.1.2. Before the ICCP-CA

The time limits for the appeal procedure before the ICCP-CA may be shortened by using the expedited procedure in the following cases (Article 905) :

- Where the case is urgent; or
- Where the case is ready for trial; or
- In the case of an appeal against an interim relief order or a judgment on the merits already rendered under the fast-track procedure.
- In the case of an appeal against an order of the pre-trial judge made under Article 795 (paragraphs 1° to 4°)
- In the case of an appeal against a judgment ruling on the merits and on a plea of inadmissibility made during the pre-trial phase under Article 789 paragraph 9.

The expedited procedure may be implemented at the request of one of the

<sup>116</sup> Articles 905 to 905-2 of the Code of Civil Procedure.

parties (appellant or respondent) or by the ICCP-CA judges on their own motion.

Where the case is urgent or where it is ready for trial, the appellant may submit a request stating the reasons therefor - which does not require any special form - immediately upon receipt of the notice of appeal or the respondent's notice of appearance, to the President of the Chamber, or to the pre-trial judge if it has been appointed, for the purpose of obtaining an early hearing date.

If this request is granted, the appellant must serve on the defendant the notice of appeal <sup>117</sup> with mandatory information within **10 days** of receipt of the hearing notice ("*avis de fixation*") sent by the clerk's office (increased, where applicable, by the procedural time limits due to distance). Failure to comply with that 10-day requirement will result in the notice of appeal lapsing<sup>118</sup> which the President of the Chamber or the judge appointed by the first President may raise on their own motion. However, if, in the meantime, the respondent has appointed a lawyer before service the notice of appeal, the appellant shall proceed by notification to this lawyer.

The appellant shall file its submissions with the clerk's office within one month from the receipt of the hearing notice (increased, where appropriate, by the time limits due to distance), failing which the notice of appeal shall lapse. <sup>119</sup>

The respondent shall file its submissions with the clerk's office within one month from the service of the appellant's submissions and, where appropriate, shall lodge a cross-appeal or a so-called "*induced appeal*" ("*appel provoqué*") within the same time limit (increased, where appropriate, by the procedural time limits due to distance), failing which they shall be held non admissible.<sup>120</sup>

A respondent to a cross-appeal or to an induced appeal has one month from the filing of the cross-appeal or induced appeal to which a copy of the hearing notice is attached, to file its submissions with the clerk's office.

The submissions must be filed electronically.

117 See Article 905-1 paragraph 2.

118 Article 911-2 of the Code of Civil Procedure.

119 Article 911-2 of the Code of Civil Procedure.

120 Article 911-2 of the Code of Civil Procedure.

The President or the pre-trial judge may set shorter time limits if the case so justifies.

## **M.2 The fixed-day procedure before the ICCP-CA<sup>121</sup>**

The procedure outlined for appeals against decisions based solely on jurisdiction is applicable and specific reference is made to section J.1 of this Guide.

The interested party will have to establish that its rights are at risk and this risk must be established within the application.

The danger involves a risk of serious harm to the rights of a party, in a context of exacerbated urgency. This may in particular be the case where the lower court decision affects the rights and obligations of a party to a contract involving sequential performance (e.g., obligation to perform a contract or, conversely, termination of the contract), or in the event of a prohibition resulting from interim relief proceedings (especially where it is subject to a periodic penalty payment) or in the event of proceedings to set aside an international arbitration award, in particular for partial awards.

This is a case-by-case assessment. The decision rendered is a court administration measure that cannot be challenged.<sup>122</sup>

The fixed-day procedure before the court may be requested by the appellant and the respondent or ordered on their own motion by the judges of the Chamber.<sup>123</sup> In the latter case, the schedule of the case will be determined in accordance with the rules of the fixed-day procedure. The appellant must summon the respondent for the fixed-day hearing, and file the summons with the court before the hearing.

Applications to set up a hearing date shall be made within two months from the notice of appeal by the respondent who has appointed counsel.<sup>124</sup>

<sup>121</sup> Articles 917 *et seq.* of the Code of Civil Procedure.

<sup>122</sup> Cass. Civ. 2nd, March 17, 2016, n°15-10.865.

<sup>123</sup> Article 917 paragraph 2 of the Code of Civil Procedure.



If the respondent does not file written submissions, the appellant will not be allowed to file a second set of written submissions. Exhibits filed by the appellant subsequent to its application shall be set aside, if they are not filed in reply to the new exhibits filed by the respondent, and in any event if the respondent has not yet filed its submissions.

Submissions and exhibits may be produced until the last moment, except in cases where the court finds that the late production was only done with the intention to impede the adversarial nature of the proceedings.

**The respondent must appoint a counsel by way of a notice of appearance; written submissions do not amount to a notice of appearance and will not be admissible if the respondent has not filed his notice of appearance.**

Fast-track procedures	Expedited procedure	Fixed-day procedure
Provisions	Articles 905 to 905-2 Code of Civil Procedure	Articles 917 <i>et seq.</i> of the Code of Civil Procedure
Conditions	The case is urgent; or The case is ready for trial; or The appeal relates to an interim relief order or a judgment on the merits under the fast-track procedure	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appeal from a judgment ruling exclusively on jurisdiction (Articles 83 <i>et seq.</i> of the Code of Civil Procedure); or</li> <li>• Rights at risk</li> </ul>
Time limits for appeals	15 days for appeal of interim relief orders; or Ordinary appeal time limit (1 month + increased time limits due to distance)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 15 days (+ increased time limits due to distance) for the appeal on jurisdiction only; or</li> <li>• Ordinary appeal time limit (1 month + increased time limits due to distance)</li> <li>• For the respondent who has appointed counsel, an application for file within 2 months from the notice of appeal.</li> </ul>
Form of document bringing the case before the court	No special form is required for the application  Notice of appeal Service of the notice of	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bringing the case before the First President of the Court of Appeal with an application seeking leave to summon on a fixed date,</li> </ul>

124 Article 924 of the Code of Civil Procedure.

	appeal within 10 days from the receipt of the hearing notice	exhibits and appealed judgment <ul style="list-style-type: none"> <li>• Notice of appeal</li> <li>• Summons of the opposing party to be filed with the clerk's office before the hearing</li> </ul>
Sanctions for noncompliance with required form	Lapsing of the notice of appeal raised by the judge on its own motion for failure to serve it within 10 days	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appeal on jurisdiction only: lapsing if no application before the First President of the Court of Appeal is filed within the prescribed time limit</li> <li>• For other cases, appeal is admissible but not on a fixed day.</li> </ul>
Deadlines for filing written submissions	<p>For the appellant: 1 month as of receipt of the hearing notice (+ increased time limits due to distance), failing which the appeal will lapse</p> <p>For the respondent: 1 month from the filing of the appellant's submissions (+ increased time limit due to distance).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appellant's submissions filed with the application as soon as the appeal proceedings start</li> <li>• The respondent must file submissions before the hearing</li> </ul>

## N. INTERNATIONAL ARBITRATION APPEAL PROCEEDINGS BEFORE THE ICCP-CA

### N.1 Types of recourse

#### N.1.1 Recourse against awards rendered in France

**In the case of international arbitral awards** rendered in France, the recourse may seek to set aside the award; appeal of the order granting the exequatur of the arbitral award or challenge a decision refusing recognition or exequatur of an arbitral award.

**Setting aside the award**<sup>125</sup>: in principle this is the only possible recourse. It must be brought before the Court of Appeal of the district where the award was rendered within one month after the service of the award.<sup>126</sup>

Article 1520 of the Code of Civil Procedure determines the list of exhaustive cases in which setting aside proceedings may be brought and provides that:

*"An award may only be set aside where:*

*1° The arbitral tribunal wrongly upheld or declined jurisdiction; or*

*2° The arbitral tribunal was not properly constituted; or*

*3° The arbitral tribunal ruled without complying with the mandate conferred upon it; or*

*4° Due process was violated; or*

*5° Recognition or enforcement of the award is contrary to international public policy."*

In addition:

- Setting aside proceedings shall automatically trigger an appeal against the order of the judge who ruled on the exequatur or removal of the case from this judge's docket.<sup>127</sup>

<sup>125</sup> Article 1518 of the Code of Civil Procedure.

<sup>126</sup> Article 1519 of the Code of Civil Procedure.

<sup>127</sup> Article 1524 of the Code of Civil Procedure.

- Setting aside proceedings and the appeal against the order granting the exequatur have no suspensive effect. However, the First President ruling on interim reliefs or the pre-trial judge, as soon as the matter is brought before her/him, may stay or adapt the enforcement of the award if such enforcement is likely to seriously harm the rights of one of the parties.<sup>128</sup>

**Appeal of the order granting the exequatur of the arbitral award**<sup>129</sup>: In principle, this appeal is not possible unless the parties have waived the right to seek to set aside of the award, in which case they may still appeal the order granting the exequatur of the award on one of the grounds provided for in Article 1520 of the Code of Civil Procedure. In such a case, the appeal shall be filed within one month from the service of the award.

**Appeal of a decision refusing recognition or exequatur of an arbitral award**: this appeal shall be lodged within one month from the service of the decision.<sup>130</sup> In such a case, the Court of Appeal shall, at the request of a party, rule on the setting aside of the award unless the party has waived the right to start such recourse or the time limit for exercising it has expired.

## **N.1.2 Recourse against awards rendered abroad**

In the case of international arbitral awards **rendered abroad**, an appeal may be lodged **against the decision which rules on an application for recognition or exequatur of the arbitral award**.<sup>131</sup> In such a case, the appeal shall be lodged within one month from the service of the decision, or, if the parties have so agreed, within one month as of the service of the enforceable award.

The Court of Appeal may refuse recognition or exequatur of the arbitral award only in the cases provided for in Article 1520 of the Code of Civil Procedure.

## **N.2 Referral to the ICCP-CA**

### **N.2.1 - Applicable procedure**

<sup>128</sup> Article 1526 of the Code of Civil Procedure.

<sup>129</sup> Article 1524 of the Code of Civil Procedure.

<sup>130</sup> Article 1523 of the Code of Civil Procedure.

<sup>131</sup> Article 1525 of the Code of Civil Procedure.

Appeal of an order ruling on the exequatur and setting aside proceedings shall be lodged, supervised and ruled on in accordance with the rules set forth in Articles 900 to 930-1 of the Code of Civil Procedure.

Reference is made to the rules described in Section K3, which also apply to recourses in international arbitration matters.

Comments: Compliance with this rule justifies that a translation of the award be attached to the notice of appeal if the award is not in French. In accordance with Article 1515 of the Code of Civil Procedure, the requesting party may be asked to produce a translation drawn up by a translator registered on a list of judicial experts or by a translator authorized to work for the judicial or administrative authorities of another member state of the European Union, or a member state of the European Economic Area or of the Swiss Confederation.

The translation must be produced no later than the second conference.

If the parties agreed on the implementation of the Protocol, they may benefit from its provisions, which implies that examination may take place, where relevant in English, without an interpreter.

Comments: The appropriateness of organizing the examination of the parties, witnesses or experts in the context of these proceedings will be carefully assessed in light of the traditionally limited review of the judge in this area which the application of the rules of the Protocol is not intended to call into question.

### **N.2.2 Effect of the dismissal of the appeal or recourse**

In accordance with Article 1527 of the Code of Civil Procedure, the dismissal of the appeal against the order granting exequatur or the setting aside proceedings effectively grants exequatur of the arbitral award or of those provisions that are not affected by the court's setting aside decision.

## O. JUDGMENTS OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS

### O.1 Form of judgments of the International Commercial Chambers

Without prejudice to compliance with the rules relating to the judgment set out in Articles 450 *et seq.* of the Code of Civil Procedure, particular care is exercised in the drafting of the decisions of the International Commercial Chambers in order to tend towards a clear, structured and reasoned drafting.

The judgments are written in direct style, include numbered paragraphs and are structured according to a plan that may include the following sections:

- Section I: contains the statement of undisputed facts. This section may usefully repeat the consensual statement that the parties may have filed with the court in order to avoid any difficulties on undisputed facts.
- Section II: provides a summary of the procedure.
- Sections III: present the parties' claims. Without prejudice to the application of Article 455 of the Code of Civil Procedure, these parts should repeat the operative part ("*dispositif*") of the latest submissions filed by the parties. As indicated above (see part E.2), only the parties' "claims" strictly speaking will be included in this part, which effectively excludes requests for "acknowledgements" or "findings".
- Section IV and V: present the parties' pleas and set Chambers' reasons for the decision (they may be under the same part if necessary).
- Section VI: presents the operative provisions of the judgment and begins with the words "For these reasons".

Comments: In accordance with Article 480 of the Code of Civil Procedure, together with Article 1355 of the Civil Code, only what is decided in the operative part of the judgment has, as soon as it is pronounced, the authority of *res judicata*.

## O.2 Judgments delivery

Judgments are delivered publicly, except in cases involving trade secrets under the conditions provided for in Article L. 153-1, paragraph 3, of the French Commercial Code.

The judgment is made available at the clerk's office of the Commercial Court in paper or electronic form (via "RPVA").

The International Commercial Chambers may adapt the drafting of their decisions and adapt their public availability to protect trade secrets.<sup>132</sup>

Decisions can therefore be pronounced in closed hearings. Information involving trade secrets may be concealed in published decisions.

Furthermore, at the request of a party, an extract of the decision containing only the operative part of the decision, bearing the "enforcement formula", may be provided to that party for the purposes of its enforcement.<sup>133</sup>

## O.3 Translation

The judgments and rulings of the ICCPs are written in French. For cases in which the parties have agreed on the implementation of the Protocol, a sworn translation into English will be addressed to the parties.

## O.4 Copies of decisions and publication

Either party shall be entitled to have a copy of the decision bearing the "enforcement formula".<sup>134</sup>

Third parties shall be entitled to receive copies of publicly available judgment

<sup>132</sup> Article L. 153-1 of the Commercial Code.

<sup>133</sup> Article R. 153-10 of the Commercial Code.

<sup>134</sup> Article 465 of the Code of Civil Procedure.

from the clerk's office.<sup>135</sup>

However, ICCP-CC judgments are available on the website of the clerk's office of the Commercial Court (through a subscription) and most of the judgments of the ICCP-CA and certain orders of the pre-trial judge, as well as their free translations, can also be found on the Chamber's website - [ICCP-CA website](#).

The judgments rendered by the ICCP-CC can be found on the website of the clerk's office the day after they are made available.

135 Article 11-3 of Act No. 72-626 of 5 July 1972 instituting an enforcement judge and relating to the reform of civil procedure and Article L. 111-4 of the Judicial Organisation Code.



## P. COSTS AND EXPENSES<sup>136</sup>

**Legal costs (“dépens”):** The losing party is ordered to pay the legal costs, unless the judge orders another party to pay all or part of them.<sup>137</sup> The first instance or appeal decisions shall only specify which party shall bear the legal costs without indicating the amount, with the exception of the clerk’s office fees for the ICCP-CC. Costs recovery shall be undertaken amicably. In the event of difficulties, the parties may ask the secretary of the court that rendered the judgment to verify the amount.<sup>138</sup>

**Fees that are not included in legal costs (lawyers’ fees):** fees not included in the legal costs are charged to the losing party or the party liable to pay the legal costs (Article 700 of the Code of Civil Procedure) unless the judge decides otherwise.

Their amount shall be determined by the judge on a lump-sum basis requested by the parties, the judge taking into account equity or financial situation of the losing party.

The amount will be assessed in light of the invoices that may be produced. The parties may discuss the principle and amount at the oral arguments hearing or, earlier, during one of the pre-trial hearings (see L.2 and L.4). The parties shall submit invoices for translations, where they are not included in legal costs, as well as invoices from all persons whose services were necessary (this notably includes stenotyping).

136 Article 695 et seq. of the Code of Civil Procedure.

137 Article 696 of the Code of Civil Procedure.

138 Articles 704 et seq. of the Code of Civil Procedure.

## Q. ALTERNATIVE DISPUTE RESOLUTION JUDICIAL CONCILIATION AND MEDIATION

### Q.1 Judicial Conciliation

#### Q.1.1 Overview

The parties or the judge may propose a conciliation procedure throughout the proceedings (Article 128 of the Code of Civil Procedure).

Conciliation is attempted, unless otherwise provided for, at the place and time that the court deems favorable and according to the terms determined by the court (Article 129 § 1 of the Code of Civil Procedure).

The judge in charge of the prior attempt at conciliation may order the parties to meet with a judicial conciliator who will inform them of the subject and conduct of the conciliation procedure, under the conditions set forth in Article 22-1 of the Law No. 95-125 of 8 February 1995 (Article 129 § 2 of the Code of Civil Procedure).

The parties can ask the judge to acknowledge the conciliation agreement (Article 129-1 of the Code of Civil Procedure).

#### Comments:

Counsel shall inform their clients of the potential benefits of a conciliation measure. This alternative dispute resolution mechanism has the following advantages:

**Speed:** its duration cannot exceed three months, renewable once at the request of the conciliator for a further three months (Article 129-2 of the Code of Civil Procedure).

**Confidentiality:** the conciliator's findings and the statements of the parties that she/he collects cannot be produced or invoked in the further proceedings without the agreement of the parties or, in any event, in another instance (Article 129-4 § 2 of the Code of Civil Procedure). The parties will

also avoid public hearings. Confidentiality is an important advantage of the conciliation measure where the dispute is likely to damage the notoriety, reputation, image of a party or jeopardize trade secrets.

Monitoring by the judge: the judge still has jurisdiction, as the conciliation procedure is conducted in parallel with the judicial procedure. It is monitored by the judge assigned to the supervision of the case who may terminate the procedure at any time at the request of one of the parties or if the conciliator decides so or of its own motion if its smooth conduct appears compromised (Article 129-5 of the Code of Civil Procedure).

However, the judge is not involved in the parties' discussions with the conciliator.

The conciliation procedure suspends the limitation period (Article 2238 of the Civil Code).

The conciliation procedure is free and the parties may avoid the costs of a trial if it is successful.

The conciliation procedure may put a definitive end to legal disputes when it leads to the formalization of a settlement agreement, in accordance with Articles 2044 *et seq.* of the Civil Code, and possibly to its approval ("*homologation*") by the judge, which makes the conciliation agreement of equal value than a court decision.

### **Q.1.2 Formalism of the procedure**

The conciliation procedure may be proposed:

In the course of the proceedings before the judge assigned to the supervision of the case, or the pre-trial judge,

Orally at the pre-trial hearing in the presence of the parties and/or their counsel. No specific form is required.

In a court decision reopening the oral arguments or ruling on part of the dispute.

The parties agree:

- Directly or through their counsel,
- At the hearing, this agreement is recorded in the case file or in the record of the hearing,
- By means of post-hearing submissions during deliberations,
- By mail or e-mail via "RPVATC" or RPVA at any time.

The agreement may submit all or part of the dispute to the conciliator.

### **Q.1.3 Setting up of the procedure of conciliation**

Where the judge, in accordance with a specific provision, delegates its conciliation power, it appoints a judicial conciliator for this purpose, indicates the duration of his or her mission and sets the date on which the case will be heard (Article 129-2 of the Code of Civil Procedure).

The conciliation can only be conducted by a natural person.

As soon as the conciliator is appointed, the clerk's office sends the parties and the conciliator a simple letter containing the copy of the appointment decision.

### **Q.1.4 Duration of the conciliation**

In order to proceed with the conciliation attempt, the judicial conciliator shall summon the parties as necessary, on the day and at the time she/he determines.

The parties may be assisted before the judicial conciliator by a person having right of audience before the court that delegated the conciliation procedure (Article 129-3 of the Code of Civil Procedure).

The initial duration of the conciliation procedure may not exceed three months, renewable once, for the same duration, at the request of the conciliator (Article 129-2 of the Code of Civil Procedure).

Beyond the maximum six-month period, the judicial conciliation procedure ends. However, if the parties reach an agreement after the end of the measure, such settlement falls within the scope of the "contractual conciliation" ("*conciliation conventionnelle*") governed by Articles 1530, 1531 and 1536 to 1541 of the Code of Civil Procedure.

### Q.1.5 Difficulties in the course of the conciliation procedure

The judicial conciliator keeps the judge informed of any difficulties encountered during its mission, as well as of the success or failure of the conciliation measure (Article 129-5 paragraph 1 of the Code of Civil Procedure).

If the difficulties lead to a decision to stop the conciliation procedure, the judge may terminate the conciliation at any time, at the request of a party or if the conciliator so decides. The judge may also terminate the conciliation on its own motion where the smooth conduct of the conciliation procedure is compromised. The clerk's office of the court informs the conciliator and the parties (Article 129-5(2) of the Code of Civil Procedure).

In any case, the case must first be recalled to a hearing to which the parties shall be summoned by the clerk's office by registered letter with acknowledgement of receipt. At this hearing, the judge, if it terminates the conciliator's mission, may continue the proceedings.

The decisions taken by the judge during the conciliation procedure are measures of judicial administration that cannot be appealed (Article 129-6 of the Code of Civil Procedure).

## Q.2 Mediation

### Q.2.1 Overview

The judge hearing a dispute may, after obtaining the agreement of the parties, appoint a third person to hear the parties and discuss their positions with a view to enabling them to reach an amicable resolution (Article 131-1 of the Code of Civil Procedure).

#### Comments:

- Counsel shall inform their clients of the potential benefits of a mediation. The alternative dispute resolution mechanism has the following advantages:
- Speed: its duration cannot exceed three months, renewable once for the same duration at the request of the mediator,
- Confidentiality : the mediator's comments and the parties' statements may not be invoked or produced without their agreement in the further proceedings or in any other proceedings

(Article 131-14 of the Code of Civil Procedure). The parties will also avoid public hearings. This confidentiality is a major advantage of mediation where the dispute is likely to damage the notoriety, reputation and image of a party.

- Monitoring by the judge : the judge still has jurisdiction over the dispute as the mediation is conducted in parallel with the judicial procedure. It takes place under the control of the judge assigned to the supervision of the case, who may terminate it at any time at the request of the parties, the mediator or on its own motion where the smooth conduct of mediation is compromised (Article 131-10 of the Code of Civil Procedure). However, the judge is not involved in the parties' discussions with the mediator.

It is less expensive than a lawsuit.

It suspends the limitation periods (Article 2238 of the Civil Code). Furthermore, before the Court of Appeal, the decision to order mediation interrupts the time limits for filing written submissions and filing a cross-appeal provided for in Articles 905-2 and 908 to 910 of the same Code. The interruption lasts until the end of the mediator's mission (Article 910-2 of the Code of Civil Procedure).

It can put a definitive end to legal disputes when it leads to a settlement agreement and possibly its approval by the judge.

## **Q.2.2 Formalism of the procedure**

### **Mediation may be proposed :**

- Orally at the hearing in the presence of the parties and/or their counsel. No specific form is required.
- By way of a notice with a request for a written response from the parties' counsel,
- Through a pre-trial order ruling on a procedural exception, a pre-trial motion, a request for documentary evidence ...
- In a court decision reopening the oral arguments, appointing an expert, or ruling on part of the dispute.

### **The parties may agree:**

- Directly or through their counsel,
- At the hearing, this agreement is mentioned in the case file or in a record of the hearing,
- By means of post-hearing submissions during deliberations,
- By mail or e-mail via the "RPVA" at any time.

The agreement may submit all or part of the dispute to the mediator.

### **Q.2.3 Setting up of the procedure of mediation**

As soon as a mediator is appointed, the clerk's office sends the parties and the mediator a simple letter containing a copy of the appointment decision. The mediator shall immediately inform the judge of its acceptance (Article 131-7 of the Code of Civil Procedure); no form is required for this acceptance or possible refusal.

Mediation can be conducted by a natural person or a legal entity (there are several mediation centers).

If the appointed mediator is a legal entity, its legal representative shall seek the judge's approval of the natural person or persons who will conduct the mediation within the entity and on its behalf (Article 131-4 of the Code of Civil Procedure).

No specific form is required for the application for approval or for the approval itself.

### **Q.2.4 Advance on mediation fee**

The decision ordering the mediation shall indicate the deposit to be paid in advance for the mediator's fees.

The deposit is paid to the court management service ("*régie*").

If no deposit is paid, the decision lapses and the proceedings continue without mediation (Article 131-6 of the Code of Civil Procedure).

### **Q.2.5 Duration of the mediation**

As soon as the mediator is informed by the clerk's office of the payment of the deposit (in writing, electronically or by fax), the mediator must summon the parties (Article 131-7 of the Code of Civil Procedure).

The initial duration of the mediation may not exceed three months. It may be renewed once, for the same duration, at the request of the mediator (Article 131-3 of the Code of Civil Procedure). Only the mediator may in principle request an extension of the time limit.

Beyond the maximum six-month period, the judicial mediation measure ends. If the parties reach an agreement after the end of the mediation procedure, such settlement falls within the scope of the "contractual mediation" ("*médiation conventionnelle*") governed by Articles 1530 to 1535 of the Code of Civil Procedure.

### **Q.2.6 Difficulties during the mediation procedure**

The mediator keeps the judge informed of any difficulties encountered during his or her mission (Article 131-9 of the Code of Civil Procedure). If the difficulties lead to a decision to terminate the measure (Article 131-10 of the Code of Civil Procedure):

- Termination is possible at any time at the request of a party or if the mediator decides so;
- The judge may also terminate it when the smooth conduct of the mediation is compromised ;
- In any event, the case must first be recalled to a hearing to which the parties shall be summoned by the clerk's office by registered letter with acknowledgement of receipt;
- At this hearing, the judge, if it terminates the mediator's mission, may continue the proceedings. This decision cannot be appealed (Article 131-15 of the Code of Civil Procedure).



## R. PRACTICAL INFORMATION ON THE INTERNATIONAL COMMERCIAL CHAMBERS

### R.1 Obtaining general information on the ICCP-CC

The ICCP-CC has its headquarters at the Paris Commercial Court located at 1 Quai de la Corse, 75004 Paris.

For all general information on the ICCP-CC, it is recommended to first consult the website of the clerk's office of the Paris Commercial Court available at: [www.greffe-tc-paris.fr](http://www.greffe-tc-paris.fr).

### R.2 Obtaining general information on the ICCP-CA

The ICCP-CA is located at 10 Boulevard du Palais, 75001 Paris. The clerk's office of the Chamber is located on the 1<sup>st</sup> floor of building E, sector A, level 0 (office E0 A0 1).

For all general information on the ICCP-CA, it is recommended to first consult the website of the International Commercial Chamber of the Court of Appeal at: <https://www.cours-appel.justice.fr/paris/presentation-generale-ccip-ca-iccp-ca>

Without prejudice to compliance with the rules on electronic communication for the conduct of proceedings, the parties may communicate with the ICCP-CA by e-mail sent to the following address: [chambre5-16.ca-paris@justice.fr](mailto:chambre5-16.ca-paris@justice.fr)

The opening hours of the clerk's office are: 9am-5pm Monday to Friday. If necessary, the parties may also, during working hours, contact the clerk's office of the Chamber by telephone: +33 01 70 60 09 16.

If the ICCP-CA clerk's office is unavailable, please contact the Central Civil Clerk, office 1D04 (full contact details on the website of the Paris Court of Appeal) : <https://www.cours-appel.justice.fr/paris/accueil-du-greffe-civil-central>

## APPENDIXES

**APPENDIX 1**

**Template for a procedural timetable**

**RG No:**  
**Conference of**  
**Served on:**

**For: [     ]**

Appellant/Respondent  
Having as counsel with right of audience:  
Having as trial counsel:

**SUGGESTED TIMETABLE**

**EXAMINATION OF PARTIES, WITNESSES, EXPERTS**

**Are you considering requesting oral examinations?**

<b>Appellant:</b>	<b>YES</b>	<b>NO</b>
<b>Respondent:</b>	<b>YES</b>	<b>NO</b>

**IF YES, please provide details on the following deadlines:**

**Foreseeable date of production of written statements:**

**Dates and foreseeable duration of the parties' personal appearance:**

<b>Appellant:</b>	<b>Respondent:</b>
Dates	Dates
Duration	Duration

**Dates and foreseeable duration of examination of witnesses:**

<b>Appellant:</b>	<b>Respondent:</b>
Dates	Dates
Duration	Duration

**Dates and foreseeable duration of examination of experts:**

Appellant:  
Dates  
Duration

Respondent:  
Dates  
Duration

**DATE OF ELECTRONIC SERVICE OF WRITTEN SUBMISSIONS**

Appellant's submissions in response by:

Respondent's submissions in response on or before:

**LAST CONFERENCE AND CLOSURE OF THE PRE-TRIAL PHASE:**

Date of the last conference:

Date of closure of the pre-trial phase:

**ORAL ARGUMENTS HEARING:**

Date of the oral arguments hearing:

Desired length of oral arguments for each of the parties:

## APPENDIX 2

### Template for the statement of undisputed facts

**RG No:**  
**Conference of**  
**Served on:**

**Appellant:** [       ]

Having as counsel with right of audience:  
Having as trial counsel :

**Respondent:** [       ]

Having as counsel with right of audience:  
Having as trial counsel :

### UNDISPUTED FACTS

#### I - Presentation of the parties

**The appellant (surname, forename or company name, form)]** operates in **[activity]**.

**The respondent (surname, first name or business name, form)]** operates in **[activity]**.

#### II - The facts that triggered the dispute

**Undisputed facts:** *the parties shall present in a synthetic and objective (or neutral) manner the undisputed facts (for example the date of the contract that governed their relationship, the date of the formal notice, the date of the letter of termination of the contract...).*

**Facts in dispute:** *this part indicates each fact in dispute. For each fact, the parties shall set forth their position in a few lines.*

*Ex: On the circumstances of the termination of the contractual relations:*

- short position of the appellant:*
- short position from the respondent:*

### APPENDIX 3

#### List of factual, legal and applicable Law Issues

**RG No:**  
**Conference of**  
**Served on:**

**Appellant:** [       ]

Having as counsel with right of audience:  
Having as trial counsel :

**Respondent:** [       ]

Having as counsel with right of audience:  
Having as trial counsel :

#### **LIST OF FACTUAL, LEGAL AND APPLICABLE LAW ISSUES**

##### **I - List of questions of facts/evidence raised by the dispute**

##### **II- List of legal issues raised by the dispute**

##### **III- Opinion of the parties on the law applicable to the dispute**

**APPENDIX 4**

**Protocols of 7 February 2018**



7 February 2018

**Protocol relating to procedural rules  
applicable to the International Chamber of the Paris Commercial Court**

---

*En presence de* Mrs. Nicole BELLOUBET, *garde des sceaux*, Minister of Justice,

The President of the Paris Commercial Court,

The Paris Bar, represented by its President,

Have concluded the following:

***Preamble***

The International Law Chamber of the Paris Commercial Court was established in 1995; in 2015 it was merged with the European Union Law Chamber, itself created in 1997.

Now called the International Chamber, it is composed of ten judges, including its President, all anglophones. Cases adjudicated to the International Chamber by the Enrollment Chamber are those of an economic or commercial nature with an international element, and in particular those to which provisions of European Union or foreign law are applicable.

In cases where the characteristics of a case require the competencies of judges of specialised chambers of the Commercial Court, for example such as those related to competition law or abusive terminations of commercial relations, the International Chamber may enlist, in the context of delivering judgment, judges belonging to said chambers.

The purpose of the present Protocol is to organise the proceedings by which cases will be heard and judged before this new Chamber, providing for the use of the English language to a



significant extent and for testimonial evidence, in order to meet the expectations of economic actors who wish to benefit from an attractive jurisdictional system.

With respect to the substance, the International Chamber will apply French law or any other rules of foreign law applicable to the case.

## **Article 1: Jurisdiction of the International Chamber**

- 1.1 The Enrollment Chamber of the Court or, as appropriate, the judge specifically appointed by the President of the Court for urgent matters, as contemplated in article 858 of the Civil Procedure Code, shall direct all transnational commercial disputes to the International Chamber.
- 1.2 Transnational commercial disputes include disputes related to:
- Commercial contracts and the termination of commercial relations
  - Transport
  - Unfair competition
  - Anti-competitive commercial practices
  - Operations on financial instruments, standard master agreements, and financial contracts, instruments, and products
- 1.3 The jurisdiction of the Court may also result from contractual clauses conferring jurisdiction on the courts that are under the Court of Appeal of Paris.

## **Article 2: Language of the proceedings**

- 2.1 The proceedings before the Commercial Court are oral.
- 2.2 Procedural acts are drafted in French.
- 2.3 Written submissions in English may be given without translation.
- 2.4 Pleadings are conducted in French, without prejudice to what is stated in section 2.5 hereinafter.
- 2.5 Parties appearing before the judge, witnesses, and any specialist witnesses, including experts, as well as parties' legal counsel, when they are foreign and authorised to plead before the Paris Commercial Court, are authorised to express themselves in English, if they wish to do so.
- 2.6 Records of the Hearings are drafted in French by the Court's Clerk under the direction of the President of the court.

### **Article 3: Mandatory procedural timetable**

- 3.1 The judge assigned to the case sets a mandatory procedural timetable, which shall provide for, in particular:
- The date(s) on which the Parties will be invited to appear in person
  - The date(s) on which the parties shall submit the written statement of the witnesses they have requested the testimony of, on the basis of which those witnesses will be heard
  - The date(s) on which any witness or expert's testimony will take place
  - The date(s) on which legal counsels will state their oral arguments after which the closure of proceedings will occur
  - The date on which the decision of the Court on the merits will be rendered
- 3.2 The procedural timetable may be modified pending the proceedings, in particular, in the event of a motion (*incident*) or additional requests that may delay the review on the merits of the case.

### **Article 4: Rules on judicial submissions of evidence**

#### **4.1 Compulsory production of documents held by a party or by a third party**

- 4.1.1 Requests for compulsory production of documents held by a party or by a third party are examined by the Judge, pursuant to the rules set forth in articles 11 and 138 to 142 of the French Code of Civil Procedure
- 4.1.2 Parties may request the production of categories of documents that are specifically identified.

#### **4.2 Personal appearances of the Parties**

- 4.2.1 Personal appearance of the parties takes place under the conditions set forth in articles 184 to 198 of the French Code of Civil Procedure. The judge carries out the examination of the parties, by asking questions he deems relevant to the facts that are supported by legally admissible evidence. Each party may thereafter be invited by the judge to answer to the questions that the other parties wish to ask.
- 4.2.2 The personal appearance of a legal entity means the appearance of a party's legal

representative or of any corporate officer (*mandataire social*) or employee of the legal entity pursuant to a specific power of attorney.

#### **4.3 Third parties' written statements**

4.3.1 Written statements issued by third parties to the proceedings take the form of affidavits (*attestations*) meeting the requirements set forth in article 202 of the French Code of Civil Procedure.

4.3.2 As an exception to article 202 of the French Code of Civil Procedure, third parties' statements may be in typewritten form, the parties waiving their right to claim any procedural defect on that basis.

#### **4.4 Witnesses' examination (articles 199 and seq. of the French Code of Civil Procedure)**

4.4.1 Any person may be heard as a witness, upon the decision of the Judge, or of the Court, as the case may be, ruling on its own initiative or at the request of a party

4.4.2 Witnesses' examination or testimony (third parties, knowledgeable parties, etc.) proposed by a party will take place on the basis of a written statement, which may be typewritten, and which shall contain the information provided for by article 202 of the French Code of Civil Procedure.

4.4.3 Witnesses' examination is conducted in accordance with articles 206 and seq. of the French Code of Civil Procedure. In accordance with articles 206 and 207 of the French Code of Civil Procedure, whoever is legally compelled to testify must do so, under penalty of a civil fine.

4.4.4 The judge carries out the examination of witnesses, by asking questions he deems relevant to the facts that are supported by legally admissible evidence. Witnesses may then be invited by the judge to answer to the questions that the parties wish to ask.

4.4.5 The Judge, or the Court, as the case may be, is free to take into consideration the written statement of a witness who, for a legitimate reason, did not appear, and to draw any conclusion resulting from a non-appearance for which there is no legitimate

reason.

4.4.6 Each party shall ensure the summons of the witnesses whose party requests their hearing and shall advance payment of those witnesses' costs.

4.5 **Expert witnesses' examination (articles 245 and 283 of the French Code of Civil Procedure)**

4.5.1 The Judge, or the Court depending on the case, orders the examination of judicially appointed expert witnesses, when requested by the parties, unless he or she makes such an order on its own initiative.

4.5.2 The Judge, or the Court, as the case may be, uses its discretion to grant requests for the examination of expert witnesses designated by the parties. In support of their requests, parties produce the report prepared by the specialist witness who they wish to hear, as well as his last name, first name and address.

4.5.3 Proceedings provided for in sections 4.4.2 to 4.4.6 above apply, to the extent relevant, to expert witnesses whose examination is organised.

**Article 5: Oral proceedings**

Oral proceedings are public, unless the Court decides otherwise pursuant to article 435 of the French Code of Civil Procedure.

**Article 6: Translation**

6.1 In case of disagreement between the parties with regard to the translation of documentary evidence freely provided by one of the parties in its submissions, the Judge may order a sworn translation of all or part of the documentary evidence, at the provisional expense paid by the party chosen by the judge (article 269 of the French Code of Civil Procedure).

6.2 Oral proceedings held in French may be subject to a simultaneous interpretation, for the convenience of one of the parties, by an interpreter chosen by that party with advanced costs.

6.3 When a party, an expert or a witness wishes to express themselves in a foreign language, a simultaneous interpretation is carried out by a translator chosen by mutual agreement of the parties, with costs advanced by the party that requested the testimony. In case of disagreement between the parties on the choice of the translator, within the time limit set by the Judge, this judge will appoint the translator.

**Article 7: Court's judgment**

The judgement of the Court, as well as orders issued from any judge, shall be drafted in French together with a sworn translation in English organised by the Court Registry, the costs of which are included in the expenses.

**Article 8: Entry into force**

The present protocol applies to proceedings initiated from 1 March 2018.

\*  
\* \*

*Paris, 7 February 2018*

*In two original copies*



COUR D'APPEL DE PARIS

AVOCATS  
BARREAU  
+ PARIS

**Protocol relating to procedural rules  
applicable to the International Chamber of the Court of Appeal of Paris**

---

*En présence de* Mrs. Nicole BELLOUBET, *garde des sceaux*, Minister of Justice,

The First President of the Paris Court of Appeal,

The Public Prosecutor of the Paris Court of Appeal,

The Paris Bar, represented by its President,

Have concluded the following:

***Preamble***

The Paris Court of Appeal has created a new Chamber specialised in disputes relating to international commercial contracts, whether they are governed by French law or by the law of another country.

This new Chamber is designed to meet the expectations of economic actors who wish to benefit from an attractive judicial system.

The purpose of the present Protocol is to organise the proceedings by which cases will be heard and judged before this new Chamber, providing for the use of the English language to a significant extent and for testimonial evidence.

With respect to the substance, the Chamber will apply French law or any other rules of foreign law applicable to the cause.

## **Article 1: Jurisdiction of the International Chamber of the Paris Court of Appeal**

**1.1** The International Chamber of the Court of Appeal of Paris (ICCP) has jurisdiction over disputes that involve international commercial interest, which include, in particular, disputes related to:

- Commercial contracts and the termination of commercial relations
- Transport
- Unfair competition
- Actions for damages arising from anti-competitive commercial practices
- Operations on financial instruments, standard master agreement, and financial contracts, instruments, and products

More generally, this chamber's jurisdiction concerns appeals made against decisions rendered in relation to international economic and commercial disputes, as well as decisions rendered in the field of international arbitration.

**1.2** The jurisdiction of the chamber may result from a contractual clause conferring jurisdiction to the courts located within the Paris Court of Appeal's judicial authority.

**1.3** In addition, the ICCP has jurisdiction on appeal over decisions rendered in the first instance by the International Chamber of the Paris Commercial Court.

**1.4** When no pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) has been appointed, in particular when applying article 905 of the French Code of Civil Procedure, the functions conferred upon him are hereinafter exercised by the President of the ICCP, or by any other judge specifically appointed by the First President.

## **Article 2 Languages of the proceedings**

**2.1.** Procedural acts are drafted in French.

**2.2.** Written submissions in English may be given by without translation.

**2.3.** Pleadings are conducted in French, without prejudice to what is stated in section 2.4 hereinafter.

**2.4.** Parties appearing before the judge, as well as witnesses and any specialist witnesses,



including experts, and parties' foreign legal counsel who are authorised to plead before the Paris Court of Appeal, may express themselves in English if they wish to do so.

### **Article 3: Translations**

- 3.1. In case of disagreement between the parties with regard to the translation of documentary evidence freely provided by one of the parties in its submissions, the pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) may order a sworn translation of all or part of the documentary evidence, at the provisional expense paid by the party chosen by the judge (article 269 of the French Code of Civil Procedure).
- 3.2. With the Court's agreement, oral proceedings held in French may be subject to a simultaneous interpretation, for the convenience of one of the parties, by an interpreter chosen by that party with advanced costs.
- 3.3. When a party, an expert or a witness wishes to express themselves in a foreign language, a simultaneous interpretation is carried out by a translator chosen by mutual agreement of the parties, with costs advanced by the party that requested the testimony. In case of disagreement between the parties on the choice of the translator within the time limit set by the pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*), this judge will appoint the translator.

### **Article 4: Case management**

#### **4.1. Conference acknowledging the parties' agreement that the case be heard and judged pursuant to the present protocol**

- 4.1.1. Upon his designation, pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) must convene without delay the parties for a first hearing to record their agreement that the dispute be heard and judged in accordance with the proceedings contained in the present Protocol.
- 4.1.2. This first hearing does not interrupt the time limit provided for by article 909 of the French Code of Civil Procedure regarding submission of the respondent's brief.

#### **4.2. Conference on the judicial submissions of evidence**

- 4.2.1. After having considered the appellant's first brief and the respondent's brief in response, the pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*), may invite the parties to appear in person at the hearing.

4.2.2. The pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) hears the parties' requests, if any, for witness or expert oral testimony; he sets the time frame in which the appellant then the defendant must provide, if applicable, the list of persons whose testimony they intend to request.

4.2.3. After having heard parties' requests, the pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) renders an order specifying, if applicable, whether such measures will be conducted before him or before the Court, as well as the location, the day, and the time at which such measures will proceed and, finally, the time limit in which witnesses must submit written statements on the basis of which they will be examined (see section 5.4.2 below).

The pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) must justify any decision denying a Party's request.

### **4.3. Mandatory procedural timetable**

4.3.1. After ruling on any requests on judicial evidentiary issues, the pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) sets a mandatory procedural timetable which shall provide for, in particular:

- the dates on which parties must exchange their briefs, other than those referred to in articles 909 and 910 of the French Code of Civil Procedure which, presumably, will already have been notified;
- the date(s) on which the parties will be invited to appear in person;
- the date(s) on which the parties shall submit the written statement of the witnesses they have requested the testimony of, on the basis of which those witnesses will be heard;
- the date(s) on which any witness or expert's testimony will take place;
- the date(s) on which legal counsels will state their oral arguments;
- the date of the closing of the pre-trial examination ;
- the date on which the decision of the Court on the merits will be rendered.

4.3.2. The procedural timetable may be modified pending the proceedings, in particular, in the event of a motion (*incident*) or additional requests that may delay the review on the merits of the case.

#### **4.4. Preparation of oral proceedings**

- 4.4.1. Before closing the pre-trial examination, the judge (*conseiller de la mise en état*), convenes the parties for a last hearing which aims to organise, by agreement with the parties, the oral part of the trial.
- 4.4.2. The procedural judge (*conseiller de la mise en état*) specifies, on this occasion, the measures for simultaneous translation that must be put in place, to guarantee the publicity of the trial and establish the minutes of hearings recording the statements made by the parties and the witnesses in a language other than French (articles 194 and 219 of the French Code of Civil Procedure).

#### **4.5. Participative Procedural Agreement**

The rules set out in sections 4.1 to 4.4 above do not preclude the parties from entering into a participative procedural agreement as set forth in articles 1544 and seq. of the French Code of Civil Procedure. In such a case, the parties may have recourse to an expert who may pursue his task and communicate with them in the English language.

### **Article 5: Rules on judicial submissions of evidence**

#### **5.1 Compulsory production of documents held by a party or by a third party**

- 5.1.1. Requests for compulsory production of documents held by a party or by a third party are examined by the pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*), pursuant to the rules set forth in articles 11 and 138 to 142 of the French Code of Civil Procedure.
- 5.1.2. Parties may request the production of categories of documents that are specifically identified.

#### **5.2 Personal appearance of the Parties**

- 5.2.1. Personal appearance of the parties takes place under the conditions set forth in articles 184 to 198 of the French Code of Civil Procedure. The judge carries out the examination of the parties, by asking questions he deems relevant to the facts that are supported by legally admissible evidence. Each party may thereafter be invited by the judge to answer to the questions that the other parties wish to ask.
- 5.2.2. The personal appearance of a legal entity means the appearance of a party's legal

representative or of any corporate officer (mandataire social) or employee of the legal entity pursuant to a specific power of attorney.

### **5.3 Third parties' written statements**

**5.3.1** Written statements issued by third parties to the proceedings take the form of affidavits (attestations) meeting the requirements set forth in article 202 of the French Code of Civil Procedure.

**5.3.2** As an exception to article 202 of the French Code of Civil Procedure, third parties' statements may be in typewritten form, the parties waiving their right to claim any procedural defect on that basis.

### **5.4 Witnesses' examination (articles 199 and seq. of the French Code of Civil Procedure)**

**5.4.1.** Any person may be heard as a witness, upon the decision of the pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*), or of the Court, as the case may be, ruling on its own initiative or at the request of a party, as stated in section 4.2 above.

**5.4.2.** In accordance with what is indicated in section 4.2.3 above, witnesses' examination or testimony (third parties, knowledgeable parties, etc.) proposed by a party will take place on the basis of a written statement, which may be typewritten, and which shall contain the information provided for by article 202 of the French Code of Civil Procedure.

**5.4.3.** Witnesses' examination is conducted in accordance with articles 206 and seq. of the French Code of Civil Procedure. In accordance with articles 206 and 207 of the French Code of Civil Procedure, whoever is legally compelled to testify must do so, under penalty of a civil fine.

**5.4.4.** The judge carries out the examination of witnesses, by asking questions he deems relevant to the facts that are supported by legally admissible evidence. Witnesses may then be invited by the judge to answer the questions that the parties wish to ask.

**5.4.5.** The pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*), or the Court, as the case may be, is free to take into consideration the written statement of a witness who, for a legitimate reason,

did not appear, and to draw any conclusion resulting from a non-appearance for which there is no legitimate reason.

- 5.4.6. Each party shall ensure the summons of the witnesses whose party requests their hearing and shall advance payment of those witnesses' costs.

**5.5 Expert witnesses' examination (articles 245 and 283 of the French Code of Civil Procedure)**

- 5.5.1 The pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*), or the Court depending on the case, orders the examination of judicially appointed expert witnesses, when requested by the parties, unless he or she makes such an order on its own initiative.

- 5.5.2 The pre-trial judge (*conseiller de la mise en état*) or the Court, as the case may be, uses its discretion to grant requests for the examination of expert witnesses designated by the parties. In support of their requests, parties produce the report prepared by the specialist witness who they wish to hear, as well as his last name, first name and address.

- 5.5.3 Proceedings provided for in sections 5.4.2 to 5.4.6 above apply, to the extent relevant, to expert witnesses whose examination is organised.

**Article 6: Oral Proceedings**

- 6.1. Oral proceedings are public, unless the Court decides otherwise pursuant to article 435 of the French Code of Civil Procedure.
- 6.2. In order for the Court to decide upon the allocation of the costs and fees of the proceedings (*frais et dépens*), the Court shall ensure that the parties have the time to provide all relevant facts and data that they consider to be appropriate to support their requests.
- 6.3. Upon conclusion of oral proceedings, and unless particular circumstances dictate otherwise, the Court shall declare the hearings closed and adjourn the decision on the date set by the procedural timetable.

**Article 7: Court's judgment**

The judgement of the Court shall be drafted in French accompanied with a sworn

translation in English.

**Article 8: Entry into force**

The present protocol applies to proceedings referred to the Court of Appeal from March 1<sup>st</sup> 2018.

Paris, \_\_\_\_\_ 2018

In two original copies

## ACRONYMS AND DEFINITIONS

### ACRONYMS

<b>ICCP-CC</b>	International Commercial Chamber of the Paris Commercial Court (Chamber 3)
<b>ICCP-CA</b>	International Commercial Chamber of the Paris Court of Appeal (Pole 5 Chamber 16)
<b>CPC</b>	Code of Civil Procedure
<b>NA</b>	Notice of Appeal
<b>RPVA</b>	Lawyers' Private Virtual Network

### DEFINITIONS

<b>Lapsing of the notice of appeal</b>	The lapsing is a cause of extinction of the instance. It may be declared on appeal if the appellant did not file his or her submissions within the three-month period laid down in Article 908 of the Code of Civil Procedure.
<b>Written submissions</b>	The written submissions are the writings of the parties produced in support of their claims. Their operative part is binding on the court.
<b>Referred ("<i>déféré</i>")</b>	Appeal to the Court of Appeal of an order of the pre-trial Judge.
<b>Time limits due to distance</b>	Time limits of one and two months which may be added to a time limit for proceedings where the interested party remains in one of the overseas territories or departments or abroad, as provided for in <a href="#">Articles 643</a> and <a href="#">911-2</a> of the Code of Civil Procedure.
<b>Legal costs</b>	Legal costs are listed exhaustively in <a href="#">Article 695 of the Code of Civil Procedure</a> and are costs incurred in the course of the proceedings (clerk's office fee, legal experts, bailiffs, etc.). In principle, the losing party bears these costs.

<b>Irrecoverable costs</b> <i>("frais irrépétibles")</i>	Costs not included in the legal costs and referred to in <u>Article 700 of the Code of Civil Procedure.</u>
<b>The Protocols</b>	The two Protocols of Procedure of 7 February 2018 establishing the ICCP-CC and the ICCP-CA.



